

2022



Revue de Presse Cuma

LIVRE BLANC
& CONSULTATION 2022

Paris, le 1^{er} mars 2022



Contact agence :

Magali Faget : 06 43 47 46 51 - magali.faget@mlle-pitch.com

Grâce Baudier : 06 19 14 48 47 - grace.baudier@mlle-pitch.com

Chloe Foiratier : 06 64 70 03 12 - chloe.foiratier@mlle-pitch.com

SYNTHÈSE DES RÉSULTATS



À ce jour nous comptons 129 retombées dont :

7 Retombées Audiovisuelles :

- 4 retombées Audiovisuelles Nationales (Sud Radio et 2 sujets France Culture dont une interview de Luc Vermeulen le 2 mars),
- 3 Retombées Audiovisuelles Régionales (RCF Pays d'Aude, Radio Judaïca Strasbourg, Télénantes (en attente)),

83 Retombées en Presse Quotidienne

- 2 Retombées Nationales Print (Le pèlerin et Libération)
- 3 Retombées Nationales Digitales (Le Figaro.fr, Libération.fr, Alternatives Économiques),
- 4 Retombées en Presse Quotidienne Régionale
- 74 Retombées en Presse Quotidienne Régionale Digitale

34 Retombées en Presse Agricole

- 22 Retombées Print dans la Presse Régionale Agricole,
- 12 Retombées Digitales dans la Presse Régionale Agricole,

5 Retombées en Presse Communication

- 4 Retombées Print en Presse Communication
- 1 Retombée Digitale en Presse Communication.



SOMMAIRE



I. Retombées Audiovisuelles

- A. Retombées Nationales
- B. Retombées Régionales

II. Retombées Nationales

- A. Retombées Print
- B. Retombées Digitales

III. Retombées Presse Agriculture

- A. Retombées Print
- B. Retombées Digitales

IV. Retombées Presse Régionales

- A. Retombées Print
- B. Retombées Digitales

V. Retombées Presse Communication

- A. Retombées Print
- B. Retombées Digitales

Contact agence :

Magali Faget : 06 43 47 46 51 - magali.faget@mlle-pitch.com
Grâce Baudier : 06 19 14 48 47 - grace.baudier@mlle-pitch.com
Chloe Foiratier : 06 64 70 03 12 - chloe.foiratier@mlle-pitch.com



2022



I. Retombées Audiovisuelles



2022



A. Retombées Audiovisuelles Nationales



France Culture – 25.02.22

Interview d'Evelyne Guilhem (8 min d'antenne)

<https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/l-agriculture-au-bout-de-leurs-bras>



France Culture navigation bar with 'LE DIRECT', 'Programmes', 'Podcasts', 'Rechercher...', and category links: 'Actualités', 'Savoirs', 'Art et Création', 'Fictions', 'Documentaires', 'Conférences', 'LE FIL CULTURE'.



Accueil > Émissions > Grand Reportage > L'agriculture au bout de leurs bras

DIFFUSÉ LE 25/02/2022

L'agriculture au bout de leurs bras

▶ ÉCOUTER (59 MIN) ➔

À retrouver dans l'émission

GRAND REPORTAGE par Aurélie Kieffer et Anne-Laure Chouin

S'ABONNER

CONTACTER L'ÉMISSION



France Culture – 25.02.22

Interview de Luc Vermeulen

<https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-12h30/en-direct-du-salon-de-l-agriculture>



france culture **LE DIRECT** Programmes Podcasts Rechercher...

Actualités Savoirs Art et Création Fictions Documentaires Conférences LE FIL CULTURE

Publicité

Accueil > Émissions > Journal de 12h30 > en direct du Salon de l'Agriculture

Publicité

DIFFUSÉ LE 02/03/2022

en direct du Salon de l'Agriculture

ÉCOUTER (25 MIN)



À retrouver dans l'émission

JOURNAL DE 12H30 par La Rédaction de France Culture et Thomas Cluzel

S'ABONNER

CONTACTER L'ÉMISSION



Ateliers d'idées créatives
et designer de réputation

Sud radio Le Petit Matin – 15.02.22

Interview de Jérôme Montreuil (04:53 min d'antenne)

<https://www.sudradio.fr/emission/la-vie-en-vrai-670>



Le petit matin 
Sud Radio 

FRANCE
Benjamin Glaise ,
Alexandre PRIAM 

15/02/2022 06:37

TEXTE 

Durée : 00:04:53

La vie en vrai - Jérôme Monteil, directeur général de la Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole, parle du Livre Blanc des Cuma. Itw de celui-ci.

 **EcouterRadio.fr**



00:04 / 25:05 mn

Vous écoutez:

Podcast du mercredi 02 mars 2022 : Ukraine : l'armée russe avance : durée : 00:25:05 - Journal de 12h30 - Après des combats violents, le Kremlin affirme avoir conquis Kherson, la ville portuaire au sud, toute proche de la Crimée. Pendant ce temps, les forces russes ont débarqué par les airs dans la deuxième plus grande ville d'Ukraine, Kharkiv, qui vit toujours sous les bombardements. - invités : Luc Vermeulen président de la Fédération nationale des Cuma, coopératives d'utilisation du matériel agricole

2022



B. Retombées Audiovisuelles Régionales



TELENANTES

● L'INFO EN LOIRE-ATLANTIQUE



Radio Judaïca Strasbourg – 17.02.2022

Interview de Mathieu Goehry (10:33 min d'antenne)

<https://www.radiojudaicastrasbourg.fr/podcast/matthieu-goehry-secretaire-general-adjoint-de-la-fncuma/>



RJS 102.9 FM

ACCUEIL CONFINEMENT RADIO JUDAÏCA ÉMISSIONS ET GRILLE DES PROGRAMMES NOTRE ACTUALITÉ PODCASTS CONTACT

▶ ECOUTEZ EN DIRECT



L'INVITÉ DE LA RÉDACTION

MATTHIEU GOEHRY – SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE LA FNCUMA



PUBLICITÉ

Télécharger

Valérie Vial reçoit aujourd'hui Mathieu Goehry, secrétaire général adjoint de la FNCUMA, pour discuter avec lui des sujets et propositions au cœur des inquiétudes des agriculteurs.

L'INVITÉ DE LA RÉDACTION

EN SAVOIR PLUS





RCF Puy-de-Dôme - Le Mag (Pays d'Aude)

RCF regional 



Nathalie de Soos 

16/02/2022 10:00

TEXTE 

Durée : 00:26:25

Les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA) s'adressent aux candidats à la présidentielle dans un livre blanc qui sortira au salon international de l'agriculture de paris fin février. Itw d'Evelyne Guilhem, agricultrice en Lauragais et très engagée au service de la profession, à la chambre d'agriculture et pour la fédération nationale des CUMA.



2022



II. Retombées Nationales Print et Digitales



2022



A. Retombées Nationales Print



16 **FRANCE**

Libération Jeudi 3 Mars 2022



A Saint-Hilaire-de-Clisson (Loire-Atlantique) lundi, Christophe Perraud, éleveur de 59 ans, cherche un repreneur. PHOTO : FLORENCE THOUVENOT

Relève agricole, le parcours d'exploitants

Projets de rachat coûteux, difficultés à monter les dossiers de financement... La France souffre d'un déficit de nouvelles installations. Quatre agriculteurs racontent à «Libération» comment ils vivent leur début de carrière ou préparent leur retraite.

Par **BENJAMIN DELILLE**
 Envoyé spécial en Ardèche
 et **PAULINE MOULLOT**
 Envoyée spéciale en Ile- et Villed' et en Loire-Atlantique

C'est peut-être le seul sujet qui fait consensus dans l'ensemble du monde agricole : le renouvellement des générations est en péril. Près d'un agriculteur sur deux sera en âge de partir à la retraite dans les dix ans à venir selon le dernier recensement agricole. Et le nombre d'installations annuelles (14 000) est loin de compenser les départs (20 000). Si le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie, se veut plutôt optimiste sur le sujet, constatant, en décembre, une amélioration de la situation par rapport à la décennie 2000-2010 (au cours de laquelle un départ sur deux n'était pas remplacé), il estime malgré tout que 20 000 installations par an seraient nécessaires pour arrêter l'hémorragie. Les premiers résultats du recensement agricole 2020 enfoncent le clou : en une décennie, le nombre d'exploitations a baissé de 20%. Et ce, alors même que la surface des terres agricoles en France est restée stable. Cela veut dire qu'il y a de moins en moins de fermes, mais qu'elles sont de plus en plus grandes. Une concentration rendant encore plus difficile l'installation des jeunes agriculteurs, qui n'ont pas forcément les moyens d'acheter de grosses exploitations. Dans une interview à Libération, Tanguy Martin, responsable plaidoyer pour l'association Terre de liens, dénonce un «plan de licenciement massif inévitable». Alors que le Salon de l'agriculture se tient jusqu'à ce week-end, de nombreux acteurs atten-

tent les prétendants à l'Élysée. Défendant une nouvelle loi sur les terres agricoles, Terre de liens a lancé avec plusieurs associations la plateforme «Passerelles paysannes» pour informer et encourager les candidats à l'installation. Dans un livre blanc publié en amont du salon, la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole appelle à «sus citer des vocations et agricoles». L'ensemble des syndicats plaident pour une meilleure rémunération des agriculteurs. A l'inauguration du salon samedi, Emmanuel Macron, sans être officiellement candidat, a annoncé vouloir «éditer un grand texte d'orientation et d'avenir agricoles». «Nous serons au rendez-vous du changement de génération», a-t-il martelé. Formation, accès à la terre, financement, accompagnement à la transmission... Pour illustrer concrètement les enjeux auxquels sont confrontés les différentes générations, Libération a rencontré des agriculteurs en début d'installation ou en fin de carrière.

Christophe Perraud,
 59 ans, éleveur
 à Saint-Hilaire-de-Clisson
 (Loire-Atlantique)
 «On est ouvert à des projets
 alternatifs»

Si retraite n'est que dans deux ans, mais Christophe Perraud cherche déjà un repreneur. Alors que de jeunes vaches séparées de leurs mères meuglent à tue-tête, l'éleveur de vaches laitières et bovins viande fait faire le tour de sa ferme avec un bœuf de fierté. Situé à Saint-Hilaire-de-Clisson (Loire-Atlantique), l'exploitation appartenait déjà à ses parents. La transmission familiale s'arrêtera là, puisque aucune de ses trois filles vingtenaires ne

s'est lancée dans l'agriculture. «Elles ont d'autres vies, je ne les ai pas poussées là-dedans.» Acteur enthousiaste du milieu agricole, Christophe Perraud fait du sujet de la transmission un enjeu politique. «On voit des exploitations disparaître autour de chez nous, être reprises par des gens qui viennent de l'autre bout de la France. Cela fragilise la coopération, et localement ça inquiète.»

Son exploitation est un ensemble de ferme qui, pour l'instant, ne trouve pas de repreneur. En groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec) avec deux associés, Gilles, 51 ans, et Maxime, 33 ans, ils élèvent 90 vaches laitières Prim'Holstein, qui produisent 750 000 litres de lait par an, et 20 à 25 vaches allaitantes dont ils commercialisent une partie de la viande en vente directe. Ils ont entamé leur conversion en bio en 2017, et commencé à commercialiser leur lait sous ce label deux ans plus tard. Une décision prise à l'époque avec deux autres associés, Odile et Raymond, partis à la retraite en 2019 et depuis remplacés par Maxime.

Christophe Perraud, qui s'apprend à raccrocher en 2024, associe étroitement ses deux collègues au processus. «Cette reprise, c'est avant le projet de Gilles et Maxime que le mien. Les gens qui arrivent construisent avec ceux qui restent», insiste l'éleveur qui n'hésite pas une restructuration de la ferme à son départ. «On est ouvert à des projets alternatifs. Pourquoi pas première quelqu'un en maraîchage, mais il faudra s'adapter sur d'autres postes pour réduire la charge de travail...» s'interroge l'exploitant.

Dans l'annonce pour trouver un repreneur, Christophe Perraud «a été large, en mettant "recherche au vu des associés"». Celle-ci a été postée en juin au répertoire départ installation, passage obligé pour quiconque cherche à transmettre ou reprendre une ferme. En presque huit mois, «on n'a eu que deux coups de téléphone, et aucune visite», intervient Gilles depuis la pièce à côté, où il faisait ses comptes. «C'est un peu triste de ne trouver personne. Il faut qu'on parle de nous, le bouche-à-oreille peut aider, on va peut-être également passer par notre page Facebook, suivre des vidéos...» commente le futur retraité. Lui qui se dit «pas utopiste, mais résolument optimiste» se raccroche au fait que son département compte plus d'une centaine d'installations agricoles par an. «C'est pas mal, mais le problème c'est qu'il y a beaucoup plus de gens qui partent.»

Estelle Privat, 31 ans, viticultrice à Pradons (Ardèche)

«Les anciens nous partagent leurs connaissances sur le terrain»

Estelle Privat, 31 ans, qui s'est lancée dans la viticulture, il y a deux ans, se souvient d'une phrase d'un agriculteur du coin, étonné de sa démarche: «C'est toi la nouvelle qui s'installe? Tu devrais aller bosser à Hyper U, ça gagnerait mieux.» Mais à la voir tout sourire au milieu de ses vignes, cette Bordelaise d'origine ne semble rien regretter. On la retrouve dans un petit valon ardéchois au charme indéfectible, à cheval entre les communes de Pradons et Ruoms.

«Travailler avec le chant des oiseaux et ce soleil, c'est le rêve, souffle Estelle, qui était auparavant salariée au syndicat des Jeunes Agriculteurs de l'Ardèche. Ça me plaisait, mais ça manquait de concret, de temps passé à l'extérieur.» Pour décrypter son nouveau métier, elle parle de passion, reconnaît que c'est moins bien payé, mais trouve cela «bien plus heureux». Avec son copain, Julien Chauane, elle s'occupe en tout de quelque 30 hectares de vignes. Ils ne sont propriétaires que d'une petite partie. Une moitié des terres se trouve dans la commune de Saint-Sernin, dont Estelle et Julien ont récupéré le fermage, c'est-à-

dire la location, auprès d'un ancien agriculteur parti en retraite. Pour les vignes de Pradons, qu'ils ambitionnent d'acheter dans les dix prochaines années, ils ont bénéficié pour s'installer d'un modèle encore peu répandu au niveau national, qui permet aux jeunes de se lancer dans l'agriculture hors cadre familial. Au lieu de racheter les terres directement à l'ancien propriétaire qui était l'agriculteur exploitant, c'est une Scic, une société coopérative d'intérêt collectif, détenue par les 13 caves coopératives du coin, qui a racheté les vignes. Cette Union des vigneronns ardéchois, qui s'occupe de la mise en bouteille et de la vente du vin, veut ainsi éviter que des hectares de vigne disparaissent avec les départs en retraite des agriculteurs, tout en offrant la possibilité à des jeunes de s'installer sans avoir à assumer un investissement trop important. Ils ont employé Estelle neuf mois comme ouvrière agricole avant qu'elle ne reprenne effectivement les rênes. Grâce notamment à la dotation jeune agriculteur, une aide en capital financée à 80% par l'Union européenne et 20% par l'Etat.

«Ça nous a permis de mettre la priorité sur le matériel, explique Estelle Privat en ouvrant les portes de l'immense sous-sol de sa maison, racheté à un ancien garagiste pour pouvoir tout stocker. On reçoit aussi des aides de l'Union des vigneronns pour le ferraillage et pour l'assurance récolte.» Une aide qui leur a été précieuse lorsque en 2021, 30% de leur récolte n'a pas survécu à l'intense épisode de gel. La viticultrice insiste sur l'importance «d'être bien entouré, avant quand on est hors du

cadre familial»: «Quand je discute avec des jeunes qui veulent se lancer, c'est souvent ce qui les effraie.» Malgré son optimisme débordant, Estelle Privat reconnaît qu'il s'agit d'un métier difficile et comprend que certains enfants d'agriculteurs en viennent à être déçus. «C'est vrai que c'est dur, qu'il y a de plus en plus de contraintes administratives ou environnementales. Mais salarier dans une entreprise, c'est aussi très dur parfois. Et je pense que le fait de l'avoir été m'aide à voir les choses du bon côté.» Après avoir fait le bilan de ses deuxièmes vendanges et malgré le gel de 2021, la viticultrice se réjouit de terminer l'année à l'équilibre.

Amande Gat et Damien Franco-Sanchez, 35 et 39 ans, futurs éleveurs à Tresbouff (Ille-et-Vilaine)

«Il y a plein de crashes qu'on ne voit pas»

Tout est parti d'une gaubrière. Celle que gère Amande Gat et Damien Franco-Sanchez depuis 2014. «On avait installé le labo dans une ferme laitière, et on discutait avec notre fournisseur de farine bio qui voulait reprendre la ferme de ses parents, trop grande pour elle. Finalement, ça ne s'est pas fait, mais c'est à ce moment-là qu'on s'est dit qu'on aimerait bien produire les ingrédients de nos propres gâteaux», raconte Amande Gat, 35 ans. Un peu plus de trois ans après avoir eu cette idée, le projet d'installation qu'elle porte avec son compagnon, Damien Franco-Sanchez, 39 ans, n'a jamais été aussi près d'aboutir.

En avril, le couple va s'installer sur une ferme laitière conventionnelle à Tresbouff, en Ille-et-Vilaine. Ils vont changer la destination de l'exploitation pour élever en bio des porcs en plein air, des vaches à viande et, dans un second temps, récolter les fruits d'un verger avec atelier de transformation et faire de l'accueil à la ferme. Non issu du milieu agricole (ils «Nima» dans le jargon), ils se sont préparés pendant trois ans avant de s'installer. Après un parcours en usines en Belgique, et son entreprise de gaufres de Lige en Bretagne, Damien a suivi une formation pour obtenir un brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (BPREA), sésame indispensable pour obtenir les aides à l'installation. Amande, qui dans son autre vie travaillait dans l'économie sociale et solidaire, se forme à distance pour obtenir son BPREA, après un an de formation avec la coopérative d'installation en agriculture paysanne. Des apprentissages qui se sont révélés essentiels pour que leur projet tienne la route.

«Au départ, on était parti avec une idée très alternative, ultracirculaire», reprend Damien Franco-Sanchez. Le projet collectif monté avec un autre couple avorta au dernier moment, en août 2020. «On était un peu dépités au début, mais finalement c'est plutôt bien, on se serait plantés», relativise le jeune agriculteur, qui parle d'«otopie». Ce sont finalement les expériences en ferme qui ont orienté leur décision de se lancer dans l'élevage. «Je suis tombé amoureux des cochons pendant mes stages», sourit Damien Franco-Sanchez. Les deux repreneurs ont également rencontré de nombreux agriculteurs avant de se lancer. «Ça nous a énormément encouragés. Il faut aller sur place pour voir et comprendre. On s'est pris une belle claque, reconnaît le couple. On est toujours de grosses bêtes aujourd'hui, mais au moins on sait où on va.»

Pour trouver la ferme qui correspondait le mieux à leur projet, les futurs éleveurs ont visité 25 exploitations. Enjeu principal selon eux: «Il faut trouver un coïdant qui a une vraie envie de transmettre. Ils ont des offres tellement faussées par la part d'industriels ou de très gros agriculteurs, mais que s'ils nient pas cette réalité, ils restent aux plus affaiblis. Et puis, il faut qu'ils soient prêts dans leur tête.» L'année dernière, ils pensaient avoir trouvé leur bonheur. Mais au dernier moment, les exploitants ont finalement décidé de ne pas vendre. Bernard, lui, avait trouvé deux repreneurs qui ont dû se désengager en dernière minute pour raisons financières. Alors cette fois, tout est allé très vite. La première visite a eu lieu en mai dernier.

Financièrement, le couple a pu compter sur des fonds récoltés grâce à une collecte de financement participatif, un prêt de leurs proches, un prêt bancaire, un «prêt d'honneur» destiné aux repreneurs et créateurs de petite entreprise. Un budget de 350 000 à 400 000 euros sans les terres, pour acheter les matériels, les bâtiments, le cheptel et la maison d'habitation. Pour les 39 hectares de terres, ils ont pu bénéficier d'une solution de partage foncier: pour éviter aux porteurs de projet d'acheter les terres, c'est le département et la région qui mettent la main au portefeuille. Le couple a déjà commencé à démarcher Biocoop et restaurants pour assurer leur distribution en circuit court. Quelques semaines avant le grand saut, «on a l'impression qu'on arrive au bout, mais on fait ce rêve que le début. Tout est encore à faire». S'ils sont reconnaissants que de nombreuses aides soient mises en place, Amande et Damien alertent sur le déficit d'information et les difficultés concrètes pour mettre en œuvre un projet. «Il ne suffit pas de dire qu'il faut que des jeunes s'installent, il faut les aider. C'est hypercompliqué, tout le monde se démerde, mais il y a plein de crashes qu'on ne voit pas.»



Estelle Privat sur son exploitation en Ardèche, le 2 février. PHOTO A. VERGADE



Amande Gat et Damien Franco-Sanchez, le 6 février. PHOTO G. VERGADE



La semaine du Pèlerin

EN PARTENARIAT AVEC



CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

L'enquête

LES NOUVEAUX VISAGES
DE L'AGRICULTURE

Engagés pour une terre plus verte

Les Français aspirent de plus en plus à un modèle agricole respectueux de l'environnement. Alors que le Salon de l'agriculture revient à Paris le 26 février, la question se pose : comment embarquer tous les agriculteurs dans la transition écologique ?

Par **Véronique Badets**

ILS SONT CÉRÉALIERS, éleveurs, viticulteurs ou maraîchers. Certains exploitent leur ferme en agriculture biologique. D'autres en agroécologie, qui regroupe « toutes les pratiques agricoles fondées sur une utilisation optimale des ressources naturelles pour réduire au minimum le recours aux intrants de synthèse* (produits chimiques, NDLR) ». Malgré leurs différences, les femmes et les hommes témoignant dans cette enquête partagent tous un point commun : parfois

Un élevage bon pour le climat

Sophie et Cyrille Gaimon, 41 ans



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, on y pense tout le temps depuis plusieurs années, confient

Cyrille et Sophie Gaimon, parents de trois enfants. Nous nous efforçons de faire ce qui est à notre portée, tout en faisant fonctionner un système d'élevage qui représente onze emplois – nous inclus – sur un territoire assez désert. » Sur un coteau de l'Indre, dans la ferme de Vautourmon où a grandi Cyrille, ce couple d'ingénieurs agronomes élève environ cinq mille cochons par an. Un quart est transformé sur place, au sein d'un atelier de charcuterie vendant rillettes et saucissons dans un rayon de 80 kilomètres. Chez eux, l'amour de l'élevage se marie de façon étonnante avec un projet d'autonomie énergétique. Dès 2010, ils ont investi – grâce au plan de relance d'alors – dans un méthaniseur, situé en contrebas de la ferme. « Il reçoit tout le lisier de nos cochons, ainsi que d'autres déchets de la ferme, explique

militants, souvent jeunes, ils ont mis beaucoup d'énergie à réaliser une transition écologique sur leur exploitation. Des efforts et des engagements qui ne sont pas forcément à la portée de tous les paysans. Alors, à l'heure de l'urgence climatique et de l'érosion accélérée de la biodiversité dans les campagnes, la question se pose : comment inciter le maximum d'agriculteurs à adopter des pratiques davantage favorables à la santé des écosystèmes, comme à celle des êtres humains ?

Encore trop de pesticides

Car aujourd'hui, le compte n'y est pas. « Les objectifs fixés en 2008 lors du Grenelle de l'environnement sont loin d'être atteints, rappelle Philippe Pointereau, agronome à Solagro. Le recours aux pesticides entre 2009 et 2019 a augmenté de 15 %, alors qu'il aurait dû baisser de 50 % sur cette période. La réduction de moitié a donc été finalement reportée à 2025... Tout comme l'objectif de convertir 20 % de la surface agricole utile (SAU) française à l'agriculture biologique : nous sommes à moins de 10 % aujourd'hui. Malgré des discours engageants, la situation est catastrophique : les nappes phréatiques restent par exemple toujours fortement polluées sur une majeure partie du territoire, notamment par les herbicides. »

Les progrès ne sont pas nuls toutefois, et le sombre tableau général laisse apparaître quelques petites touches d'espoir. Les pesticides les plus dangereux pour la santé humaine (dits cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction) sont en recul. Par ailleurs, depuis le « projet agroécologique pour la France » lancé en 2012, les pratiques agronomiques vertueuses se développent, comme le recours aux cultures de diversification, en particulier les légumineuses : elles fixent l'azote de l'air, limitant ainsi le besoin de recourir à des fertilisants particulièrement polluants



+15 %

C'est
**l'augmentation
des ventes
de produits
phytosanitaires
pour usage
agricole entre
2009 et 2019.**

Source : ministère de la Transition écologique/Nature France.

Un Salon en campagne



« Une édition 2022 sous le signe des retrouvailles, du plaisir et du partage. » Après son annulation en 2021 pour cause de Covid, le Salon international de l'agriculture ouvrira bien ses portes du 26 février au 6 mars. Sa tenue était stratégique en cette année d'élection présidentielle, où la visite des

candidats dans les allées fait partie des figures imposées. Le passe vaccinal et le port du masque seront obligatoires, et les dégustations de produits sur les stands devraient être maintenues. **Paris Expo – Porte de Versailles. Tous les jours de 9 heures à 19 heures. Règles et programme des animations sur : salon-agriculture.com**

LE PÉLERIN

(lire le portrait d'Aurélien Renard page 25). Cette transformation douce n'est pas quantifiée à ce jour par la recherche et se fait souvent à bas bruit. « Une agroécologie silencieuse », comme l'a exprimé la sociologue rurale Véronique Lucas de l'Inrae, qui a étudié sa diffusion dans plusieurs coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) entre 2014 et 2018. « Les pratiques évoluent discrètement, car la plupart des agriculteurs justifient leur démarche en évoquant leur recherche d'autonomie (pour payer moins d'engrais par exemple) et non les bénéfices environnementaux qui en découlent, explique-t-elle. Mais tout cela se fait aussi dans la difficulté. Car l'organisation générale du secteur agricole n'est pas favorable aujourd'hui à un changement global des pratiques. Du coup, on demande aux agriculteurs de se sur-responsabiliser, ce qui n'est pas sans créer du ressentiment. » Autrement dit : tant que les politiques publiques n'actionneront pas tous les leviers disponibles dans le sens de la transition écologique, seule une minorité des paysans pourront s'y aventurer.

Les règles de la PAC en débat

Au tout premier rang de ces leviers : la politique agricole commune (PAC). Première source de revenus pour les agriculteurs français, elle est en cours de révision pour la période 2023-2027. Pas moins de 9,4 milliards d'euros par an sont en jeu. Selon quels critères les distribuer ? Question hautement sensible... La nouvelle PAC conditionne désormais jusqu'à 25 % des aides directes à l'adoption de pratiques favorables à l'environnement : c'est « l'éco-régime ». Mais le mode d'octroi proposé par le gouvernement français suscite un vif débat. Notamment parce que pour accéder au niveau maximal de l'éco-régime, une exploitation devra être certifiée soit en bio, soit Haute Valeur environnementale (HVE). Or, le cahier des charges de cette dernière



9,4
milliards
d'euros, c'est
le budget
annuel de
la politique
agricole
commune
pour la France.

Source : ministère de l'Agriculture.

LE PÉLERIN

certification a été jugé trop laxiste par plusieurs organismes, dont l'Office français de la biodiversité. Ironie de l'histoire : la démarche HVE est née d'une proposition de France nature environnement (FNE) dans la foulée du Grenelle, afin d'amplifier la dynamique de l'agroécologie. « L'idée est toujours pertinente pour ouvrir un chemin de transition, estime Thibault Leroux, chargé de mission agriculture à FNE. Mais le référentiel actuel, trop faible, ne stimulera pas le changement de braquet dans le cadre de la PAC. Par exemple, un agriculteur pourrait demain bénéficier de l'éco-régime sans réaliser certaines pratiques de base comme l'implantation de cultures entre la récolte estivale et le semis de printemps afin de piéger les nitrates dans ses champs. »

Une concurrence déloyale

De son côté, le gouvernement assume son choix d'une aide au revenu agricole faiblement conditionnée aux critères environnementaux. « La transition écologique, c'est comme une maison où tout le monde doit pouvoir entrer, explique-t-on au ministère de l'Agriculture. Pour cela, il y a une marche à franchir, elle doit être atteignable. Il s'agit de demander un effort acceptable par tout le monde, car si cette transition amène à exclure des exploitations, on l'amputera de son versant social. Par ailleurs, il faut soutenir ceux qui vont plus loin et pour cela la PAC déploie d'autres instruments comme les mesures agro-environnementales et climatiques. » Si les aides publiques sont décisives pour stimuler la transition écologique de l'agriculture, elles ne constituent pas le seul levier. Les règles commerciales pèsent aussi lourdement dans la difficulté à changer de modèle. Un point sur lequel se retrouvent tous les syndicats agricoles. « Certains fruits et légumes sont traités en Espagne ou en Italie avec des substances actives interdites en France. Cela crée une concurrence déloyale, dénonce Guillaume



12%

des agriculteurs
français sont
labellisés en bio.

Source : recensement agricole 2020.

Gabot, l'un des porte-parole des Jeunes agriculteurs. Il faut harmoniser les normes environnementales en agriculture. » Même constat du côté de la Confédération paysanne : « Nous réclamons un prix minimum d'entrée sur le marché européen afin d'éviter, par exemple, que des tomates ou des fraises cultivées avec beaucoup de pesticides et une main-d'œuvre exploitée arrivent sur les étals en dessous des coûts de production français, plaide son porte-parole Nicolas Girod. Sans mesures de protection économique, c'est un leurre de croire qu'on pourra embarquer tous les paysans dans une véritable transition écologique. Seuls iront ceux qui sont convaincus et prêts à faire des sacrifices. »

Mieux distribuer les terres

L'évolution massive des pratiques viendra-t-elle alors avec l'émergence d'une nouvelle génération de fermiers ? Un quart des agriculteurs et agricultrices ont plus de 60 ans, comme le révèle le dernier recensement agricole. La relève pourrait être une chance. À condition de permettre à ces entrants d'accéder à leur principal outil de travail : la terre. « Dans les dix prochaines années, plus de 5 millions d'hectares vont changer de main, soit près de 20 % des terres agricoles de France métropolitaine, évalue ainsi l'association Terre de liens dans son premier rapport sur les terres agricoles publié le 22 février. Sans une intervention forte et volontariste des pouvoirs publics, ces millions d'hectares nouvellement libérés iront majoritairement agrandir les fermes voisines au risque d'une fuite en avant [...] et de la pérennisation d'un modèle agricole insoutenable pour l'environnement. » Plus que jamais, l'agriculture française est face à un choix. Subir les crises écologiques et sociales ou bien changer de cap, grâce à un engagement ambitieux de l'État et des citoyens. Sans compter sur les seuls agriculteurs. ■

* Selon la définition de France Stratégie.

LE PÈLERIN



20 %

des terres agricoles en France métropolitaine vont changer de main dans les dix prochaines années.

Source : Terre de liens.



Jeudi 24 février, retrouvez l'enquête du Pèlerin sur



« Portrait d'un agriculteur écoresponsable ». Rendez-vous à partir de 6 heures dans « Première Édition » avec Christophe Delay et Adeline François. À revoir sur bfmtv.com

2022



B. Retombées Nationales Digitales





Accueil / Environnement / Agriculture

Reportage

Relève agricole : «C'est hypercompliqué, tout le monde se démerde»

Article réservé aux abonnés

Projets de rachat coûteux, difficulté à monter les dossiers de financement... La France souffre d'un déficit de nouvelles installations. Quatre agriculteurs racontent à «Libération» comment ils vivent leur projet ou préparent leur retraite..



A Saint-Hilaire-de-Clisson (Loire-Atlantique) le 28 février. Christophe Perraud, éleveur de 59 ans, cherche quelqu'un qui pourrait prendre sa suite au sein de l'exploitation en Groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec) Pont des Noues, dans laquelle il est associé à Gilles (52 ans) et Maxime (35 ans). (Théophile Trossat/Libération)

par [Benjamin Delille](#) et [Pauline Mouillot](#)

publié le 2 mars 2022 à 20h29

baissé de 20 %. Et ce, alors même que la surface des terres agricoles en France est restée stable. Cela veut dire qu'il y a de moins en moins de fermes, mais qu'elles sont de plus en plus grandes. Une concentration rendant encore plus difficile l'installation des jeunes agriculteurs, qui n'ont pas forcément les moyens d'acheter de grosses exploitations. Dans une interview à *Libération*, Tanguy Martin, responsable plaidoyer pour l'association Terre de liens **dénonce un «plan de licenciement massif invisible»**.



A lire aussi



Des agriculteurs à comptes ouverts : que gagnent-ils vraiment ?

Agriculture 24 juin 2021 abonnés

Alors que le Salon de l'agriculture se tient jusqu'à ce week-end, de nombreux acteurs alertent les prétendants à l'Elysée. Défendant une nouvelle loi sur les terres agricoles, Terre de liens a lancé avec plusieurs associations la plateforme «Passerelles paysannes» pour informer et encourager les candidats à l'installation. Dans un livre blanc publié en amont du salon, la Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole appelle à «*susciter des vocations en agriculture*». L'ensemble des syndicats plaident pour une meilleure rémunération des agriculteurs, que ce soit par une révision des aides de la politique agricole commune (pour la Confédération paysanne), ou par une «*baisse des charges*» (FNSEA). A l'inauguration du salon samedi, Emmanuel Macron, sans être officiellement candidat, a annoncé vouloir «*bâtir un grand texte d'orientation et d'avenir agricole*». «*Nous serons au rendez-vous du changement de générations*», a-t-il martelé. Formation, accès à la terre, financement, accompagnement à la transmission... Pour illustrer concrètement les enjeux auxquels sont confrontées les différentes générations, *Libération* a rencontré quatre agriculteurs, en début d'installation ou en fin de carrière.



Estelle Privat, viticultrice de 31 ans, dans ses vignes à Pradons, le 2 février 2022. (Anouck Everaere/Libération)

Estelle Privat, 31 ans, viticultrice à Pradons (Ardèche)

«Les anciens nous partagent leurs connaissances sur le terroir»

Lorsqu'elle s'est lancée dans la viticulture, il y a deux ans, Estelle Privat, 31 ans, se souvient d'une phrase d'un agriculteur du coin, étonné de sa démarche : «*C'est toi la nouvelle qui s'installe ? Tu devrais*

aller bosser à Hyper U, ça gagnerait mieux.» Mais à la voir tout sourire au milieu de ses vignes, cette Bordelaise d'origine ne semble rien regretter. On la retrouve dans un petit vallon ardéchois au charme indéniable, à cheval entre les communes de Pradons et Ruoms. Au bout d'une route terreuse et bosselée, au milieu de 15 hectares de vignes qu'elle s'emploie ce matin à tailler minutieusement à la main.



«Travailler avec le chant des oiseaux et ce soleil, c'est le rêve, souffle Estelle, qui était auparavant salariée au syndicat des Jeunes Agriculteurs d'Ardèche. Ça me plaisait, mais ça manquait de concret, de temps passé à l'extérieur.» Pour décrire son nouveau métier, elle parle de passion, reconnaît que c'est moins bien payé, mais trouve cela *«bien plus heureux»*.

Avec son conjoint, Julien Chausse, elle s'occupe en tout de quelque 30 hectares de vignes. Ils ne sont propriétaires que d'une petite partie. Le couple est réuni en Groupement agricole d'exploitation en commun (Gaec), un statut de société qui permet aux agriculteurs de travailler comme associés. Une moitié des terres se trouve dans la commune de Saint-Sernin, dont Estelle et Julien ont récupéré le fermage, c'est-à-dire la location, auprès d'un ancien agriculteur parti en retraite. Pour les vignes de Pradons, qu'ils ambitionnent d'acheter dans les dix prochaines années, ils ont bénéficié pour s'installer d'un modèle encore peu répandu au niveau national, qui permet aux jeunes de se lancer dans l'agriculture hors cadre familial.

Au lieu de racheter les terres directement à l'ancien propriétaire qui était l'agriculteur exploitant, c'est une Scic, une Société coopérative d'intérêt collectif, détenue par les 13 caves coopératives du coin, qui a racheté les vignes. Cette Union des vigneron ardéchois, qui s'occupe de la mise en bouteille et de la vente du vin, veut ainsi éviter que des hectares de vigne disparaissent avec les départs en retraite des agriculteurs, tout en offrant la possibilité à des jeunes de s'installer sans avoir à assumer un investissement trop important. Ils ont employé Estelle neuf mois comme ouvrière agricole avant qu'elle ne reprenne effectivement les rênes. Grâce notamment à la dotation jeune agriculteur, une aide en capital financée à 80 % par l'Union européenne et 20 % par l'Etat.

«Ça nous a permis de mettre la priorité sur le matériel, explique Estelle Privat en ouvrant les portes de l'immense sous-sol de sa maison, racheté à un ancien garagiste pour pouvoir tout stocker. On reçoit aussi des aides de l'Union des vignerons pour le fermage et pour l'assurance récolte.» Une aide qui leur a été précieuse lorsque en 2021, 30 % de leur récolte n'a pas survécu **à l'intense épisode de gel**. Pour les plus grosses machines trop onéreuses, comme la machine à vendanger, Estelle et Julien sont membres de deux Cuma, des coopératives d'utilisation de matériel agricole, avec d'autres agriculteurs du coin.

Un réseau qui leur permet de faire des économies, mais aussi de se sentir moins isolés. *«On s'entraide en s'échangeant des informations sur les pratiques culturales et sur l'utilisation optimale des outils selon les conditions climatiques ou les types de sols. Les anciens nous partagent leurs connaissances sur les terroirs et le climat»,* détaille la viticultrice, qui insiste sur l'importance *«d'être bien entouré, surtout quand on est hors du cadre familial»*. *«Quand je discute avec des jeunes qui veulent se lancer, c'est souvent ce qui les effraie.»* Ce qui l'a aussi aidée, ce sont les nombreuses formations proposées aux jeunes agriculteurs pour éviter les erreurs et les mauvais investissements.

Malgré son optimisme débordant, Estelle Privat reconnaît qu'il s'agit d'un métier difficile, et la jeune Bordelaise comprend que certains enfants d'agriculteurs en viennent à être dégoûtés. *«C'est vrai que c'est dur, qu'il y a de plus en plus de contraintes administratives ou environnementales. Mais salarié dans une entreprise, c'est aussi très dur parfois. Et je pense que le fait de l'avoir été m'aide à voir les choses du bon côté.»* Après avoir fait le bilan de ses deuxièmes vendanges et malgré le gel de 2021, la viticultrice se réjouit de terminer l'année à l'équilibre.



Amande Gat et Damien Franco-Sanchez sur le site de leur future exploitation à Tresbœuf (Ille-et-Vilaine), le 26 février 2022. (Quentin Vernault/Hans Lucas pour Libération)

Amande Gat, 35 ans, et Damien Franco-Sanchez, 39 ans, futurs éleveurs à Tresbœuf (Ille-et-Vilaine)

«Il y a plein de crashes qu'on ne voit pas»

Tout est parti d'une gaufrière. Celle que gèrent Amande Gat et Damien Franco-Sanchez depuis 2014. «On avait installé le labo dans une ferme laitière, et on discutait avec notre fournisseuse de farine bio qui voulait reprendre la ferme de ses parents, trop grande pour elle. Finalement, ça ne s'est pas fait, mais c'est à ce moment-là qu'on s'est dit qu'on aimerait bien produire les ingrédients de nos propres gaufres», raconte Amande Gat, 35 ans. Un peu plus de trois ans après avoir eu cette idée, le projet d'installation qu'elle porte avec son compagnon Damien Franco-Sanchez, 39 ans, n'a jamais été aussi près d'aboutir.

En avril, le couple va s'installer sur une ferme laitière conventionnelle à Tresbœuf, en Ille-et-Vilaine. Ils vont changer la destination de l'exploitation pour élever en bio des porcs en plein air, des vaches à viande, et, dans un second temps, récolter les fruits d'un verger avec atelier de transformation et faire de l'accueil à la ferme. Non issus du milieu agricole (des «Nima» dans le jargon), Amande et Damien se sont préparés pendant trois ans avant de s'installer. Après un parcours en usines en Belgique, et son entreprise de gaufres de Liège en Bretagne, Damien a suivi une formation pour obtenir un Brevet professionnel de responsable d'exploitation agricole (BPREA), un sésame indispensable pour obtenir les aides à l'installation, notamment les dotations jeune agriculteur. Amande, qui dans son autre vie travaillait dans l'économie sociale et solidaire, se forme actuellement à distance pour obtenir son BPREA, après un an de formation avec la coopérative d'installation en agriculture paysanne. Des apprentissages qui se sont révélés essentiels pour que leur projet tienne la route.

«Au départ, on était partis avec une idée très alternative, ultracirculaire», reprend Damien Franco-Sanchez. Le projet collectif monté avec un autre couple avorte au dernier moment, en août 2020. «On était un peu dépités au début, mais finalement c'est plutôt bien, on se serait plantés», relativise le jeune agriculteur qui parle d'«utopie». Ce sont finalement les expériences en ferme qui ont orienté leur décision de se lancer dans l'élevage. «Je suis tombé amoureux des cochons pendant mes stages», sourit Damien Franco-Sanchez. Les deux repreneurs ont également rencontré de nombreux agriculteurs avant de se lancer. «Ça nous a énormément encouragés. Il faut aller sur place pour voir et comprendre. On s'est

pris une belle claque, reconnaît le couple. En creusant, on se rend compte de ce qui nous plaît ou non. On est toujours de grosses billes aujourd'hui, mais au moins on sait où on va !»

Le troupeau de vaches est arrivé mercredi. En attendant leur installation définitive, les bovins seront en «pension» chez Bernard, l'agriculteur qui leur cède l'exploitation. *«Il faut un tuilage très précis pour pouvoir toucher les aides, insiste Amande Gat. Normalement il y a un ordre logique mais il suffit qu'il y ait un grain de sable... c'est un micmac pas possible.»*



A Tresbœuf (Ille-et-Vilaine), le 26 février 2022. Bernard, exploitant laitier, s'occupe de ses dernières bêtes, il cédera bientôt la main à Amande Gat et Damien Franco-Sanchez. (Quentin Vernault/Hans Lucas pour Libération)

Pour trouver la ferme qui correspondait le mieux à leur projet, les futurs éleveurs ont visité 25 exploitations. Enjeu principal selon eux : *«Il faut trouver un cédant qui a une vraie envie de transmettre. Ils ont des offres tellement famines à côté [de la part d'industriels ou de très gros agriculteurs, ndlr] que s'ils n'ont pas cette volonté, ils cèdent aux plus offrants. Et puis, il faut qu'ils soient prêts dans leur tête.»* L'année dernière, Amande et Damien pensaient avoir trouvé leur bonheur. Mais au dernier moment, les exploitants ont finalement décidé de ne pas vendre. Bernard, lui, avait trouvé deux repreneuses, qui ont dû se désengager en dernière minute pour raisons financières. Alors cette fois, tout est allé très vite. La première visite a eu lieu en mai dernier.

Financièrement, le couple a pu compter sur des fonds récoltés grâce à une collecte de financement participatif, un prêt de leurs proches, un prêt bancaire, un «prêt d'honneur» destiné aux repreneurs et créateurs de petite entreprise. Un budget de 350 000 à 400 000 euros sans les terres, pour acheter les matériels, les bâtiments, le cheptel et la maison d'habitation. Pour les 39 hectares de terres, ils ont pu bénéficier d'une solution de portage foncier : pour éviter aux porteurs de projet d'acheter les terres, c'est le département et la région qui mettent la main au portefeuille. Le couple a déjà commencé à démarcher Biocoop et restaurants pour assurer leur distribution en circuit court. Quelques semaines avant le grand saut, *«on a l'impression qu'on arrive au bout, mais en fait ce n'est que le début. Tout est encore à faire.»* S'ils sont reconnaissants que de nombreuses aides soient mises en place, Amande et Damien alertent sur le déficit d'information et les difficultés concrètes pour mettre en œuvre un projet. *«Il ne suffit pas de dire qu'il faut que des jeunes s'installent, il faut les aider. C'est hyper compliqué, tout le monde se démerde mais il y a plein de crashes qu'on ne voit pas.»*



Marc Dejoux dans ses vignes, à Saint-Sernin (Ardèche), le 2 février 2022. Il cherche un repreneur. (Anouck Everaere/Libération)

Marc Dejoux, 57 ans, viticulteur et arboriculteur à Saint-Sernin (Ardèche)

«Je suis sûr qu'il y a un potentiel de jeunes»

Dans sa camionnette Marc Dejoux zigzague entre les parcelles avec l'aisance d'un pilote de rallye. A Saint-Sernin, en Ardèche, la surface cultivée se réduit comme peau de chagrin. Le viticulteur et arboriculteur présente tour à tour les maisons neuves des vacanciers, qui ressemblent parfois plus à des bunkers, et les friches des parcelles abandonnées. *«Quand j'ai commencé en 1988, il y avait vingt agriculteurs à Saint-Sernin. Aujourd'hui, on est cinq.»*

Amoureux du village où il est né, il s'attriste de voir l'urbanisation grignoter les terres nourricières. *«Les propriétaires des parcelles ne veulent parfois plus les louer aux agriculteurs, ils pensent en permis de construire. Et puis le maire préfère les villas aux vignes»*, lâche-t-il avec une pointe d'amertume. Pour l'instant, ce sont encore elles qui tapissent le paysage. Il en cultive 30 hectares, dont 15 qui lui appartiennent. *«Je fais aussi trois hectares de kiwis et j'ai planté des châtaigniers hybrides, pour ma retraite.»*

A l'époque où Marc Dejoux se lance, la région est surtout connue pour son arboriculture. *«Par ici vous aviez des pêchers, des pommiers, des cerisiers. Disons que c'était du 50 /50 avec la vigne.»* Mais les arbres fruitiers ont disparu dans une même dynamique. *«Trop compliqué de trouver du personnel.»* La vigne est moins gourmande en main-d'œuvre. Trop compliqué aussi de trouver des repreneurs, le renouvellement des générations bat de l'aile. Il y a bien quelques jeunes qui débarquent, et ça lui met du baume au cœur.

Pour l'instant, il gère son exploitation avec sa sœur de 65 ans, qui s'appête à prendre sa retraite. La fratrie est associée au sein d'un Gaec. Quand elle partira, Marc Dejoux devra trouver un nouveau partenaire, ou embaucher plus de saisonniers. *«J'hésite encore, parce qu'un nouvel associé, c'est une nouvelle façon de travailler»*, glisse l'Ardéchois de 57 ans.

Ensuite viendra son tour. A qui céder ses terres ? Qu'en feront les nouveaux exploitants ? Le viticulteur entretient encore l'espoir, sans trop y croire, que son cadet de 25 ans, aujourd'hui graphiste, reviendra sur sa décision de ne pas reprendre l'exploitation. Il rêve de pouvoir l'accompagner, de rester pas loin. Marc Dejoux le répète, plusieurs fois, dans un souffle qui en dit long. *«Et sinon, j'espère que le SCIC ou la Chambre d'agriculture reprendra. Je suis sûr qu'il y a un potentiel de jeunes.»* Quelques-uns cherchent la vigne, beaucoup sont plutôt portés sur le maraîchage bio. Tous les agriculteurs du coin aimeraient voir plus de monde embrasser la vocation. Marc Dejoux le premier.



C'est sur eux que repose l'avenir de ses terres, qu'il bichonne depuis plus de trente ans. Il a su se diversifier dans les années 90 avec le kiwi, a pris le risque de planter un nouvel hectare de vigne chaque année. Sa manière d'enjamber les parcelles témoigne de sa passion du métier. Il résume : *«Je trouverais dommage que tous mes efforts ne soient pas transmis.»*



A Saint Hilaire de Clisson, le 28 février 2022. Christophe Perraud (59ans) est éleveur de vaches depuis 1985 au Gaec du Pont des Noues avec deux associés, Gilles (52ans), et Maxime (35ans). Leur ferme compte 90 vaches laitières et 25 allaitantes (races à viande). (Théophile Trossat/Libération)

Christophe Perraud, 59 ans, éleveur à Saint-Hilaire-de-Clisson (Loire-Atlantique)

«On est ouverts à des projets alternatifs»

Sa retraite n'est que dans deux ans, mais Christophe Perraud cherche déjà un repreneur. Alors que de jeunes veaux séparés de leurs mères meuglent à tue-tête, l'éleveur de vaches laitières et bovins viande fait faire le tour de sa ferme avec un brin de fierté. Située à Saint-Hilaire-de-Clisson (Loire-Atlantique), l'exploitation appartenait déjà à ses parents. La transmission familiale s'arrêtera là, puisque aucune de ses trois filles vingtenaires ne s'est lancée dans l'agriculture. *«Elles ont d'autres envies, je ne les ai pas poussées là-dedans»*, raconte l'agriculteur de 59 ans.

Acteur enthousiaste du milieu agricole, Christophe Perraud, qui n'est pas syndiqué, fait du sujet de la transmission un enjeu politique. *«On voit des exploitations disparaître autour de chez nous, être reprises par des gens qui viennent de l'autre bout de la France. Cela fragilise la coopération, et localement ça inquiète.»*

Son exploitation est un exemple de ferme qui, pour l'instant, ne trouve pas de repreneur. En Gaec avec deux associés, Gilles, 51 ans, et Maxime, 33 ans, ils élèvent 90 vaches laitières Prim'holstein, qui

produisent 750 000 litres de lait par an, et 20 à 25 vaches allaitantes dont ils commercialisent une partie de la viande en vente directe. Ils ont entamé leur conversion en bio en 2017, et commencé à commercialiser leur lait sous ce label deux ans plus tard. Une décision prise à l'époque avec deux autres associés, Odile et Raymond, partis à la retraite en 2019 et depuis remplacés par Maxime.

Christophe Perraud, qui s'apprête à raccrocher en 2024, associe étroitement ses deux collègues au processus. *«Cette reprise, c'est autant le projet de Gilles et Maxime que le mien. Les gens qui arrivent construiront avec ceux qui restent»*, insiste l'éleveur qui n'exclut pas une restructuration de la ferme à son départ. *«On est ouverts à des projets alternatifs. Pourquoi pas prendre quelqu'un en maraîchage, mais il faudra s'adapter sur d'autres postes pour réduire la charge de travail...»* s'interroge l'exploitant. Ce qui signifierait peut-être diminuer la part d'élevage ou supprimer les vaches allaitantes. Une question cruciale alors que le nombre d'éleveurs en France ne cesse de diminuer. *«La majorité des personnes qui s'installent veulent faire des légumes, en circuit court et sur des petites surfaces.»* En dernier recours, les associés s'interrogent sur le fait d'avoir recours à des salariés supplémentaires. *«On commence à faire des simulations pour rationaliser la production, pour l'instant aucune décision n'est prise»*, insiste Christophe.

Dans l'annonce pour trouver un repreneur, Christophe Perraud *«a visé large, en mettant «recherche un ou deux associés»*. Celle-ci a été postée en juin au répertoire départ installation, passage obligé pour quiconque cherche à transmettre ou reprendre une ferme. En presque huit mois, *«on n'a eu que deux coups de téléphone, et aucune visite»*, intervient Gilles depuis la pièce à côté, où il faisait ses comptes. *«C'est un peu triste de ne trouver personne. Il faut qu'on parle de nous, le bouche-à-oreille peut aider, on va peut-être également passer par notre page Facebook, faire des vidéos...»* commente le futur retraité. Lui qui se dit *«pas utopiste, mais résolument optimiste»* se raccroche au fait que son département compte plus d'une centaine d'installations agricoles par an. *«C'est pas mal, mais le problème c'est qu'il y a beaucoup plus de gens qui partent.»*

Auvergne-Rhône-Alpes

Pays de la Loire

Bretagne

Dans la même rubrique



«Rendez-nous la terre»: au Salon de l'agriculture, Extinction Rebellion envahit le stand de

Réservé aux abonnés

Au pays des paysans heureux

REPORTAGE - Malgré les contraintes économiques, sociales et climatiques, le métier d'agriculteur attire toujours. Plus qu'un travail, c'est un choix de vie et une passion que partagent ces femmes et ces hommes dans toutes les régions de France. Et ce quelle que soit leur production: bio, conventionnelle, animale ou végétale.

Par **Éric De La Chesnais**

Publié le 25/02/2022 à 06:00

Par **Éric de La Chesnais (texte) et Jérémy Lempin (photos)**

Même si elle reste l'un des plus beaux métiers du monde, qui permet d'être au contact de la nature, avec sa faune et sa flore, la profession d'agriculteur, aujourd'hui, n'est pas de tout repos. Un exemple parmi d'autres: le rythme de travail hebdomadaire est loin d'être celui des 35 heures réglementaires. Il avoisinerait plutôt le double, notamment pour les éleveurs, les maraîchers ou producteurs de fruits, sans oublier les céréaliers pendant les battages. « *Ce métier engendre beaucoup d'heures de travail, surtout dans l'élevage* », explique Jean-Luc Poulain, agriculteur dans l'Oise et président du Salon international de l'agriculture, qui se tient à Paris du 26 février au 6 mars.

« *Certes, nous évoluons au grand air, mais au rythme de la météo. Même lorsqu'il pleut, qu'il vente ou qu'il fait froid, il faut aller arracher les légumes dehors ou chercher les animaux pour la traite* », ajoute cet ancien responsable syndical...

À LIRE AUSSI

« **Comment refaire de l'Europe un continent de producteurs agricoles ?** »

souvent beaucoup moins pour le paysan. Ainsi, dans le cadre du [verdissement de la PAC](#) , il est par exemple interdit de traiter les cultures à moins de 5 mètres des cours d'eau, de fertiliser les blés avant la mi-février, d'avoir plus d'un certain nombre d'animaux dans les champs, de laisser une terre sans culture, de labourer des prairies naturelles ou encore d'épandre plus d'une certaine quantité de traitements...

Lourdeurs administratives

Toutes ces normes se complexifient alors qu'une simplification serait nécessaire. Chaque année au printemps, les [agriculteurs](#) doivent remplir une déclaration PAC de plusieurs dizaines de pages, au moment où de nombreuses personnes font la leur sur les revenus. Elle détermine le niveau des aides encore appelées droits à paiement de base (DPB) qu'ils toucheront en fin d'année. Le plus gros montant de ces DPB dépend du nombre d'hectares exploités. Les contrôles de l'administration sont fréquents et sont réalisés par des photos satellites qui perçoivent très bien les arbres, les surfaces d'intérêt écologique comme les mares, les jachères ou encore les surfaces non cultivées mais déclarées.

Le secteur agroalimentaire, qui représentait l'un des fleurons de l'économie française, a vu son excédent diminuer de près de 30% en dix ans

Dans le domaine des normes, l'administration française peut aussi, sous l'impulsion du politique, faire du zèle en devançant la date d'interdiction par la Commission européenne de certaines molécules chimiques. Cela fut par exemple le cas avec le diméthoate, un traitement qui sert à éliminer les larves de mouche pondues dans la cerise et qui entraînent son pourrissement. Son [utilisation](#) a été interdite dans l'Hexagone dès 2016, soit trois ans plus tôt que dans le reste de l'Union. Conséquence : le volume de cerises produites en France a diminué et le pays a dû en importer davantage. Un cas loin d'être isolé.

Car la France fait venir hors de ses frontières plus de 60 % des fruits qu'elle consomme. En ce qui concerne les légumes, plus de 40 % de ce que mangent les Français est importé. Et plus de la moitié de la viande consommée hors domicile provient de l'étranger. Autrement dit : le secteur agroalimentaire (produits [agricoles](#) bruts et transformés), qui représentait l'un des fleurons de l'économie française au même titre que l'aéronautique, la chimie ou le luxe , a vu ses performances fortement diminuer. L'excédent commercial agroalimentaire a baissé de près de 30 % en dix ans, passant de 11,5 à 8,2 milliards d'euros en 2021. Malgré tout, les vins et spiritueux sauvent la mise ainsi que, dans une moindre mesure, les céréales, les semences végétales et les produits laitiers. Mais pour combien de temps encore ? Un comble au pays de la gastronomie dont le repas est inscrit depuis 2010 au patrimoine [immatériel](#) de l'Unesco !

Le monde [agricole](#), qui réclame des simplifications administratives, n'est pas en reste pour alourdir les procédures. Ainsi, il y a dix ans, une simple feuille validée par l'administration suffisait à un propriétaire de terres familiales reprises à un locataire pour les exploiter à son compte ou les relouer à un autre [agriculteur](#). Désormais, il lui faut remplir un dossier de 27 pages sans assurance de pouvoir faire ce qu'il en veut. La commission départementale des structures (administration, [agriculteurs](#)...) peut lui imposer un locataire qui démarre dans la profession. L'idée de cette mesure, voulue par les jeunes [agriculteurs](#), est de favoriser l'installation des nouvelles [générations](#), afin d'éviter les cumuls et l'accaparement de terres par des plus anciens ; mais aussi de dissuader des néoruraux de venir cultiver la terre avec des approches distinctes des leurs. Dans la réalité, non seulement cela n'a pas empêché l'agrandissement des fermes aux dépens de nouvelles installations mais cela a provoqué plus de paperasserie à traiter par les [agriculteurs](#).

En douceur, Pierre Oteiza passe la main à son fils Frantxo

Dans la vallée des Aldudes, ce coin pittoresque du Pays basque situé non loin de Saint-Jean-Pied-de-Port et Biarritz, où l'on pratique encore l'écobuage, la transmission d'une exploitation agricole est une question sensible. Elle se prépare à l'avance et en douceur. Ici comme ailleurs, la relation à la terre est chargée d'émotions et de souvenirs marquant plusieurs générations. À 67 ans, Pierre Oteiza, éleveur de 400 porcs basques Kintoa en plein air, est confronté à cette étape particulière de la vie d'un paysan. « *Créer, c'est facile. Transmettre ce qu'on a construit, c'est nettement plus délicat. Il faut que cela colle avec les enfants. Une fois que cela est fait, c'est magnifique pour tout le monde* », dit-il.

Visuel indisponible

Pierre Oteiza a sauvé le porc basque Kintoa. Une race locale qui a failli disparaître en 1989. Olivier Coret pour le Figaro Magazine

Aujourd'hui âgé de 26 ans, son fils Frantxo (François en basque) prend peu à peu la suite de son père. Comme beaucoup d'enfants d'agriculteurs, il est allé faire ses classes loin des racines familiales, d'abord en passant un diplôme d'ingénieur de production agricole à Bordeaux, puis au Canada dans un site du groupe Rougié, une référence du foie gras du Sud-Ouest présente dans le monde entier. Ses deux sœurs nées à la ferme habitent dans la vallée et donnent un coup de main en cas de besoin. L'une est infirmière comme sa mère, l'autre fabrique du fromage de brebis que l'on retrouve dans les rayons des 11 boutiques de la maison Oteiza, dont deux à Paris et une sur internet. Au total, le groupe familial emploie 70 personnes pour un chiffre d'affaires de 9 millions d'euros, dont 20 % à l'export dans 24 pays parmi lesquels le Japon, le Canada et l'Australie, sans oublier la Chine.

Que de chemin parcouru par ce sexagénaire depuis la reprise à 20 ans de l'exploitation familiale d'une quinzaine d'hectares. « *Il y avait 120 brebis, 6 vaches blondes d'Aquitaine, 24 poules, 10 lapins et aussi 10 porcs blancs* », se souvient-il. Une taille trop modeste pour nourrir une famille de cinq personnes.

Visuel indisponible

Pierre Oteiza dans le séchoir où sont suspendus 45 jambons. Un bâtiment créé avec quatre autres charcutiers. Olivier Coret pour le Figaro Magazine

En 1987, Pierre et sa femme, Catherine, décident donc de monter leur entreprise pour commercialiser eux-mêmes leur production agricole. Deux ans plus tard, une rencontre fortuite au Salon de l'agriculture à Paris va changer le cours de la ferme des Aldudes. « *Claude Texier, en charge de l'Institut technique du porc, m'a fait découvrir une race que je ne connaissais pas, un comble pour un éleveur du pays : le porc basque Kintoa rose et noir. Après le salon, je suis allé récupérer tous les 17 porcelets encore répertoriés dans les fermes à droite et à gauche ainsi que trois adultes. L'année suivante, je venais pour la première fois en tant qu'agriculteur exposant de porcs basques dans la capitale.* » Il est devenu depuis une figure emblématique et incontournable du Salon de l'agriculture, mettant en avant ses spécialités : jambons, saucisses, saucissons, chorizos. Et la relève est assurée ! « *Quand on a la chance d'aimer ce que l'on fait et pouvoir le transmettre, c'est un vrai bonheur* », dit-il, ajoutant : « *La maison, etchea en basque, doit toujours être ouverte.* »

Des fermes plus grandes de 25 %

Selon le dernier recensement décennal de 2020 organisé par le ministère de l'Agriculture, la taille des exploitations tricolores a en effet augmenté de 25 %, passant à 69 hectares. Ce n'est qu'une moyenne. Selon l'association Terre de liens qui vient de sortir un rapport sur l'état du foncier agricole en France, « *une exploitation sur 5 désormais couvre une surface moyenne de 136 hectares, soit l'équivalent de 190 terrains de foot. Ces mégastructures étaient inexistantes en 1960. La concentration n'est pas le fruit du hasard mais le résultat d'une politique agricole voulue dans les années 1960-1970, tournée vers la production de masse* », commente Nathalie Blin, porte-parole de cette structure qui rachète des fermes pour les relouer à ceux qui ont un projet durable et viable économiquement. Alimentée par des dons et des legs, l'organisation possède déjà 310

fermes sur le territoire national.

D'ici à 2030, 48 % des
agriculteur

s pourront partir en retraite et plus de 5 millions d'hectares, soit près de 20 % de la surface
agricole

Professionnalisé et mécanisé, ce modèle

productiviste a permis de sortir de la pénurie de l'après-guerre mais il a aussi poussé les paysans à être toujours plus compétitifs et à toujours s'agrandir. Ceci explique notamment la disparition de près de 100. 000 exploitations en dix ans. On n'en dénombre plus que 390.000 aujourd'hui. Une diminution qui n'est pas près de s'arrêter. Selon une étude des chambres d'agriculture, « deux tiers des terres qui sont cédées par des

s partant à la retraite sont reprises par des paysans déjà en place qui veulent s'agrandir » . « Nous sommes sur un rythme de 12.500 installations par an. Il en faudrait 20.000 pour assurer la relève des générations. C'est cela tout le défi des prochaines années ! » pointe le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie.

française, vont changer de mains

Professionnalisé et mécanisé, ce modèle agricole productiviste a permis de sortir de la pénurie de l'après-guerre mais il a aussi poussé les paysans à être toujours plus compétitifs et à toujours s'agrandir. Ceci explique notamment la disparition de près de 100. 000 exploitations en dix ans. On n'en dénombre plus que 390.000 aujourd'hui. Une diminution qui n'est pas près de s'arrêter. Selon une étude des chambres d'agriculture, « deux tiers des terres qui sont cédées par des agriculteurs partant à la retraite sont reprises par des paysans déjà en place qui veulent s'agrandir » . « Nous sommes sur un rythme de 12.500 installations par an. Il en faudrait 20.000 pour assurer la relève des générations. C'est cela tout le défi des prochaines années ! » pointe le ministre de l'Agriculture, Julien Denormandie.

À Ker Lannoué, François Bouillis opte pour les circuits courts

Exploitée depuis quatre générations par les Bouillis selon un schéma traditionnel de polyculture-élevage (vaches laitières et céréales), la ferme familiale Ker Lannoué (landes, en breton) à Epiniac, en Ille-et-Vilaine, s'est mise à l'heure des circuits courts il y a deux ans. « *Quand j'ai proposé à mes parents de m'associer avec eux, la condition était de monter un atelier de transformation d'une partie de notre lait en fromages pour les vendre sur place, explique François Bouillis. Ils ont accepté de se lancer avec moi dans l'aventure.* »

Visuel indisponible

Yannick Bouillis et son fils François, au milieu de l'étable de 100 vaches laitières. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

En attendant, il a fallu monter le laboratoire de fabrication des fromages au lait cru et faisselles directement relié au tank de l'étable, aménager une cave d'affinage, des sanitaires et un magasin de vente. Une facture de 200.000 euros. « C'était le prix d'un tracteur neuf, sourit le père, Yannick Bouillis, quinquagénaire, installé à la ferme depuis 1995. Autant investir dans un outil de production permettant d'installer notre fils et mieux valoriser notre production tout en diversifiant nos sources de revenus ; 10 % de notre lait est utilisé pour les fromages, le reste est vendu à la laiterie de Saint-Malo. » En outre, ce projet répondait aux aspirations de son fils. « Les circuits courts, c'était une évidence. Cela fait dix ans que j'étais tombé dedans. C'était lors d'un stage découverte en classe de seconde dans une ferme du département qui faisait des fromages au lait cru et les vendait sur place » , se souvient François Bouillis, aujourd'hui âgé de 25 ans.

Visuel indisponible

François Bouillis dans son atelier de fabrication de fromages au lait cru. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

Il multiplie ensuite les expériences pour apprendre le métier et ses spécialités avant de revenir dans le giron familial. Le 1er juillet 2020, la fromagerie sort de terre. Le temps de l'affinage des premiers fromages, le magasin ouvre en septembre suivant, dans un contexte de confinement. « Le click and collect à partir de notre site internet a permis le décollage de l'activité, sourit François Bouillis. J'étais le seul dans le secteur à maîtriser la fabrication de fromages au lait cru. Le bouche-à-oreille a bien fonctionné, d'autant que nous sommes près d'un maraîcher bio pratiquant la vente directe et d'un fabricant de pain paysan. » Revers de la médaille, le succès au-delà des prévisions budgétaires, oblige François à travailler plus de 70 heures par semaine.

Visuel indisponible

nourrit 60 personnes En effet, la pyramide des âges vieillissante contribue à la disparition des fermes, tendance aggravée par un contexte qui privilégie le volume au détriment de la qualité des produits. Un

nourrit désormais en moyenne 60 personnes contre 15 il y a quarante ans, grâce à l'apport des nouvelles technologies et au progrès de la recherche agronomique. D'ici à 2030, 48 % des

s actifs auront le droit de prendre leur retraite, selon une étude de la Mutualité sociale

(MSA). Plus de 5 millions d'hectares vont changer de mains pendant le même temps, soit près de 20 % de la surface

française. Une aubaine pour inciter des jeunes qui ne viennent pas forcément du milieu

à s'installer ! Mais pour cela, il faudrait alléger les contraintes administratives en tout genre ; en premier lieu celles propres au milieu

qui instaurent un langage parallèle uniquement compréhensible par les initiés. Les sigles qui sont pléthores dans les imprimés

s, notamment pour s'installer, sont souvent incompréhensibles. Ils marquent la mainmise de l'administratif sur l'humain, loin des réalités du terrain.

Marie-Odile, François, Adélaïde et Yannick Bouillis sans oublier le border collie, Loane. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

« Les circuits courts, c'est quatre fois plus de rentabilité, mais cinq fois plus de travail, lance-t-il. Nous avons recruté ma sœur aînée Adélaïde en CDI et une stagiaire pour s'occuper des ventes en novembre dernier. Nous avons une vingtaine de professionnels comme des restaurateurs ou des magasins spécialisés comme clients en plus des particuliers qui viennent sur place. » Les clients apprécient. *« Je ne mangeais jamais de fromage avant de venir ici, commente Anne-Sophie, salariée d'un laboratoire à Combourg, à 10 kilomètres de là. C'est devenu un petit plaisir, notamment le fromage frais à l'ail des ours ou à l'échalote. On voit où est fabriqué ce qu'on mange, et en plus ce n'est pas plus cher qu'ailleurs. »* Pour elle, le bonheur est dans le bio.

Quelques exemples : plutôt que demander le nombre d'hectares exploités sur une ferme, on parle de SAU (surface

utile). Le nombre de salariés dans une ferme se compte en UTH (unité de travail humain) et celui des animaux en UGB (unité de gros bétail) ; un veau de moins de 6 mois vaut 0,4 UGB... La SMI (surface minimale d'installation) est devenue SMA (surface minimale d'assujettissement). Elle indique le nombre d'hectares minimum permettant de devenir

. Elle diffère suivant les régions et les productions. Quant aux sigles des aides européennes, ils changent à chaque PAC. Ce sont aujourd'hui les DPB, hier les DPU (droits à paiement unique), et demain ? De quoi déshumaniser le travail d'un

et alourdir son temps de gestion de la paperasserie. « Je passe désormais plus de temps à remplir des papiers et faire des tâches administratives qu'à sortir sur mon exploitation » , regrette Jean-Luc Poulain.

Un agriculteur nourrit 60 personnes

En effet, la pyramide des âges vieillissante contribue à la disparition des fermes, tendance aggravée par un contexte qui privilégie le volume au détriment de la qualité des produits. Un agriculteur nourrit désormais en moyenne 60 personnes contre 15 il y a quarante ans, grâce à l'apport des nouvelles technologies et au progrès de la recherche agronomique. D'ici à 2030, 48 % des agriculteurs actifs auront le droit de prendre leur retraite, selon une étude de la Mutualité sociale agricole (MSA). Plus de 5 millions d'hectares vont changer de mains pendant le même temps, soit près de 20 % de la surface agricole française. Une aubaine pour inciter des jeunes qui ne viennent pas forcément du milieu agricole à s'installer ! Mais pour cela, il faudrait alléger les contraintes administratives en tout genre ; en premier lieu celles propres au milieu agricole qui instaurent un langage parallèle uniquement compréhensible par les initiés. Les sigles qui sont pléthores dans les imprimés agricoles, notamment pour s'installer, sont souvent incompréhensibles. Ils marquent la mainmise de l'administratif sur l'humain, loin des réalités du terrain.

La paperasserie déshumanise le travail d'un

Aussi lorsqu'en 2013, un

voisin de la coopérative d'utilisation de matériel

(Cuma) à laquelle adhère son père lui propose de reprendre les 60 hectares qu'il exploite, il accepte sans hésiter. Son rêve de gamin peut se réaliser : devenir paysan. Le père et le fils s'associent, d'autant que leur système de production est complémentaire. « Je cultivais des betteraves, du lin et des céréales en conventionnel, c'est-à-dire en utilisant des produits phytosanitaires, explique Luc Vermeulen. La ferme reprise par Benjamin fonctionnait sur le même schéma et la même superficie. » Tout va au mieux. Jusqu'au jour où Luc Vermeulen confie à son fils le suivi des molécules chimiques pour les traitements des cultures. « Je ne vois pas le métier comme cela », dit le fils. Car l'évocation des traitements fait ressurgir des souvenirs familiaux douloureux. « Mon père est mort à 73 ans d'un cancer du sang. Ma mère, quatre ans plus tard, à l'âge de 74 ans », raconte Luc Vermeulen. Selon les médecins, les

s utilisant des phytosanitaires ont 25 % de risques en plus de développer un cancer. » C'est cette raison, la plus importante, qui pousse les deux associés à sortir du modèle chimique traditionnel. D'autant que le marché des légumes bio est alors en pleine croissance. « Nous avons démarré notre conversion en bio en 2014 avec 50 ares de betteraves rouges, dit Luc Vermeulen. En quatre ans, nous avons converti l'ensemble des 120 hectares en bio où nous produisons des carottes, panais, oignons, haricots verts, courges, betteraves rouges et pommes de terre. » Ce virage bio n'aurait pu se faire sans les Cuma, ces structures locales qui permettent aux

s d'acheter en commun du matériel innovant très coûteux. « Dans notre Cuma, nous avons investi 160.000 euros dans deux bineuses autoguidées pour désherber les carottes bio », souligne Luc Vermeulen. Et on a monté un centre de conditionnement de légumes bio avec une autre Cuma : un investissement de 3,5 millions d'euros », poursuit celui qui est président de la Fédération nationale des Cuma, organisation regroupant 11.740 entités de ce type et 202.000 adhérents. Aujourd'hui, le marché du bio s'est retourné, il y a moins de demande et plus d'offre. Le frigo où sont stockés les panais est rempli aux trois quarts en fin d'hiver alors qu'il devrait être vide... C'est un nouveau virage à négocier pour la famille.

Pour assurer le renouvellement harmonieux des générations, il serait souhaitable que le métier soit plus rémunérateur. Or, malgré les différentes lois édictées par les gouvernements successifs, les prix ne parviennent pas à faire vivre décemment les

s. Tant que le rapport de force dans les négociations commerciales leur sera très défavorable face aux distributeurs et industriels nettement moins nombreux, leur travail restera largement sous-valorisé. Il y a 390.000 exploitations en France, moins de 20.000 entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire et seulement quatre centrales d'achat. Résultat : les prix des denrées

s brutes stagnent ou évoluent moins vite que la hausse de toutes les autres charges. « Lorsque j'ai fait ma première moisson en 1982, la tonne de blé valait 1360 francs, soit 207 euros. Aujourd'hui, elle me rapporte 220 euros, soit quasiment la même

choses, alors que les charges ont énormément augmenté en quarante ans. Vous connaissez beaucoup de produits qui sont restés au même niveau en quatre décennies ? » demande Jean-Luc Poulain.

agriculteur

qui préfère être dehors qu'à son bureau

Même chose pour la viande de mouton ou le litre de lait conventionnel. Heureusement les subventions

européennes rééquilibrent un peu cette situation ubuesque. Ces aides représentent en moyenne plus des trois quarts des revenus courants avant impôt des exploitations

françaises (une fois payées toutes les charges courantes et les intérêts d'emprunt), selon une étude menée par l'équipe de Vincent Chatellier de l'Inrae, publiée l'été dernier. C'est le prix à payer pour nourrir une population qui, depuis la dernière guerre mondiale, n'a pas connu de pénurie alimentaire, y compris pendant les confinements de la Covid-19. Celle-ci est pourtant parfois ingrate envers ceux qui la nourrissent, les traitant de pollueurs, égorgeurs ou profiteurs.

L'agribashing, c'est-à-dire les insultes ou actes physiques violents commis à l'encontre des paysans, a certes baissé d'un cran vis-à-vis des fermiers, avec la mise en place des cellules de veille de la gendarmerie en 2019 sous le nom de Déméter, la déesse grecque des moissons. Mais la tension reste vive après la décision rendue le 1er février par le tribunal administratif de Paris, appelant à « faire cesser les activités de la cellule nationale de suivi des atteintes au monde

». Plusieurs associations antispécistes, dont L214, avaient saisi cette juridiction, estimant que cette cellule ne garantissait pas la liberté d'expression, ni celle d'association.

Dans ce contexte défavorable et anxiogène, le nombre de paysans qui mettent fin à leurs jours est le plus important parmi les catégories socioprofessionnelles en France (plus d'un suicide d'

par jour). Les derniers chiffres disponibles, communiqués en juin par Santé publique France, font état de 529 morts en 2016. Les causes de ce fléau sont connues depuis longtemps : l'excès de travail et des normes, la complexification du métier, l'isolement affectif et géographique, ainsi que le manque de reconnaissance. Les moyens mis sur la table depuis dix ans, par les pouvoirs publics et la profession comme l'association Solidarité Paysans, n'ont pas permis d'inverser la tendance. L'État a dégagé l'hiver dernier 12 millions d'euros supplémentaires, ce qui porte l'enveloppe globale à 42 millions d'euros dans un plan de prévention des suicides. Si c'est mieux, est-ce suffisant ? Ainsi, l'aide au répit en cas d'épuisement, qui permet aux exploitants d'obtenir une solution de remplacement, passera de 3,5 à 5 millions d'euros par an. Beaucoup d'

ne peuvent pas partir en vacances. Pourquoi ne pas mettre en place un système de congés payés ? Pour briser l'isolement, la ligne téléphonique spécifique Agri'écoute (09.69.39.29.19), mise en place par la MSA, a été renforcée afin d'apporter une

chose, alors que les charges ont énormément augmenté en quarante ans. Vous connaissez beaucoup de produits qui sont restés au même niveau en quatre décennies ? » demande Jean-Luc Poulain.

agriculteur

qui préfère être dehors qu'à son bureau

Même chose pour la viande de mouton ou le litre de lait conventionnel. Heureusement les subventions

s européennes rééquilibrent un peu cette situation ubuesque. Ces aides représentent en moyenne plus des trois quarts des revenus courants avant impôt des exploitations

s françaises (une fois payées toutes les charges courantes et les intérêts d'emprunt), selon une étude menée par l'équipe de Vincent Chatellier de l'Inrae, publiée l'été dernier. C'est le prix à payer pour nourrir une population qui, depuis la dernière guerre mondiale, n'a pas connu de pénurie alimentaire, y compris pendant les confinements de la Covid-19. Celle-ci est pourtant parfois ingrate envers ceux qui la nourrissent, les traitant de pollueurs, égorgeurs ou profiteurs.

L'agribashing, c'est-à-dire les insultes ou actes physiques violents commis à l'encontre des paysans , a certes baissé d'un cran vis-à-vis des fermiers, avec la mise en place des cellules de veille de la gendarmerie en 2019 sous le nom de Déméter , la déesse grecque des moissons. Mais la tension reste vive après la décision rendue le 1er février par le tribunal administratif de Paris, appelant à « faire cesser les activités de la cellule nationale de suivi des atteintes au monde

» . Plusieurs associations antispécistes, dont L214, avaient saisi cette juridiction, estimant que cette cellule ne garantissait pas la liberté d'expression, ni celle d'association.

Dans ce contexte défavorable et anxiogène, le nombre de paysans qui mettent fin à leurs jours est le plus important parmi les catégories socioprofessionnelles en France (plus d'un suicide d'

par jour). Les derniers chiffres disponibles, communiqués en juin par Santé publique France, font état de 529 morts en 2016. Les causes de ce fléau sont connues depuis longtemps : l'excès de travail et des normes, la complexification du métier, l'isolement affectif et géographique, ainsi que le manque de reconnaissance. Les moyens mis sur la table depuis dix ans, par les pouvoirs publics et la profession comme l'association Solidarité Paysans, n'ont pas permis d'inverser la tendance. L'État a dégagé l'hiver dernier 12 millions d'euros supplémentaires, ce qui porte l'enveloppe globale à 42 millions d'euros dans un plan de prévention des suicides. Si c'est mieux, est-ce suffisant ? Ainsi, l'aide au répit en cas d'épuisement, qui permet aux exploitants d'obtenir une solution de remplacement, passera de 3,5 à 5 millions d'euros par an. Beaucoup d'

s ne peuvent pas partir en vacances. Pourquoi ne pas mettre en place un système de congés payés ? Pour briser l'isolement, la ligne téléphonique spécifique Agri'écoute (09.69.39.29.19), mise en place par la MSA, a été renforcée afin d'apporter une

écoute professionnelle 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. « Il faut que dans les campagnes tout le monde ait connaissance de ce qui existe pour qu'on puisse réagir à temps », insiste Luc Smessaert, le vice-président de la FNSEA.

Quelques exemples : plutôt que demander le nombre d'hectares exploités sur une ferme, on parle de SAU (surface agricole utile). Le nombre de salariés dans une ferme se compte en UTH (unité de travail humain) et celui des animaux en UGB (unité de gros bétail) ; un veau de moins de 6 mois vaut 0,4 UGB... La SMI (surface minimale d'installation) est devenue SMA (surface minimale d'assujettissement). Elle indique le nombre d'hectares minimum permettant de devenir agriculteur. Elle diffère suivant les régions et les productions. Quant aux sigles des aides européennes, ils changent à chaque PAC. Ce sont aujourd'hui les DPB, hier les DPU (droits à paiement unique), et demain ? De quoi déshumaniser le travail d'un agriculteur et alourdir son temps de gestion de la paperasserie. « *Je passe désormais plus de temps à remplir des papiers et faire des tâches administratives qu'à sortir sur mon exploitation* », regrette Jean-Luc Poulain.

Dans le Nord, Luc Vermeulen prend le virage du bio

À la ferme des Sittelles, à Élincourt, dans le Nord, où les maisons en briques rouges sont caractéristiques de cette région, le virage bio a été pris il y a plus de sept ans. Deux raisons ont motivé son chef d'exploitation, Luc Vermeulen, 56 ans, à changer de cap dans

cet environnement de plaines où les grandes parcelles cultivées selon un schéma traditionnel, avec le recours aux traitements chimiques, sont nombreuses. D'abord le retour du fils Benjamin dans l'exploitation familiale. Âgé alors de 25 ans, il a emmagasiné de nombreuses connaissances universitaires, en biologie notamment, ainsi qu'un savoir-faire professionnel. Et il possède une certaine vision de l'existence propre aux jeunes de son âge : vivre en harmonie avec son environnement.

Visuel indisponible

Par ailleurs, les consommateurs sont de plus en plus friands d'aliments made in France, issus de la richesse de ses terroirs et de ses savoir-faire. La période de troubles sanitaires a renforcé le rôle des fermiers dans l'approvisionnement en produits frais, locaux et sains. Ainsi, selon un sondage OpinionWay réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population pour le compte des organisateurs du Salon international de l'agriculture, les Français n'ont jamais autant plébiscité leurs

s. « 96 % d'entre eux jugent le travail des

s indispensable à notre économie », note Laurent Gassie, directeur de l'institut de sondage. Un sentiment qui concerne toutes les catégories socioprofessionnelles, les classes d'âges et les lieux d'habitation, ruraux ou urbains. » Résultat : le métier de paysan jouit d'un capital image fort et attire de plus en plus de jeunes ou adultes en reconversion professionnelle. Ce que confirme par les chiffres Julien Denormandie : « Les lycées

s ont enregistré un nombre record d'inscriptions, 216 000, lors de leur dernière rentrée. » Deux tiers des Français considèrent d'ailleurs que « c'est un métier d'avenir et attrayant pour les jeunes », toujours selon OpinionWay. Agriculteur ? L'un des plus beaux métiers du monde, vous dit-on...

Luc Vermeulen derrière ses légumes bio: courges, betteraves, panais et carottes. Jérémie Lempin pour le Figaro Magazine

Aussi lorsqu'en 2013, un agriculteur voisin de la coopérative d'utilisation de matériel agricole (Cuma) à laquelle adhère son père lui propose de reprendre les 60 hectares qu'il exploite, il accepte sans hésiter. Son rêve de gamin peut se réaliser : devenir paysan. Le père et le fils s'associent, d'autant que leur système de production est complémentaire.

« Je cultivais des betteraves, du lin et des céréales en conventionnel, c'est-à-dire en utilisant des produits phytosanitaires, explique Luc Vermeulen. La ferme reprise par Benjamin fonctionnait sur le même schéma et la même superficie. »

Tout va au mieux. Jusqu'au jour où Luc Vermeulen confie à son fils le suivi des molécules chimiques pour les traitements des cultures. *« Je ne vois pas le métier comme cela »*, dit le fils. Car l'évocation des traitements fait ressurgir des souvenirs familiaux douloureux. *« Mon père est mort à 73 ans d'un cancer du sang. Ma mère, quatre ans plus tard, à l'âge de 74 ans »,* raconte Luc Vermeulen. *« Selon les médecins, les agriculteurs utilisant des phytosanitaires ont 25 % de risques en plus de développer un cancer. »*

C'est cette raison, la plus importante, qui pousse les deux associés à sortir du modèle chimique traditionnel. D'autant que le marché des légumes bio est alors en pleine croissance. *« Nous avons démarré notre conversion en bio en 2014 avec 50 ares de betteraves rouges »,* dit Luc Vermeulen. *« En quatre ans, nous avons converti l'ensemble des 120 hectares en bio où nous produisons des carottes, panais, oignons, haricots verts, courges, betteraves rouges et pommes de terre. »*

Ce virage bio n'aurait pu se faire sans les Cuma, ces structures locales qui permettent aux agriculteurs d'acheter en commun du matériel innovant très coûteux. *« Dans notre Cuma, nous avons investi 160.000 euros dans deux bineuses autoguidées pour désherber les carottes bio »,* souligne Luc Vermeulen.

« Et on a monté un centre de conditionnement de légumes bio avec une autre Cuma : un investissement de 3,5 millions d'euros », poursuit celui qui est président de la Fédération nationale des Cuma, organisation regroupant 11.740 entités de ce type et 202.000 adhérents. Aujourd'hui, le marché du bio s'est retourné, il y a moins de demande et plus d'offre. Le frigo où sont stockés les panais est rempli aux trois quarts en fin d'hiver alors qu'il devrait être vide... C'est un nouveau virage à négocier pour la famille.

390.000 fermes en France

Comme tout

, il a réussi à s'agrandir « en reprenant des terres à des voisins partant en retraite », dit-il. Je cultive 150 hectares dont 18 de betterave à sucre, 40 hectares de céréales blé et maïs et je vais lancer 12 hectares de soja sans OGM. » Habitant à 25 kilomètres de la frontière allemande et parlant couramment la langue de Goethe, Franck Sander est à l'affût de ce qui se passe outre-Rhin et notamment pour la culture du houblon, dont l'Allemagne est leader en Europe, avec 18.000 hectares contre... 550 en France, dont 10 cultivés chez Franck Sander. Il participe avec un groupe d'

s à alimenter un méthaniseur voisin produisant du gaz réinjecté dans le réseau public et a monté avec 25 de ses collègues un projet d'irrigation de 1,2 million d'euros pour faire revenir en France des cultures parties en Allemagne comme la fraise et l'asperge.

Pour assurer le renouvellement harmonieux des générations, il serait souhaitable que le métier soit plus rémunérateur. Or, malgré les différentes lois édictées par les gouvernements successifs, les prix ne parviennent pas à faire vivre décemment les

agriculteurs. Tant que le rapport de force dans les négociations commerciales leur sera très défavorable face aux distributeurs et industriels nettement moins nombreux, leur travail restera largement sous-valorisé. Il y a 390.000 exploitations en France, moins de 20.000 entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire et seulement quatre centrales d'achat. Résultat : les prix des denrées agricoles brutes stagnent ou évoluent moins vite que la hausse de toutes les autres charges. « *Lorsque j'ai fait ma première moisson en 1982, la tonne de blé valait 1360 francs, soit 207 euros. Aujourd'hui, elle me rapporte 220 euros, soit quasiment la même chose, alors que les charges ont énormément augmenté en quarante ans. Vous connaissez beaucoup de produits qui sont restés au même niveau en quatre décennies ?* » demande Jean-Luc Poulain.

Très investi dans la vie locale comme conseiller municipal et dans le syndicalisme

, il est devenu logiquement président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants

s (FDSEA) du Bas-Rhin en 2015 et président de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) en 2019. L'un des défis actuels de la CGB est de trouver un substitut aux néonicotinoïdes (NNI), un insecticide qui tue les pucerons des betteraves provoquant la jaunisse des feuilles, mais qui désoriente les abeilles. Le gouvernement a interdit ces traitements à cause de leur dangerosité pour l'homme et son environnement. Il renouvelle cependant annuellement des dérogations à cette prohibition dans certains cas. « Sans les NNI, on va crasher la filière en France, rappelle Franck Sander. Le pays est le premier producteur européen de sucre. Il faut laisser à la recherche le temps de trouver des semences résistantes à la jaunisse. » Plongés dans les défis du XXI^e siècle, les Sander conservent le goût des traditions : « Tous les samedis à midi pile, la table est ouverte chez maman mais il faut prévenir. »

Dans cette plaine céréalière, où les haies bocagères sont rares, monter un élevage bio d'une centaine de brebis et transformer leur lait en yaourts et fromages relève du parcours du combattant ! Surtout quand les porteurs du projet sont des néoruraux. « Aujourd'hui encore, on doit répéter que nous ne sommes pas des Parisiens qui s'installent à la campagne pour prendre la place d'un

du coin » , explique Caroline Thomas, éleveuse de brebis et fromagère avec son compagnon Sébastien Lavau, depuis bientôt deux ans, à La Devisse, dans le nord de la Charente-Maritime. Les jeunes quadras ont quitté la sécurité financière de leurs deux emplois en CDI : lui exploitant d'un cinéma à Tonnerre, elle responsable d'une cave à vins près de Troyes pour répondre à l'appel de la terre. Une passion enfouie devenue évidence à l'arrivée de leur fils Armand en 2016.

Plus qu'un travail, être

« C'était le moment de changer de vie et de monter notre projet d'élevage bio » , raconte Caroline. Une fois les formations

s nécessaires obtenues par les deux candidats, le plus difficile reste à venir : trouver des terres libres. Après un an de recherche, apparaît La Devisse, dans le hameau de Charmeneuil, où 24,4 hectares sont libres. Le fermier qui les exploitait, un éleveur de vaches, a dû les laisser suite à un AVC. Problème : ils ne sont pas les seuls intéressés. Neuf dossiers sont en compétition. Les candidats doivent tous passer devant le comité technique de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) qui décidera, en fonction de critères techniques et subjectifs, qui pourra exploiter, en partie ou en

totalité, ces 24 hectares. Cette assemblée paritaire, où siègent une trentaine de membres, est composée de représentants de l'État, des collectivités locales, des syndicats

s (en majorité ceux de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants

s FNSEA), des Jeunes Agriculteurs, mais aussi de leurs partenaires du Crédit

, de la chambre d'agriculture et des coopératives, sans oublier des associations de défense de l'environnement dont Terre de liens. Inutile de dire que le projet des néoruraux n'a pas l'assentiment des représentants de la FNSEA car il remet en cause un modèle d'agriculture productiviste et intensive des années 1970 toujours en vigueur actuellement. « Par rapport aux autres

s en compétition, nous cochions toutes les cases : nous représentions une première installation et non un agrandissement, étions jeunes, voulant faire du bio, mais cela n'était pas suffisant, poursuit Caroline. Nous avons dû revoir 18 fois notre dossier. » Tous les prétextes sont bons pour les décourager jusqu'à la prétendue perte de leur dossier. Au bout de deux ans, ils obtiennent enfin le feu vert de la Safer ! « Nous venons de terminer notre deuxième exercice comptable et avons trouvé une clientèle, disent-ils. Cela nécessite de l'investissement et de la sueur mais on est heureux. Pour l'instant, on vit de peu. Comme dans les fermes d'antan, on a des oies, des canards, des cochons et notre potager pour se nourrir mais on ne dégage pas de salaires. Cela viendra d'ici à cinq ans. C'est plus qu'un travail, c'est un choix de vie. »

agriculteur

est un choix de vie qui permet de s'épanouir les pieds dans la terre, au grand air et au rythme des saisons

Même chose pour la viande de mouton ou le litre de lait conventionnel.

Heureusement les subventions agricoles européennes rééquilibrent un peu cette situation ubuesque. Ces aides représentent en moyenne plus des trois quarts des revenus courants avant impôt des exploitations agricoles françaises (une fois payées toutes les charges courantes et les intérêts d'emprunt), selon une étude menée par l'équipe de Vincent Chatellier de l'Inrae, publiée l'été dernier. C'est le prix à payer pour nourrir une population qui, depuis la dernière guerre mondiale, n'a pas connu de pénurie alimentaire, y compris pendant les confinements de la Covid-19. Celle-ci est pourtant parfois ingrate envers ceux qui la nourrissent, les traitant de pollueurs, égorgeurs ou profiteurs.

Plus d'un suicide par jour

L'agribashing, c'est-à-dire [les insultes ou actes physiques violents commis à l'encontre des paysans](#), a certes baissé d'un cran vis-à-vis des fermiers, avec la mise en place des cellules de veille de la gendarmerie en 2019 [sous le nom de Déméter](#), la déesse grecque des moissons. Mais la tension reste vive après la décision rendue le 1er février par le tribunal administratif de Paris, appelant à « faire cesser les activités de la cellule nationale de suivi des atteintes au monde agricole ». Plusieurs associations antispécistes, dont L214, avaient saisi cette juridiction, estimant que cette cellule ne garantissait pas la liberté d'expression, ni celle d'association.

L'excès de travail et des normes, la complexification du métier, l'isolement affectif et géographique, ainsi que le manque de reconnaissance sont les causes de ce fléau

Dans ce contexte défavorable et anxiogène, le nombre de paysans qui mettent fin à leurs jours est le plus important parmi les catégories socioprofessionnelles en France (plus d'un suicide d'agriculteur par jour). Les derniers chiffres disponibles, communiqués en juin par Santé publique France, font état de 529 morts en 2016. Les causes de ce fléau sont connues depuis longtemps : l'excès de travail et des normes, la complexification du métier, l'isolement affectif et géographique, ainsi que le manque de reconnaissance. Les moyens mis sur la table depuis dix ans, par les pouvoirs publics et la profession comme l'association Solidarité Paysans, n'ont pas permis d'inverser la tendance. L'État a dégagé l'hiver dernier 12 millions d'euros supplémentaires, ce qui porte l'enveloppe globale à 42 millions d'euros dans un plan de prévention des suicides. Si c'est mieux, est-ce suffisant ? Ainsi, l'aide au répit en cas d'épuisement, qui permet aux exploitants d'obtenir une solution de remplacement, passera de 3,5 à 5 millions d'euros par an. Beaucoup d'agriculteurs ne peuvent pas partir en vacances. Pourquoi ne pas mettre en place un système de congés payés ? Pour briser l'isolement, la ligne téléphonique spécifique Agri'écoute (09.69.39.29.19), mise en place par la MSA, a été renforcée afin d'apporter une écoute professionnelle 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. « *Il faut que dans les campagnes tout le monde ait connaissance de ce qui existe pour qu'on puisse réagir à temps* », insiste Luc Smessaert, le vice-président de la FNSEA.

Nouveaux fermiers du XXIe

Malgré ce tableau parfois rude de l'agriculture française, il existe de très nombreux paysans heureux qui, face à l'adversité, ont montré qu'ils étaient capables de se retrousser les manches pour survivre dans cet environnement souvent hostile mais porteur d'espoir. Ingénieux, travailleurs, passionnés et adaptables, ces nouveaux fermiers du XXIe siècle ne changeraient pour rien au monde de métier. Plus qu'un travail, c'est un choix de vie pour lequel ils ont opté en devenant paysan. La Covid-19 et les confinements successifs qui en ont découlé ont d'ailleurs conforté leurs orientations. La preuve par cinq exemples (lire nos encadrés), qui illustrent chacun la diversité de l'agriculture française, la richesse de ses modèles et la clé du succès par rapport aux questions du moment : circuits courts, agriculture bio, grandes cultures, installation des néoruraux et transmission aux jeunes.

Les confinements successifs ont renforcé le rôle des agriculteur

s dans l'approvisionnement en produits locaux

Par ailleurs, les consommateurs sont de plus en plus friands d'aliments made in France, issus de la richesse de ses terroirs et de ses savoir-faire. La période de troubles sanitaires a renforcé le rôle des fermiers dans l'approvisionnement en produits frais, locaux et sains. Ainsi, selon un sondage OpinionWay réalisé auprès d'un échantillon représentatif de la population pour le compte des organisateurs du Salon international de l'agriculture, les Français n'ont jamais autant plébiscité leurs agriculteurs. « *96 % d'entre eux jugent le travail des agriculteurs indispensable à notre économie* », note Laurent Gassie, directeur de l'institut de sondage. *Un sentiment qui concerne toutes les catégories socioprofessionnelles, les classes d'âges et les lieux d'habitation, ruraux ou urbains.* »

Résultat : le métier de paysan jouit d'un capital image fort et attire de plus en plus de jeunes ou adultes en reconversion professionnelle. Ce que confirme par les chiffres Julien Denormandie : « *Les lycées agricoles ont enregistré un nombre record d'inscriptions, 216 000, lors de leur dernière rentrée.* » Deux tiers des Français considèrent d'ailleurs que « *c'est un métier d'avenir et attrayant pour les jeunes* », toujours selon OpinionWay. Agriculteur ? L'un des plus beaux métiers du monde, vous dit-on...

En Alsace, Franck Sander s'appuie sur les logiciels d'aide à la décision

Franck Sander est l'archétype du paysan moderne de la plaine d'Alsace. Il est installé à Ohlungen, à trente minutes en voiture au nord de Strasbourg, depuis 2001 dans la ferme familiale depuis quatre générations. Il a pris la suite de son père à l'âge de 22 ans. *« À l'époque, c'était une ferme de type alsacien, des grands bâtiments à colombages avec leur toiture de tuiles orange en plein centre du village, se souvient-il. Au premier étage de la grange était stocké le foin qu'on envoyait en bas dans les étables pour nourrir les vaches, les chevaux de trait et les porcs. On faisait aussi de la culture de céréales et de houblon. »* Les animaux ont disparu des vastes parcelles sans arbre labourées plus facilement avec des tracteurs de plus en plus puissants équipés de GPS. Ils permettent de pratiquer une agriculture de précision 4.0. *« On répand les traitements ou les fertilisants au bon endroit et aux bonnes doses. Cela nous permet de réduire l'usage des phytosanitaires sur les cultures. Grâce aux logiciels d'aide à la décision, on connaît le rendement de chaque champ. »*

Visuel indisponible

Franck Sander devant sa tonne à lisier sans odeur ni ammoniac. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

Comme tout agriculteur, il a réussi à s'agrandir *« en reprenant des terres à des voisins partant en retraite », dit-il. Je cultive 150 hectares dont 18 de betterave à sucre, 40 hectares de céréales blé et maïs et je vais lancer 12 hectares de soja sans OGM. »* Habitant à 25 kilomètres de la frontière allemande et parlant couramment la langue de Goethe, Franck Sander est à l'affût de ce qui se passe outre-Rhin et notamment pour la culture du houblon, dont l'Allemagne est leader en Europe, avec 18.000 hectares contre... 550 en France, dont 10 cultivés chez Franck Sander. Il participe avec un groupe d'agriculteurs à alimenter un méthaniseur voisin produisant du gaz réinjecté dans le réseau public et a monté avec 25 de ses collègues un projet d'irrigation de 1,2 million d'euros pour faire revenir en France des cultures parties en Allemagne comme la fraise et l'asperge.

Visuel indisponible

Le céréalier sur sa moissonneuse pour récolter le maïs. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

Très investi dans la vie locale comme conseiller municipal et dans le syndicalisme agricole, il est devenu logiquement président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) du Bas-Rhin en 2015 et président de la Confédération générale des planteurs de betteraves (CGB) en 2019. L'un des défis actuels de la CGB est de trouver un substitut aux néonicotinoïdes (NNI), un insecticide qui tue les pucerons des betteraves provoquant la jaunisse des feuilles, mais qui désoriente les abeilles. Le gouvernement a interdit ces traitements à cause de leur dangerosité pour l'homme et son environnement. Il renouvelle cependant annuellement des dérogations à cette prohibition dans certains cas. *« Sans les NNI, on va crasher la filière en France, rappelle Franck Sander. Le pays est le premier producteur européen de sucre. Il faut laisser à la recherche le temps de trouver des semences résistantes à la jaunisse. »*

Plongés dans les défis du XXI^e siècle, les Sander conservent le goût des traditions : *« Tous les samedis à midi pile, la table est ouverte chez maman mais il faut prévenir. »*

En Charente-Maritime, le parcours du combattant de deux néoruraux

Dans cette plaine céréalière, où les haies bocagères sont rares, monter un élevage bio d'une centaine de brebis et transformer leur lait en yaourts et fromages relève du parcours du combattant ! Surtout quand les porteurs du projet sont des néoruraux. *« Aujourd'hui encore, on doit répéter que nous ne sommes pas des Parisiens qui s'installent à la campagne pour prendre la place d'un agriculteur du coin », explique Caroline Thomas, éleveuse de brebis et fromagère avec son compagnon Sébastien*

Lavau, depuis bientôt deux ans, à La Devisse, dans le nord de la Charente-Maritime. Les jeunes quadras ont quitté la sécurité financière de leurs deux emplois en CDI lui exploitant d'un cinéma à Tonnerre, elle responsable d'une cave à vins près de Troyes pour répondre à l'appel de la terre. Une passion enfouie devenue évidence à l'arrivée de leur fils Armand en 2016.
Visuel indisponible

Caroline Thomas, Sébastien Lavau et leur fils, Armand, devant un étang. Jérémy Lempin pour le Figaro Magazine

« *C'était le moment de changer de vie et de monter notre projet d'élevage bio* », raconte Caroline. Une fois les formations agricoles nécessaires obtenues par les deux candidats, le plus difficile reste à venir : trouver des terres libres.

Après un an de recherche, apparaît La Devisse, dans le hameau de Charmeneuil, où 24,4 hectares sont libres. Le fermier qui les exploitait, un éleveur de vaches, a dû les laisser suite à un AVC. Problème : ils ne sont pas les seuls intéressés. Neuf dossiers sont en compétition. Les candidats doivent tous passer devant le comité technique de la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) qui décidera, en fonction de critères techniques et subjectifs, qui pourra exploiter, en partie ou en totalité, ces 24 hectares. Cette assemblée paritaire, où siègent une trentaine de membres, est composée de représentants de l'État, des collectivités locales, des syndicats agricoles (en majorité ceux de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles FNSEA), des Jeunes Agriculteurs, mais aussi de leurs partenaires du Crédit agricole, de la chambre d'agriculture et des coopératives, sans oublier des associations de défense de l'environnement dont Terre de liens. Inutile de dire que le projet des néoruraux n'a pas l'assentiment des représentants de la FNSEA car il remet en cause un modèle d'agriculture productiviste et intensive des années 1970 toujours en vigueur actuellement. « *Par rapport aux autres agriculteurs en compétition, nous cochions toutes les cases : nous représentions une première installation et non un agrandissement, étions jeunes, voulant faire du bio, mais cela n'était pas suffisant, poursuit Caroline. Nous avons dû revoir 18 fois notre dossier.* »

Tous les prétextes sont bons pour les décourager jusqu'à la prétendue perte de leur dossier. Au bout de deux ans, ils obtiennent

enfin le feu vert de la Safer !

« *Nous venons de terminer notre deuxième exercice comptable et avons trouvé une clientèle, disent-ils. Cela nécessite de l'investissement et de la sueur mais on est heureux. Pour l'instant, on vit de peu. Comme dans les fermes d'antan, on a des oies, des canards, des cochons et notre potager pour se nourrir mais on ne dégage pas de salaires. Cela viendra d'ici à cinq ans. C'est plus qu'un travail, c'est un choix de vie.* »

2022



III. Retombées Quotidiens Régionaux



2022



A. Retombées Quotidiens Régionaux Print





Famille du média : **PQR/PQD**
(Quotidiens régionaux)

Périodicité : **Quotidienne**

Audience : **2084000**

Sujet du média :

Actualités-Infos Générales



Editeur

Journ

Nomb

Les Cuma se penchent sur l'installation

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) se mobilisent pour l'installation des futurs agriculteurs.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la fédération régionale (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans l'Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures s'intéressent aussi à la main-d'œuvre.

Non seulement « **30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles** (plus de 1 000), **mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs** », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale. Elles ouvrent une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs français).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Breta-



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration).

(PHOTO : ARCHIVES MARC OLLIVIER, OUEST-FRANCE

gne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain, « **des Cuma innovent** », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « **C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation.** »

Franck JOURDAIN.

ENTRETIEN

CYRIL JAQUIN PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CUMA DE L'ARDÈCHE



La coopération agricole « est absente des formations, ce n'est pas normal »

Acheter un outil à plusieurs, c'est le meilleur moyen de partager les charges. Voilà ce que permettent les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Cyril Jaquin connaît bien ce système : il est adhérent de deux Cuma, président de la fédération ardéchoise des Cuma, membre du bureau de la fédération régionale des Cuma, administrateur de la fédération nationale des Cuma – ce n'est pas fini ! – président de sa cave, président de 2000 vins d'Ardèche (24 caves coopératives et 61 vigneron indépendants) et président du lycée agricole d'Aubenas.

Fin 2021, la fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) a interrogé 11 700 agriculteurs adhérents sur le devenir de cet outil. Quel enseignement retenez-vous de cette consultation ?

Cyril Jaquin : « À mes yeux, le plus important, c'est [le besoin de] reconnaissance des coopératives et des groupes coopératifs, par rapport aux investissements, par exemple. Quand le plan France relance a été engagé, il a fallu se battre pour obtenir une différence entre un investissement individuel et un investissement Cuma. »

Vous déplorez qu'il ait fallu batailler ?

« Il a fallu que le président de la fédération nationale et le président de la coopération agricole plaident auprès du ministère de l'Agriculture pour qu'on obtienne des plafonds différents. Quand on est plusieurs – en moyenne une Cuma rassemble 24 adhérents – on ne peut pas avoir les mêmes plafonds que quand on investit seul. Si demain, on avait un delta plus important entre les aides à l'investissement individuel et collectif, cela permettrait [in fine] de diminuer les charges directes sur

nos exploitations puisque, quand on partage en Cuma, on diminue les charges de mécanisation.

Quelle autre mesure favoriserait la "reconnaissance" des Cuma ? « L'information aux futurs agriculteurs. Aujourd'hui, la coopération est absente des formations initiales et secondaires. Ce n'est pas normal. Depuis quelque temps, un texte demande que ça rentre et ce n'est pas fait. Tout en découle : quand on est présent sur le territoire, cela permet d'avoir des projets, d'accompagner dans ce métier ceux qui font ce choix tôt dans leur vie, comme ceux qui se reconver-tissent. Quelqu'un qui s'installe sans aide n'est pas obligé d'avoir une formation agricole. Il peut racheter le matériel existant sur l'exploitation et si l'exploitant à qui il achète n'est pas adhérent d'une Cuma, il n'aura jamais l'information. »

Selon la consultation, 91 % des participants considèrent qu'il faut conserver des coopératives à taille humaines et indépendantes et 72 % sont favorables à un assouplissement du cadre juridique coopératif [...] Quels allègements attendez-vous ?



« Vigneron en Sud Ardèche, Cyril Jaquin assure : « Je n'aurais peut-être pas pu devenir agriculteur sans la Cuma. » FNCuma

65 % des votants veulent un développement de l'activité groupement d'employeurs. Qu'est-ce qu'il faut pour cela ? « Depuis la loi travail, on peut créer des groupements d'employeurs dans toutes les structures coopératives. Aujourd'hui, des groupements d'employeurs associatifs ont des aides que les groupements d'employeurs Cuma n'ont pas. Tout est à construire. »

Serez-vous présent au salon de l'Agriculture ?

« Nous serons présents chez des partenaires, mais nous n'aurons pas de stand. Ce n'est pas notre place car c'est un salon grand public, mais il faut qu'on soit présent pour discuter avec nos partenaires (ministère de l'Agriculture, banquiers, assurances, associations...) Moi, je serai présent pour l'emploi. »

Entre la fédération nationale des Cuma et le ministère, le dialogue est-il fluide ? « On est présent, mais on pourrait l'être plus. Je reprends l'exemple du Plan de relance, c'est nous qui devons revenir vers le ministre. Si on avait reconnaissance sans faille, on devrait penser à nous. »

▲ Exemple d'une dynamique coopérative : cette photo date de septembre 2019. La fédération départementale des Cuma de Savoie avait organisé une journée technique : des agriculteurs, adhérents ou non, ont découvert des matériels nouveaux et échangé sur leurs pratiques. Photo archives Le DL

LE SALON

La 58^e édition du Salon international de l'agriculture (SIA) 2022 se tiendra du 26 février au 6 mars à Paris Expo - Porte de Versailles, de 9 heures à 19 heures tous les jours. La thématique est "l'agriculture, notre quotidien, votre avenir !"

LE LIVRE BLANC

Fruit de la "grande consultation" ayant mobilisé 11 700 agriculteurs, le Réseau Cuma a publié son Livre Blanc dans le cadre des élections présidentielles 2022 : 15 propositions pour révolutionner l'agriculture par le "Faire Ensemble".

La fédération nationale sort un livre blanc à destination des candidats à la présidentielle... Quelle serait la première mesure d'une ou d'un président idéal ? « Du président ou de son ministre : venir visiter nos groupes coopératifs et nos Cumas. C'est important pour prendre conscience de nos outils. C'est ce que M. Denormandie [actuel ministre de l'Agriculture] a fait. Il a rencontré notre président. Il a mesuré l'importance et le maillage sur le territoire. Ce qui est primordial, c'est qu'on nous entende et qu'on nous reconnaisse. »

Recueilli par Célia AMPHOUX

ENTRETIEN

CYRIL JAQUIN PRÉSIDENT DE LA FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE DES CUMA DE L'ARDÈCHE



La coopération agricole « est absente des formations, ce n'est pas normal »

Acheter un outil à plusieurs, c'est le meilleur moyen de partager les charges. Voilà ce que permettent les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma). Cyril Jaquin connaît bien ce système : il est adhérent de deux Cuma, président de la fédération ardéchoise des Cuma, membre du bureau de la fédération régionale des Cuma, administrateur de la fédération nationale des Cuma – ce n'est pas fini ! – président de sa cave, président de 2000 vins d'Ardèche (24 caves coopératives et 61 vigneron indépendants) et président du lycée agricole d'Aubenas.

Fin 2021, la fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) a interrogé 11 700 agriculteurs adhérents sur le devenir de cet outil. Quel enseignement retenez-vous de cette consultation ?
Cyril Jaquin : « À mes yeux, le plus important, c'est [le besoin de] reconnaissance des coopératives et des groupes coopératifs, par rapport aux investissements, par exemple. Quand le plan France relance a été engagé, il a fallu se battre pour obtenir une différence entre un investissement individuel et un investissement Cuma. »

Vous déplorez qu'il ait fallu batailler ?
 « Il a fallu que le président de la fédération nationale et le président de la coopération agricole plaident auprès du ministère de l'Agriculture pour qu'on obtienne des plafonds différents. Quand on est plusieurs – en moyenne une Cuma rassemble 24 adhérents – on ne peut pas avoir les mêmes plafonds que quand on investit seul. Si demain, on avait un delta plus important entre les aides à l'investissement individuel et collectif, cela permettrait [in fine] de diminuer les charges directes sur

nos exploitations puisque, quand on partage en Cuma, on diminue les charges de mécanisation.

Quelle autre mesure favoriserait la "reconnaissance" des Cuma ?
 « L'information aux futurs agriculteurs. Aujourd'hui, la coopération est absente des formations initiales et secondaires. Ce n'est pas normal. Depuis quelque temps, un texte demande que ça rentre et ce n'est pas fait. Tout en découle : quand on est présent sur le territoire, cela permet d'avoir des projets, d'accompagner dans ce métier ceux qui font ce choix tôt dans leur vie, comme ceux qui se reconver-tissent. Quelqu'un qui s'installe sans aide n'est pas obligé d'avoir une formation agricole. Il peut racheter le matériel existant sur l'exploitation et si l'exploitant à qui il achète n'est pas adhérent d'une Cuma, il n'aura jamais l'information. »

Selon la consultation, 91 % des participants considèrent qu'il faut conserver des coopératives à taille humaines et indépendantes et 72 % sont favorables à un assouplissement du cadre juridique coopératif [...] Quels allègements attendez-vous ?



« Vigneron en Sud Ardèche, Cyril Jaquin assure : « Je n'aurais peut-être pas pu devenir agriculteur sans la Cuma. » FNCuma

65 % des votants veulent un développement de l'activité groupement d'employeurs. Qu'est-ce qu'il faut pour cela ?
 « Depuis la loi travail, on peut créer des groupements d'employeurs dans toutes les structures coopératives. Aujourd'hui, des groupements d'employeurs associatifs ont des aides que les groupements d'employeurs Cuma n'ont pas. Tout est à construire. »

Serez-vous présent au salon de l'Agriculture ?
 « Nous serons présents chez des partenaires, mais nous n'aurons pas de stand. Ce n'est pas notre place car c'est un salon grand public, mais il faut qu'on soit présent pour discuter avec nos partenaires (ministère de l'Agriculture, banquiers, assurances, associations...) Moi, je serai présent pour l'emploi. »

Entre la fédération nationale des Cuma et le ministère, le dialogue est-il fluide ?
 « On est présent, mais on pourrait l'être plus. Je reprends l'exemple du Plan de relance, c'est nous qui devons revenir vers le ministre. Si on avait reconnaissance sans faille, on devrait penser à nous. »

▲ Exemple d'une dynamique coopérative : cette photo date de septembre 2019. La fédération départementale des Cuma de Savoie avait organisé une journée technique : des agriculteurs, adhérents ou non, ont découvert des matériels nouveaux et échangé sur leurs pratiques. Photo archives Le DL

LE SALON

La 58^e édition du Salon international de l'agriculture (SIA) 2022 se tiendra du 26 février au 6 mars à Paris Expo - Porte de Versailles, de 9 heures à 19 heures tous les jours. La thématique est "l'agriculture, notre quotidien, votre avenir !"

LE LIVRE BLANC

Fruit de la "grande consultation" ayant mobilisé 11 700 agriculteurs, le Réseau Cuma a publié son Livre Blanc dans le cadre des élections présidentielles 2022 : 15 propositions pour révolutionner l'agriculture par le "Faire Ensemble".

La fédération nationale sort un livre blanc à destination des candidats à la présidentielle... Quelle serait la première mesure d'une ou d'un président idéal ?
 « Du président ou de son ministre : venir visiter nos groupes coopératifs et nos Cumas. C'est important pour prendre conscience de nos outils. C'est ce que M. Denormandie [actuel ministre de l'Agriculture] a fait. Il a rencontré notre président. Il a mesuré l'importance et le maillage sur le territoire. Ce qui est primordial, c'est qu'on nous entende et qu'on nous reconnaisse. »

Recueilli par Célia AMPHOUX

2022



B. Retombées Quotidiens Régionaux Digitales



Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guemion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guemion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orme, un octogonaire héliporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Fougères - 15.03.22

https://fougères.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par ouest france

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'Info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'Info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville La Roche sur Yon- 15.03.22

https://larochesuryon.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Chateauroux- 15.03.22

https://chateauroux.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ile-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Saint-Malo- 15.03.22

<https://saint-malo.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...



Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France.

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Marcq-en-Baroeul - 15.03.22

https://marcq-en-baroeul.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...



Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France.

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz. 14

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Cherbourg - 15.03.22

https://cherbourg.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France.

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ile-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Maubeuge- 15.03.22

<https://maubeuge.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ile-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Les Sables d'Olonne- 15.03.22

https://lessablesdolonne.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Saint-Omer- 15.03.22

https://saint-omer.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Montlucon- 15.03.22

<https://montlucon.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>



maville par OUEST FRANCE

Accueil | Info | Sport | Restos | Ciné | Sorties | Jeux | Bons Plans | Météo | Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Golfe de Saint-Lo - 15.03.22

https://saint-lo.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'Info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'Info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Golfe de Saint-Tropez - 15.03.22

<https://golfedesainttropez.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par ouest france

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guemion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guemion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Montpellier - 15.03.22

https://montpellier.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz. 14

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire héliporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Clermont- 15.03.22

https://clermont.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Trouville-Deauville- 15.03.22

https://trouville-deauville.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Guingamp - 15.03.22

<https://guingamp.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz. 14

Maville Moulins - 15.03.22

<https://moulins.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>



maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Saint-Nazaire - 15.03.22

https://saint-nazaire.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'Info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'Info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Lannion-Perros - 15.03.22

https://lannion-perros.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par ouest france

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Nimes- 15.03.22

https://nimes.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Nevers- 15.03.22

https://nevers.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par **ouest france**

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Boulogne-sur-Mer- 15.03.22

<https://boulognesurmer.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Quimper- 15.03.22

https://quimper.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Frejus Saint Raphael - 15.03.22

https://frejus-saintraphael.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ile-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Hyeres- 15.03.22

https://hyeres.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par ouest france

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Draguignan- 15.03.22

<https://draguignan.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'Info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'Info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Toulon- 15.03.22

https://toulon.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Lorient- 15.03.22

https://lorient.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Hazebrouck- 15.03.22

https://hazebrouck.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Tourcoing- 15.03.22

<https://tourcoing.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Dunkerque- 15.03.22

<https://dunkerque.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innove », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'Info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Le Touquet - 15.03.22

<https://letouquet.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

maville par **ouest france**

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00

ouest france

Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

Maville Saint-Brieuc - 15.03.22

https://saint-brieuc.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Grasse - 15.03.22

https://grasse.maville.com/actu/actudet_-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchent-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »



Maville Halluin - 15.03.22

https://halluin.maville.com/actu/actudet_les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106_actu.Htm



maville par OUEST FRANCE

- Info
- Sport
- Restos
- Ciné
- Sorties
- Jeux
- Bons Plans
- Météo
- Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait pas sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les agriculteurs ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousse les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (Illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

+ Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogénaire hélicoporté après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Maville Granville- 15.03.22

<https://granville.maville.com/actu/actudet-les-cooperatives-d-utilisation-de-materiel-agricole-se-penchant-sur-l-installation-des-agriculteurs-54135-5128106-actu.Htm>



maville par OUEST FRANCE

Info Sport Restos Ciné Sorties Jeux Bons Plans Météo Pratique

Info

Rechercher une actualité...

Accueil > Info > En France et dans le Monde > Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs

Mardi 15 mars 2022 10:00



Les Coopératives d'utilisation de matériel agricole se penchent sur l'installation des agriculteurs



Les Cuma veulent favoriser le renouvellement des générations (illustration). © Archives Marc Ollivier, Ouest-France

On ne les voyait par sur ce terrain. Mais les Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) ont bien leur mot à dire dans l'installation des futurs agriculteurs. En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui.

Les 2 405 Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) du Grand Ouest (Bretagne, Pays de la Loire et Normandie), représentées par la Fédération régionale des Cuma de l'Ouest (Frcuma Ouest), disposent de toutes sortes d'engins agricoles dont les **agriculteurs** ont besoin. C'est d'ailleurs leur mission première : offrir à leurs adhérents (un peu plus de 55 000 dans le Grand Ouest) des machines le temps d'un semis, d'une récolte... pour leur éviter de devoir les acheter. Depuis quelques années, ces structures élargissent leur univers et s'intéressent à la main-d'œuvre.

Non seulement « 30 % des Cuma emploient des chauffeurs d'engins agricoles (plus de 1 000), mais certaines d'entre elles sont des groupements d'employeurs », expliquait fin février Laurent Guernion, président de la Frcuma Ouest, lors de son assemblée générale.

Mobilisation globale



Elles ouvrent aujourd'hui une nouvelle étape de leur développement en se faisant promoteur de l'installation de nouveaux agriculteurs. Il va falloir se retrousser les manches pour renouveler tous les chefs d'exploitation qui partiront en retraite d'ici à 2026 (46 % des agriculteurs, soit 200 000 en France).

En Bretagne, par exemple, la Région veut parvenir à 1 000 installations par an d'ici à 2028, contre 700 aujourd'hui. Tous les partenaires de l'agriculture se mobilisent. Le délégué à l'agriculture de la Région Bretagne, Arnaud Lécuyer, était d'ailleurs présent à l'assemblée générale de la Frcuma Ouest. Sur le terrain déjà, « des Cuma innovent », souligne Laurent Guernion. Orientée lait, la Cuma du Sillon (Loire-Atlantique) a créé une section maraîchage pour offrir des solutions mécaniques à de nouveaux adhérents.

Newsletter maville

Abonnez-vous à la newsletter - Granville

Votre e-mail

Je m'inscris

Exprimez-vous !

Election présidentielle. Faut-il réformer le système des parrainages ?

L'info en continu

Météo. La Normandie risque...

15/03/22 - 14:53

Veaux maltraités dans un centre...

15/03/22 - 14:33

TÉMOIGNAGES. Devant le prix du...

15/03/22 - 14:22

Nucléaire. Une hausse...

15/03/22 - 13:21

TÉMOIGNAGES. Troubles du...

15/03/22 - 12:57

Toute l'info en continu

Infos les + lues

Infos les + commentées

N°1 Manche. Un violent incendie dans la Haute ville à...

N°2 Granville. Un violent incendie ravage des maisons de la...

N°3 Cinéma. L'acteur américain William Hurt est décédé...

N°4 Granville. Incendie de la Haute-Ville : un mort et un...

N°5 Dans l'Orne, un octogonaire hélicoptère après avoir...

Quiz et jeux



Quiz. Ils sont nommés aux César cette année



Quiz. 10



Quiz.

par Taboola

La Cuma de l'Alliance (Ille-et-Vilaine) propose une ristourne de 10 % aux agriculteurs installés depuis moins de trois ans. D'autres pistes sont envisageables : que les Cuma se portent garantes auprès de propriétaires fonciers ou de banques, pour appuyer les dossiers d'installation des futurs entrants dans l'agriculture. « C'est désormais aux Cuma de terrain d'inventer leurs actions en faveur de l'installation. »

Drôme - Ardèche

Agriculture: «La coopération est absente des formations, ce n'est pas normal»

Adhérent de deux Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma), président de la fédération ardéchoise des Cuma, membre du bureau de la fédération régionale des Cuma, administrateur de la fédération nationale des Cuma – ce n'est pas fini! – président de sa cave, président de 2000 vins d'Ardèche (24 caves coopératives et 61 vignerons indépendants) et président du lycée agricole d'Aubenas... le vigneron Cyril Jaquin est bien placé pour parler coopération agricole.

Par Recueilli par Célia AMPHOUX - Aujourd'hui à 07:15 | mis à jour aujourd'hui à 07:45 - Temps de lecture : 4 min

Vu 227 fois



01 / 02

Vigneron en Sud Ardèche, Cyril Jaquin assure: « Je n'aurais peut-être pas pu devenir agriculteur sans la Cuma, car mon projet n'était pas rentable et les banques n'acceptaient pas de m'accompagner. » Photo DL/FNCuma

Agriculture materiel agricole

Hangar solaire gratuit

Vertsun propose un hangar solaire photovoltaïque agricole gratuit optimisé

vertsun.com

OUVRI

Fin 2021, la fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Cuma) a consulté 11 700 agriculteurs adhérents sur le devenir de cet outil. Quel enseignement reprenez-vous de cette consultation?

Cyril Jaquin: «À mes yeux, le plus important, c'est la reconnaissance des coopératives et des groupes coopératifs, par rapport aux investissements, par exemple. Quand le plan France relance a été engagé, il a fallu se battre pour obtenir une différence entre un investissement individuel et un investissement Cuma. »

Vous déplorez qu'il ait fallu batailler?

2022



IV. Retombées Presse Agriculture Print et Digitales



2022



A. Retombées Presse Agriculture Print



LIVRE BLANC / Les cuma veulent participer à la « révolution agricole »

Fruit d'une grande consultation auprès de 11 700 agriculteurs, le livre blanc du réseau cuma vient d'être publié dans le cadre de l'élection présidentielle 2022. Celui-ci contient quinze propositions pour révolutionner l'agriculture par le « faire ensemble ». « Alors que la notion de "révolution agricole" irrigue le débat public autour de la génétique, de la robotique ou encore du numérique, il n'a jamais été autant essentiel de redonner une vraie place à l'humain, au collectif dans l'agriculture et de rompre l'isolement avec la société civile », justifie la fédération nationale des cuma. Elle souhaite « faire gagner en compétitivité et en résilience les exploitations agricoles, créer des leviers de terrains pour passer en mode agroécologique, impulser de nouveaux modèles de coopération, dynamiser le lien social et sociétal avec l'agriculture. Autant de facteurs favorables à la multiplication des installations en agriculture. » Les quinze propositions du livre blanc [à consulter sur www.agriculture-dromoise.fr] ont été transmises aux candidats à l'élection présidentielle. Lors de l'assemblée générale du 3 mars, Jean-Pierre Feschet, président de la FDcuma de la Drôme en a remis un exemplaire à la députée Célia de Lavergne. ■



Presse écrite FRA

L'Agriculture Drômoise

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

Drôme

COLLECTIF / La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole (FDcuma) de la Drôme a tenu son assemblée générale le 3 mars à Mirabel-et-Blacons. Au programme : le renouvellement des générations et le livre blanc des Cuma remis aux candidats à la présidentielle.

Les cuma actrices du renouvellement des générations

L'assemblée générale du 3 mars aurait pu être une grande fête pour la fédération des cuma de la Drôme : celle de ses 60 ans. Mais le contexte sanitaire incertain il y a encore quelques semaines a incité ses responsables à la prudence. « On reportera cela à 2023 », confie son président Jean-Pierre Feschet. Il se réjouit tout de même d'avoir pu réunir ses troupes, après une édition 2021 qui avait eu lieu en visioconférence.

Malgré la crise de la Covid-19, la FDcuma a souhaité être « sur le terrain ». En 2021, les démonstrations de matériels ont rencontré un grand succès, notamment celles consacrées aux matériels de destruction des couverts végétaux, coordonnées avec la chambre d'agriculture, en mars à Montvendre et septembre sur le salon Tech&Bio. Deux rencontres sur la valorisation des bois de haies (bois de chauffage, paillage des animaux...) et une démonstration de binage sur thym et maïs ont également été proposées. « Ces démonstrations vous sont utiles. Nous poursuivrons leur organisation, en collaboration avec nos partenaires et à votre demande », affirme Jean-Pierre Feschet.

Un million d'euros d'investissement

Autre élément clé de l'année 2021 : la dynamique d'investissement au sein des cuma drômoises. 34 matériels pour un montant d'un million d'euros ont été aidés en moyenne à 50 %. Cependant, l'actuel programme de développement rural Feader prend fin en 2022. « Vous avez jusqu'au 31 mars pour déposer vos

demandes, ensuite les modalités vont changer », avertit le président. La fédération régionale des Cuma, en collaboration avec les fédérations départementales, négocie en ce moment avec les services de la Région pour obtenir les conditions les plus favorables. « Mais dans un contexte budgétaire restreint, ces discussions ne sont pas toujours faciles », prévient Jean-Pierre Feschet. Les Cuma ont également été éligibles au plan France Relance. « Cette éligibilité n'était pas acquise et il a fallu toute la force de notre réseau pour obtenir qu'un nombre important de cuma ait accès à ce plan », souligne-t-il. L'occasion de rebondir sur l'importance du réseau, dont la pérennité et l'efficacité passe par le renouvellement des générations parmi ses responsables. C'était le thème central de cette assemblée générale.

Recruter les jeunes

Trois témoignages ont illustré comment ce renouvellement peut se concrétiser. Didier Veyron, trésorier de la FDcuma de l'Isère, a partagé les actions menées depuis quatre ans pour attirer de nouveaux administrateurs au sein de la structure départementale. « Après un séminaire réunissant élus et salariés de la FDcuma en 2018, nous avons tracé une feuille de route pour aller chercher les jeunes arrivés dans les cuma », explique-t-il. De nouveaux adhérents, qui semblaient capables de s'impliquer, ont été identifiés. « En novembre dernier, nous les avons invités à un conseil d'administration. Nous avons demandé à nos animateurs d'être créatifs et de rendre vivant ce conseil. Nous avons recommencé



La FDcuma de la Drôme a 60 ans cette année mais le contexte sanitaire n'a pas permis l'organisation d'un temps festif. Malgré tout, ses dirigeants comptent mobiliser les jeunes pour assurer le renouvellement du réseau.

en janvier et neuf d'entre eux devraient nous rejoindre. Cela a pris du temps de repérage, de relance par les animateurs, les administrateurs mais après quatre années d'efforts, nous devrions pouvoir préparer en douceur la transition entre ceux qui quitteront le conseil prochainement et ceux qui arrivent », conclut le trésorier de l'Isère.

« Une image positive des cuma »

Autre expérience : celle de Clément Delage, trésorier de la Cuma de Cresta à Espenel, créée en 2020. « Nous étions plusieurs jeunes coopérateurs



de la cave Jaillance à nous installer à la même période. Nous connaissons le modèle cuma via nos études agricoles. Nous en avons une image positive. Nous avons donc démarré à six jeunes installés et nous avons depuis rattaché trois autres exploitations, raconte Clément Delage. Les responsabilités se sont réparties naturellement en fonction de nos affinités et domaines de compétences. Pour l'instant nous avons choisi un modèle léger en investissant dans du matériel sur lequel il y a peu de concurrence en matière d'utilisation sur nos exploitations et nous préférons rester peu nombreux, c'est plus facile d'échanger, de se réunir vite. » Léo Bérard, agriculteur à Bourdeaux et tout jeune président de la cuma Les Cénobites tranquilles, créée en 2007, a ensuite expliqué comment depuis un an il prend progressivement ses marques. « L'ancien président était en place depuis 2007, j'ai accepté la présidence pour le soulager mais nous n'avons pas changé le bureau. Nous sommes neuf dans la cuma et tout le monde participe aux ré-

Repères

- 100 cuma adhérentes à la FDcuma 26.
- Une nouvelle cuma en 2021 : la cuma Dcourges à Chavannes (légumes plein champ).

unions, explique-t-il. Nous avons essayé de redynamiser le fonctionnement notamment en réorganisant les plannings grâce à WhatsApp, beaucoup moins galère que les mails. » Pour réussir cette transition, Léo Bérard souligne qu'il est important d'être soutenu par l'ensemble des adhérents. Et pour booster leur cuma, ils viennent de s'engager dans le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives (Dina). Quatorze cuma drômoises en ont bénéficié en 2021.

Sophie Sabot

PAYSAN BRETON ED.ILLE ET VILAINE

Faciliter la transmission et encourager l'installation

Un des gros enjeux agricoles des années à venir est le renouvellement des générations. La FR Cuma Ouest a débattu autour de ce sujet lors de son assemblée générale.

CUMA

« La France a perdu 20 % de ses exploitations agricoles en 10 ans. Aujourd'hui, 55 % des agriculteurs en activité ont plus de 50 ans et la dynamique actuelle nous indique qu'à l'heure de la retraite un agriculteur sur trois ne sera pas remplacé. Pourquoi les jeunes ne veulent pas s'installer? Quels sont les freins? Quels leviers ont les Cuma

pour accompagner l'installation et quelle plus-value pouvons-nous apporter aux jeunes? », s'interroge Laurent Guemion, président de la FR Cuma Ouest lors de l'assemblée générale le 24 février à Rennes (35).

Des fermes de plus en plus grandes

Pour l'occasion, Bertrand Coly, ex-vice-président du Ceser (Conseil économique, social et environnemental) a été invité pour parler du rapport



De g. à dr. : Fabrice Gouin, adhérent de la Cuma du Sillon à Campbon ; Benoît Canto, adhérent de la Cuma de l'Alliance à Saint-Brice-en-Coglès ; Bertrand Coly, ex-vice-président du Ceser.

qu'il a réalisé ayant pour thématique : « Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture ».

« D'ici 2026, ce sont 200 000



UN PRIX
DU FONCIER
MULTIPLIÉ
PAR 2 EN 20 ANS.

agriculteurs qui vont partir à la retraite. Les deux tiers pensent que leur exploitation n'est pas transmissible », commente Bertrand Coly. Le rapport met en lumière des fermes de plus en plus en grandes avec une surface moyenne dépassant 69 ha, un prix du foncier multiplié par 2 en 20 ans ce qui ne facilite pas les reprises. Parallèlement, le nombre d'exploitations sous statut personnel diminue et les formes sociétaires progressent. L'organisation du travail évolue et la

AIDER LES JEUNES À INTÉGRER LES CUMA

Certaines Cuma innovent dans l'accueil et l'accompagnement des nouveaux adhérents afin d'inciter les jeunes à les rejoindre et ainsi limiter les investissements individuels sur leur exploitation. La Cuma du Sillon à Campbon (44) organise des journées d'intégration pour les nouveaux adhérents afin de leur raconter

l'histoire de la Cuma et qu'ils comprennent bien son fonctionnement. La Cuma de l'Alliance à Saint-Brice-en-Coglès (35) a mis en place un Plan Jeunes pour aider à l'adhésion, 10 % des prestations annuelles sont reversées aux jeunes adhérents les 3 premières années sous forme de chèque ou de parts sociales.

gestion des exploitations se fait différemment.

« Le profil des candidats à l'installation évolue avec près des deux tiers qui ne sont pas issus du milieu agricole. Il faut repenser les outils d'accompagnement pour ces nouveaux profils et modifier la façon de transmettre les exploitations. » Le Ceser préconise une rencontre avec les cédants 5 ans avant le départ à la retraite pour faire un état des lieux et faciliter la transmission des exploitations. Il faut aussi réussir à mobiliser et articuler l'ensemble des acteurs. Avec un âge à l'installation qui recule, un porteur de projet devrait avoir accès à la DJA jusqu'à 50 ans. « Le partage et la protection de la terre sont très importants. Il nous faut une grande loi foncière pour que l'installation soit vraiment la priorité et taxer les changements de destination des terres agricoles », conclut Bertrand Coly. Nicolas Goualan

AU FIL DE LA SEMAINE

COOPÉRATIVES L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert a présenté un rapport très attendu sur les coopératives agricoles, dont la gouvernance est de plus en plus critiquée à mesure qu'elles grandissent. Les députés sont notamment favorables à un renforcement des pouvoirs et de l'indépendance du HCCA.

Les propositions des députés pour « moderniser » le modèle coopératif

La récente crise de gouvernance du géant sucrier Tereos a montré que la vie démocratique des coopératives n'est pas un long fleuve tranquille. Le pilotage de ces vastes structures, qui peuvent atteindre des milliers d'adhérents agriculteurs (12000 chez Tereos, 17000 chez Sodiaal), laisse certains d'entre eux perplexes. « Les coopératives subissent ce que subit la démocratie représentative. Les agriculteurs ont parfois l'impression que leur voix ne compte pas », analyse l'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert. Dans un rapport présenté le 16 février à l'Assemblée, le député LREM de la Manche et son homologue LR de Moselle Fabien Di Filippo ont mis vingt-trois mesures sur la table pour huiler la mécanique de ce secteur, qui pèse 40 % de l'agroalimentaire français. Loin de remettre en cause l'ensemble du système, le rapport vise à « consolider et moderniser le modèle coopératif, afin de lui donner des armes pour renforcer son attractivité et sa compétitivité ».

Renforcer la participation

Une série de propositions porte sur la gouvernance des coopératives. Les députés font le constat d'une « double crise de participation et de représentation » des adhérents au sein des assemblées des coopératives. Une récente étude commandée par la Coopération agricole montrait que seuls 40 % des associés coopérateurs ont participé aux assemblées générales sur les douze derniers mois. Le lien entre les coopératives et les agriculteurs « se distend », particulièrement dans les grandes coopératives. Pour pallier ce « désintérêt » des adhérents, le rapport recommande de développer des « instances intermédiaires et de proximité », ainsi que la dématérialisation « partielle » des assemblées, via notamment le vote électronique pour les plus grandes coopératives. Autre enseignement du rapport, les coopératives ont des difficultés à « renouveler leur vivier d'administrateurs ». Le développement de dispositifs de mentorat d'administrateurs stagiaires



Guillaume Perrin - la Marche Agricole - archives

L'ancien ministre de l'Agriculture Stéphane Travert a présenté un rapport sur les coopératives agricoles.

et l'instauration de limites d'âge et de durée des mandats pourraient contribuer à faciliter le renouvellement, mais aussi à améliorer la représentativité au sein des élus. Les rapporteurs n'oublient pas les femmes, sous-représentées à la tête des coopératives : un quart des agriculteurs sont des agricultrices, pourtant les femmes représentent à peine 10 % des élus dans les conseils d'administration. Plus largement, ils proposent de multiplier les interventions auprès des élèves dans les formations agricoles pour mieux faire connaître le modèle coopératif et, ainsi, assurer le renouvellement des générations.

Éviter les « dérives » de gouvernance

Après la crise de gouvernance constatée chez Tereos, les rapporteurs insistent sur la nécessité de mieux former les administrateurs. En effet, plus de 40 % d'entre eux n'ont reçu aucune formation. Le rapport préconise de la rendre obligatoire dans les plus grandes coopératives. Pour mieux réguler le secteur, les députés se prononcent en faveur du renforcement « des pouvoirs, des moyens et de l'indépendance » du Haut conseil de la coopération agri-

cole (HCCA), qui est chargé d'attribuer l'agrément coopératif et de veiller au respect des règles par les coopératives, via des contrôles. Ils estiment « pertinent » qu'à terme la HCCA « évolue vers une autorité de régulation indépendante, comme cela existe pour d'autres secteurs de l'économie ». À cette fin, le rapport propose de faire évoluer la gouvernance du HCCA, aujourd'hui composée en majorité de représentants des coopératives, et de doter l'institution de plus de moyens financiers et humains.

« Avec les évolutions actuelles, des entreprises de taille plus importante et un nouveau cadre réglementaire, il faut regarder plus précisément ce qui se passe dans le secteur. Et, si la loi n'est pas appliquée, il faut donner les moyens au HCCA de la faire respecter », assure Fabien Di Filippo. Créé en 2006, le HCCA n'a depuis prononcé aucune sanction à l'égard d'une coopérative. Le rapport recommande également de « mieux faire connaître le rôle du médiateur de la coopération agricole », rarement sollicité lors des litiges entre coopératives et associés coopérateurs. Dans le cas des grandes coopératives, les rapporteurs

insistent sur la nécessité de donner les moyens au conseil d'administration de « contrôler efficacement les filiales du groupe coopératif » et de les inciter à doter leurs filiales du « statut d'entreprises à mission », afin de « renforcer la transparence » au sein du groupe.

Inciter à investir

« Le modèle de la coopération agricole reste adapté aux enjeux de l'agriculture d'aujourd'hui », estime le député de la Moselle, qui ajoute que ce modèle peut cependant être « adapté ». Pour aider les coopératives à investir dans la recherche de valeur et la transition écologique, les députés encouragent les pouvoirs publics à permettre aux coopératives de trouver de « nouvelles voies » de fonds propres. Ils recommandent de favoriser le financement via des titres participatifs et d'élargir la possibilité pour les coopératives de collecter des agriculteurs non-coopérateurs et de leur proposer leurs services. Le rapport se penche aussi sur le cas des Cuma (coopératives d'utilisation du matériel agricole) : il propose de leur permettre d'étendre leurs activités « au-delà de leurs missions historiques » et de les « conforter » dans leur rôle de conseil en matière de stratégies de mécanisation, en inscrivant cette mission dans la loi.

Enfin, plusieurs propositions visent à inciter les coopératives à investir sur les « marchés valorisés » à l'étranger et dans une « montée en gamme » de leur production, pour répondre à la demande du marché intérieur – et notamment de la restauration collective.

Dans le prolongement de ce rapport, les députés proposent la création « dès la rentrée parlementaire » d'une mission d'information sur le bilan de la séparation vente-conseil, instaurée par la loi Egalim. La Coopération agricole a, quant à elle, annoncé vouloir initier « un programme de travail », notamment sur les questions de participation des associés coopérateurs et de renouvellement des conseils d'administration.

JG

ENTREVUE La fédération nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Dans quel but la FNCuma a-t-elle organisé cette consultation ?

L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage. Notre ambition était de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective, nous avions la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5 % par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

Oui, c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et un laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

En prenant l'exemple de la région Auvergne Rhône Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves en filières agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre, il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés

Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci, les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec, en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81 %) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30 % des charges

compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité car ils ont une connaissance pointue des exploitations.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée, aujourd'hui, c'est encore « la machine », or le réseau n'est pas que ça ! Ce sont d'abord des agriculteurs qui se réunissent pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma, y compris les femmes, notamment dans les conseils d'administration où elles sont trop peu.

Propos recueillis par C.ROLLE

actuagri

Présidentielles : Les Cuma veulent un « choc » de coopération

« *Faire ensemble pour révolutionner l'agriculture* ». Tel est le titre du Livre blanc que la Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Fncuma) a rendu public mi-février. Avec l'objectif qu'une partie des 15 propositions qu'elle émet soit reprise par le futur chef de l'Etat.



Pas moins 11 700 agriculteurs ont répondu à une enquête en ligne proposée par la FNCUMA. C'est à partir de leurs réponses que la Fédération a pu construire son Livre blanc qui met en avant quatre thèmes majeurs pour le prochain quinquennat. Elle veut, dans un premier temps « *faire gagner en compétitivité et en résilience les exploitations agricoles et impulser une mécanisation plus responsable de l'agriculture* ». La Fncuma propose la mise en place d'un « *crédit d'impôt mécanisation collective* », afin de permettre aux agriculteurs de gagner en compétitivité et d'assurer la transition agroécologique. D'autant que « *l'économie réalisée grâce à la mécanisation collective en passant par une Cuma est de 17 %* », souligne le

Livre Blanc. Les coopérateurs veulent également soutenir le marché de l'occasion par le reconditionnement des matériels agricoles et encourager l'acquisition d'agroéquipements climato-compatibles à travers une déduction fiscale de 40 % de l'amortissement annuel de 2023 à 2027. Sur le deuxième thème, « *Créer des solutions par le terrain au service de l'agroécologie* », le livre blanc souhaite la « *création d'un contrat de transition agroécologique* ». Celui-ci serait multipartite, impliquant notamment les acteurs agricoles, les communes, les EPCL, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, etc. Ce qui permettrait également de donner une « *nouvelle ambition aux groupements d'intérêt économique et écologique* » en agriculture.

Associer les acteurs ruraux

Pour « *faire émerger de nouveaux modèles de coopération et installer davantage de nouveaux agriculteurs* » (troisième thème), la Fncuma veut redéfinir un nouveau cadre législatif pour valoriser les initiatives de groupes d'agriculteurs mais aussi « *ouvrir le sociétariat des Cuma* » aux personnes morales de droit privé et de droit public. Objectif ; mieux associer les acteurs ruraux. 67 % des agriculteurs-coopérateurs y sont favorables, atteste la Fncuma. Ils sont d'ailleurs tout autant (74 %) à vouloir « *alléger les contraintes administratives* » pour donner plus d'agilité dans leurs activités. Mieux former les élèves au sens et au mouvement coopératif pour développer une « *culture du faire ensemble* » est une autre proposition formulée par le rapport. Finalement, ce que cherchent aussi les Cuma, c'est de dynamiser le lien social et sociétal avec l'agriculture, « *en imaginant de nouveaux formats d'échanges* ». Le Livre blanc émet des propositions originales mais tout à fait réalistes comme « *soutenir le déploiement de l'Erasmus rural en agriculture* » et « *intégrer les collectifs d'agriculteurs dans les plans de lutte contre l'isolement et le mal-être des agriculteurs* ». 88 % des agriculteurs sont favorables à cette proposition, appuie la Fncuma. Ce regain de solidarité pourrait enfin passer le renforcement des Projets alimentaires territoriaux pour les rendre « *plus efficaces* » et par la déclinaison du modèle Cuma auprès d'habitants d'un bassin de vie. Avec cet objectif toujours affiché de créer ce « *choc de coopération* ».

ACTUAGRI

Présidentielles : Les Cuma veulent un « choc » de coopération

« *Faire ensemble pour révolutionner l'agriculture* ». Tel est le titre du Livre blanc que la Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole (Fncuma) a rendu public mi-février. Avec l'objectif qu'une partie des 15 propositions qu'elle émet soit reprise par le futur chef de l'Etat.



Pas moins 11 700 agriculteurs ont répondu à une enquête en ligne proposée par la FNCUMA. C'est à partir de leurs réponses que la Fédération a pu construire son Livre blanc qui met en avant quatre thèmes majeurs pour le prochain quinquennat. Elle veut, dans un premier temps « *faire gagner en compétitivité et en résilience les exploitations agricoles et impulser une mécanisation plus responsable de l'agriculture* ». La Fncuma propose la mise en place d'un « *crédit d'impôt mécanisation collective* », afin de permettre aux agriculteurs de gagner en compétitivité et d'assurer la transition agroécologique. D'autant que « *l'économie réalisée grâce à la mécanisation collective en passant par une Cuma est de 17 %* », souligne le

Livre Blanc. Les coopérateurs veulent également soutenir le marché de l'occasion par le reconditionnement des matériels agricoles et encourager l'acquisition d'agroéquipements climato-compatibles à travers une déduction fiscale de 40 % de l'amortissement annuel de 2023 à 2027. Sur le deuxième thème, « *Créer des solutions par le terrain au service de l'agroécologie* », le livre blanc souhaite la « *création d'un contrat de transition agroécologique* ». Celui-ci serait multipartite, impliquant notamment les acteurs agricoles, les communes, les EPCL, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, etc. Ce qui permettrait également de donner une « *nouvelle ambition aux groupements d'intérêt économique et écologique* » en agriculture.

Associer les acteurs ruraux

Pour « *faire émerger de nouveaux modèles de coopération et installer davantage de nouveaux agriculteurs* » (troisième thème), la Fncuma veut redéfinir un nouveau cadre législatif pour valoriser les initiatives de groupes d'agriculteurs mais aussi « *ouvrir le sociétariat des Cuma* » aux personnes morales de droit privé et de droit public. Objectif ; mieux associer les acteurs ruraux. 67 % des agriculteurs-coopérateurs y sont favorables, atteste la Fncuma. Ils sont d'ailleurs tout autant (74 %) à vouloir « *alléger les contraintes administratives* » pour donner plus d'agilité dans leurs activités. Mieux former les élèves au sens et au mouvement coopératif pour développer une « *culture du faire ensemble* » est une autre proposition formulée par le rapport. Finalement, ce que cherchent aussi les Cuma, c'est de dynamiser le lien social et sociétal avec l'agriculture, « *en imaginant de nouveaux formats d'échanges* ». Le Livre blanc émet des propositions originales mais tout à fait réalistes comme « *soutenir le déploiement de l'Erasmus rural en agriculture* » et « *intégrer les collectifs d'agriculteurs dans les plans de lutte contre l'isolement et le mal-être des agriculteurs* ». 88 % des agriculteurs sont favorables à cette proposition, appuie la Fncuma. Ce regain de solidarité pourrait enfin passer le renforcement des Projets alimentaires territoriaux pour les rendre « *plus efficaces* » et par la déclinaison du modèle Cuma auprès d'habitants d'un bassin de vie. Avec cet objectif toujours affiché de créer ce « *choc de coopération* ».

DANS NOTRE RÉGION

CONSULTATION - Les agriculteurs du Grand Est se sont exprimés lors de la grande consultation nationale de la FNCUMA (Fédération Nationale des Cuma) dans le cadre du SIA et des élections présidentielles. Découvrez leurs propositions pour l'avenir de l'agriculture dans nos territoires.

Les agriculteurs du Grand Est défendent l'avenir de leurs **coopératives de proximité**



Lors de sa venue à Chaumont, Philippe Thomas, président de la FRCUMA Grand Est a expliqué que les résultats de la consultation nationale tournent autour de la coopération, la mécanisation et le renouvellement des générations.

Aujourd'hui en France, un agriculteur sur deux adhère à une Cuma. Véritable étendard du paysage agricole français, la Fédération Nationale des Cuma (FNCUMA) s'emploie à représenter, accompagner, et défendre près de 200 000 agriculteurs français. Afin de connaître et répondre au mieux aux attentes de ces derniers et plus largement du monde agricole, la FNCUMA a lancé le 21 septembre dernier une grande consultation.

Sur la base de cette question unique et essentielle « *Comment les Cuma peuvent-elles vous aider à mettre en œuvre l'agriculture de demain ?* », plusieurs centaines de propositions ont été formulées, portant sur des thématiques variées : investissements responsables, innovation agricole, installation des jeunes, agro-écologie, ou encore formation.

Derrière cette réflexion collective se cache la volonté pour la Fédération Nationale des Cuma

de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et propositions du monde agricole pour demain afin d'interpeller les pouvoirs publics en vue des prochaines élections présidentielles et législatives.

11 700 agriculteurs ont répondu à la consultation

Au niveau national, avec plus de 70% de votes favorables les agriculteurs plébiscitent un vrai choc de coopération pour conserver les coopératives à taille humaine que sont les Cuma, favoriser l'implication des femmes, et ouvrir le sociétariat à d'autres acteurs (EPCI, associations etc.).

Le soutien à une mécanisation plus responsable de l'agriculture fait l'objet de nombreuses propositions, 81% votent en faveur d'une politique en ce sens. La Cuma a demain également un rôle de laboratoire pour développer et tester les nouvelles technologies et pratiques agronomiques, comme accompagner la transition agro écologique avec 74 % de votes favorables.

Enfin, les agriculteurs plébiscitent (77% de votes favorables) l'outil Cuma comme un outil d'installation en agriculture, avec une mission accrue envers les profils hors milieu agricole qui auront besoin d'un cadre d'accueil, de bienveillance et de développement de leurs projets.

Le Grand Est, une terre agricole

Région où les filières agricoles et viticoles sont très présentes, le Grand Est se place en première position sur l'exportation de produits agro-alimentaires et la production de céréales et des oléoprotéagineux français. Il arrive en deuxième position pour la production de blé tendre, de maïs, de betteraves ou encore de pommes de terre.

Côté Cuma, grâce à ses 660 structures, regroupant près de 14 000 adhérents, le réseau accompagne et soutient près de 30 % des exploitations agricoles de la région. On décèle dans le réseau Cuma du Grand Est une forte volonté d'aboutir à une agriculture moderne, compétitive et transmissible. Pour se faire, les cumistes du Grand Est placent le partage de matériel, l'entraide mais

surtout l'Humain au cœur de leurs valeurs. Leur objectif ? Entreprendre pour l'avenir des territoires et des générations futures via la création de richesse, d'emploi et d'innovation et le développement de la transition agro écologique.

Les revendications des agriculteurs de la région Grand Est :

- **L'amélioration de la politique de subventions et d'aides fiscales aux Cuma** dans le but de favoriser et optimiser la mécanisation

« *Le matériel est une grosse racine de notre réseau, de notre modèle mais l'arbre et le tronc sont tout le reste : l'humain, les réflexions communes, le collectif, le matériel, la main d'œuvre...* ».

- **Le rôle de la Cuma pour renouveler les générations ressort fortement.** Effectivement, on constate une réelle volonté d'accompagnement des nouveaux arrivants dans leurs parcours d'installations. La Cuma désire être une porte d'entrée dans le monde agricole pour les futurs ou nouveaux



responsable et les stratégies d'équipement en matériels agricoles des groupes d'agriculteurs.

- **Faire évoluer le mode de gouvernance des Cuma** en accompagnant, formant et professionnalisant les responsables et élus en Cuma afin de faire monter en compétences les exploitants agricoles.

- **Favoriser et renforcer la coopération de proximité des agriculteurs** en fortifiant l'accompagnement stratégique des collectifs et en faisant des Cuma du Grand Est des lieux d'échanges entre les Hommes, de partage d'expériences, d'innovation avec la diffusion de nouvelles pratiques et expérimentations, de formation permanente et de développement local sur son territoire afin d'encourager la solidarité et le lien social et limiter l'isolement.

C'est ce que nous explique, Matthieu Goehry, secrétaire général adjoint de la FNCUMA :

FNCUMA

L'AVENIR agricole et rural de la Haute-Marne

Quand l'union fait la force

Le principe des Cuma (coopérative d'utilisation de matériel agricole) ne consiste pas uniquement, comme son nom l'indique, à favoriser la mutualisation et l'utilisation de matériel agricole.

Derrière le concept des Cuma, il y a un véritable écosystème où règne entraide, solidarité et partage au sens large avec, en toile de fond, une volonté de favoriser le développement des exploitations, des adhérents et de la dynamique locale. Basées sur une économie ancrée dans les territoires, les Cuma regroupent en moyenne 23 agriculteurs.

Les Cuma s'impliquent et travaillent également sur des problématiques d'avenir telles que l'écologie, l'emploi, la formation, l'innovation... Pesant pour 50% de la population agricole et employant 5 000 salariés, le réseau fédératif des Cuma capitalise sur la base du collectif, de la réflexion commune et du « faire ensemble » afin d'en tirer force et avantages : parler d'une même voix, avoir plus d'impact, être plus compétitif, mutualiser les compétences, faire bouger les lignes... Véritable appui, il joue également un rôle de conseil et d'accompagnement auprès de ses membres tant sur les plans économiques que juridiques, techniques ou financiers.



Au-delà de l'accès à la mécanisation que permettent les Cuma, leurs compétences et leurs valeurs les poussent aussi à mettre en place des portes ouvertes pour attirer les jeunes vers les métiers de l'agriculture.

Cuma Mardi 15 février, la **FNCuma** dévoilera son livre blanc portant quinze propositions pour l'avenir de l'agriculture en France.

Quinze propositions pour l'avenir de l'agriculture française

Détaillant quinze propositions concrètes, le livre blanc de la FNCuma – à paraître ce mardi 15 février – se veut être un document de référence dans le réseau. « Il sera un support pour aller à la rencontre des candidats à la présidentielle et aux législatives, un document de consultation pour

les citoyens et les partenaires mais aussi un moyen, pour le réseau, de consolider une position commune et une vision partagée. Ce livre blanc identifie le sens de l'action des Cuma et la direction que nous comptons prendre pour les années à venir », explique Christophe Perraud, secrétaire général

de la FNCuma et agriculteur à Saint-Hilaire-de-Clisson.

Au total, 11 700 agriculteurs (adhérents responsables de Cuma et non-adhérents) ont participé à cette consultation nationale qui s'est déroulée du 21 septembre au 21 novembre 2021 : 75 000 votes enregistrés et environ 350 propositions formulées et retenues. « C'est réconfortant de voir les agriculteurs s'impliquer dans ce processus et prendre la parole. » C'est dans la région du Grand-Ouest (Normandie, Bretagne et Pays de la Loire) que la mobilisation a été la plus élevée (cette région possède 21 % des Cuma de France). « Dans l'Ouest, les gens croient en la formule Cuma. Ils savent mesurer ce qu'il manque, ce qu'il faudrait comme condi-

i La mécanisation, un sujet majeur

La mécanisation représente 30 % des charges d'une exploitation agricole. Pour Christophe Perraud, il est donc important, « pour un jeune qui s'installe, de considérer la question de la mécanisation comme essentielle au moment de l'étude de son projet. Souvent, on se concentre sur la production et peu sur les moyens avec lesquels on y parvient. La mécanisation est un angle mort alors que ça pèse lourd au sein d'une exploitation ». En septembre 2020, les fédérations de Cuma ont mis en place une centrale d'achats groupés de matériels via la SAS Camacuma.

200 000

C'est le nombre
d'agriculteurs adhérents
à une Cuma en France.

tions supplémentaires pour que les Cuma puissent faire encore plus, encore mieux», relève Christophe Perraud.

En ce sens, au-delà de leur fonction de base qui est de donner accès à la mécanisation (lire ci-contre), les fédérations de Cuma se donnent pour rôle « de soutenir, d'aider à avancer et d'anticiper les évolutions de l'agriculture. Au niveau local, les Cuma sont là pour rendre les agriculteurs capables de s'organiser pour être plus efficaces, plus solidaires et développer une vision commune sur divers sujets comme la problé-

matique de la baisse du nombre d'agriculteurs, l'environnement, le partage du territoire, etc. ». Grâce à leurs compétences et à leurs valeurs, les Cuma souhaitent attirer les jeunes vers les métiers de l'agriculture. « Nous voulons participer à l'attractivité du secteur sans prendre la place des organismes dont c'est le rôle d'accompagner les jeunes dans leur installation. » À l'Union des Cuma Pays de la Loire, des journées portes ouvertes sont organisées chaque année à destination des élèves en formation agricole. « Nous pensons déployer des formats d'accueil pour le grand public. Nous voulons faire notre part pour arriver à faire dire aux parents et aux jeunes que l'agriculture peut être un " bon plan " ! »

ESTELLE BESCOND

PANORAMA

PHILIPPE MAJEUNE

Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement

dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales. Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations.

Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne-Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes, notamment dans les conseils d'administration où elles sont trop peu.

PROPOS RECUEILLIS PAR C.ROLLE



■ En bref...

FNCuma » Quatre plébiscites ressortent de la consultation sur les Cuma

À l'automne dernier, la FNCuma a lancé une grande consultation des agriculteurs sur les Cuma. Plusieurs centaines de propositions ont été formulées portant sur des thématiques variées : investissements responsables, innovation agricole, installation des jeunes, agroécologie ou encore formation. Quatre plébiscites ressortent : le choc de la coopération (91% s'expriment en faveur d'une coopération à taille humaine), un appel à soutenir une mécanisation plus responsable (pour 81%), pour des Cuma qui testent, expérimentent et diffusent l'agriculture de demain et un rôle de facilitateur dans l'emploi et l'installation en agriculture.

LOIRET **AGRICOLE** **& RURAL**

■ En bref...

FNCuma > **Quatre plébiscites ressortent de la consultation sur les Cuma**

À l'automne dernier, la FNCuma a lancé une grande consultation des agriculteurs sur les Cuma. Plusieurs centaines de propositions ont été formulées portant sur des thématiques variées : investissements responsables, innovation agricole, installation des jeunes, agroécologie ou encore formation. Quatre plébiscites ressortent : le choc de la coopération (91% s'expriment en faveur d'une coopération à taille humaine), un appel à soutenir une mécanisation plus responsable (pour 81%), pour des Cuma qui testent, expérimentent et diffusent l'agriculture de demain et un rôle de facilitateur dans l'emploi et l'installation en agriculture.

GRAND TÉMOIN

La FNCuma va publier, le 15 février, un livre blanc, "Faire ensemble", conçu à partir des propositions de ses adhérents, sondés lors d'une grande consultation publique. Revue de détail des principaux enseignements de la consultation avec son président, Luc Vermeulen.

FNCUMA

"Révolutionner l'agriculture passera par le collectif"



Luc Vermeulen : "On milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs."

Quelles sont, dans les grandes lignes, les propositions recueillies lors de la grande consultation ?

Luc Vermeulen : "Les propositions des agriculteurs s'articulent autour de quatre grands axes : la mécanisation responsable avec la triple performance sociale, économique et environnementale ; révolutionner l'agriculture par les initiatives de terrain ; faire émerger de nouveaux modèles coopératifs ; et la dynamisation du lien social et sociétal avec l'agriculture. Soit autant de propositions qui nous ont confortés dans les fondamentaux de notre modèle coopératif autour de la mutualisation de la machine, et les hommes autour de la machine. La dimension humaine et sociale est également fortement ressortie."

"Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions"

Enfin, ce qui ressort, c'est que tous ont la conviction profonde que révolutionner l'agriculture passera par le collectif. Or, nous en avons déjà fait la preuve puisque, depuis notre création, en 1945, nous avons su nous remettre en cause face aux évolutions de l'agriculture, en permettant aux exploitations de s'adapter à de nouvelles productions et valeurs ajoutées, ainsi qu'à des contextes différents. En cela, notre modèle est des plus modernes. On installe des jeunes et on arrive à répondre aux défis du moment. Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions. Le collectif est donc pertinent."

À propos de votre modèle coopératif, pouvez-vous nous en dire plus ?

L.V. : "Nous avons un modèle coopératif qui est axé sur la mutualisation des moyens agricoles autour des machines dans les exploitations. Aujourd'hui, la machine représente plus de 30 % des charges d'exploitation. L'attente des agriculteurs, c'est que l'on continue à déployer ce modèle pour renforcer la maîtrise

des charges dans les exploitations. Un autre axe fort est celui autour du partage d'expériences, de la capitalisation et de l'innovation, en lien notamment avec les pratiques agroécologiques et les GIEE.

Par ailleurs, tout un travail s'est mis en place autour d'un nouveau modèle coopératif, à savoir des agriculteurs qui ont fait la démarche du faire ensemble avec la machine, mais qui vont plus loin en développant des circuits courts, des magasins de producteurs, voire des moyens de commercialisation en collectif, autant de formes qui dépassent le statut Cuma. Cela nous interroge donc sur la nécessité de développer de nouveaux modèles coopératifs permettant de continuer à accompagner les agriculteurs dans la transition.

L'autre attente de nos adhérents est celle du lien avec le territoire, par le biais d'alliances avec tous les acteurs présents de l'économie sociale et solidaire afin d'apporter des réponses aux problématiques du territoire. À cela s'ajoute la dimension sociale du modèle coopératif. En effet, les agriculteurs en Cuma partagent des projets, mais aussi leurs difficultés, ce qui leur permet de sortir de leur isolement. Nous sommes convaincus que les groupes sont des vecteurs de lutte contre la problématique du mal-être au sein du monde agricole. Il nous faut, par conséquent, continuer à travailler sur de nouvelles modalités de coopération."

Quelles sont ces nouvelles modalités de coopération sur lesquelles vous travaillez ?

L.V. : "L'axe fondamental du modèle reste la mutualisation de la machine. On va donc renforcer celui-ci, car c'est une attente forte des agriculteurs, et d'autant plus forte aujourd'hui avec l'évolution du prix du matériel, qui devient inaccessible en individuel. Pour ce faire, il faut continuer à défendre le soutien à l'investissement, qui passe par des politiques publiques, mais que nous souhaitons orienter davantage vers les attentes sociétales et environnementales. L'idée est de mettre en adéquation les soutiens publics avec les attentes sociétales. L'autre levier important est le renouvellement des générations. Un



ZOOM sur...

La grande consultation nationale publique

Lancée par la FNCuma, du 21 septembre au 21 novembre derniers, en partenariat avec la plateforme Make.org, la grande consultation nationale publique avait pour objectif de recueillir les attentes des agriculteurs en Cuma par rapport au modèle coopératif qui est le leur, et les évolutions qu'ils souhaiteraient y voir apporter. "Cette démarche s'inscrit aussi dans notre projet politique, à savoir d'être beaucoup plus visible sur les problématiques de transition agroécologique et le renouvellement des générations", indique le président de la FNCuma, Luc Vermeulen. Une seule question était posée lors de cette consultation, à savoir, "Comment les Cuma peuvent-elles aider à mettre en œuvre l'agriculture de demain ?". 11 700 agriculteurs ont participé à la consultation. Au terme du questionnaire, 350 propositions ont été sélectionnées, puis soumises au vote. 75 000 personnes ont participé au vote. C'est à partir de ces propositions que la FNCuma a écrit son livre blanc, "Faire ensemble", qui sera présenté pour la première fois au SIA, puis diffusé auprès des candidats aux élections présidentielle et législatives.

sujet sur lequel nous ne nous étions pas positionnés jusqu'à présent, alors que l'on voit bien que, là où se trouvent des Cuma, des jeunes s'installent par le fait qu'on dilue la charge de mécanisation, mais aussi parce qu'il y a le groupe qui les accompagne dans leur parcours. C'est un enjeu fondamental par rapport à la pyramide des âges, car, dans 7 à 8 ans, 50 % des agriculteurs vont quitter le métier. Or, nous, nous défendons une agriculture à taille humaine et des exploitations présentes en nombre sur tout le territoire. Nous sommes en effet persuadés que l'avenir de l'agriculture passera par cette présence importante des agriculteurs, seule à même de préserver un tissu rural fort et d'assurer la souveraineté agricole et alimentaire de notre pays."

Avec la prise en compte de ces nouvelles problématiques et attentes des agriculteurs, le statut des Cuma va-t-il évoluer ?

L.V. : "Le socle fondamental ne bougera pas. Pour construire une entente et une coopération dans le temps, il faut des règles. Et les Cuma ont fait la preuve que nos bases sont solides au vu de notre longue histoire. Ceci étant, notre souhait est d'avoir une plus grande agilité avec le statut coopératif des Cuma, en raison des lourdeurs administratives auxquelles nous sommes confrontés. On doit pouvoir faire évoluer les choses pour apporter plus de souplesse aux adhérents et responsables de Cuma.

Outre ce socle de base, il en faudra un autre avec l'émergence des nouvelles formes coopératives sur lesquelles on travaille. Lors de la grande consultation, il a été notamment pointé la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs (EPCI, associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire).

Enfin, l'autre volet concerne la reconnaissance de l'agriculture de groupe dans les modèles juridiques, car, elle ne l'est pas automatiquement dans les politiques publiques mises en œuvre. Ainsi, dans le plan de relance, nous n'étions pas initialement identifiés. L'agriculture de groupe, quel que soit son modèle juridique, doit être soutenue. Cela avait déjà été travaillé dans le cadre

des travaux d'égalim 1, mais la demande a été retoquée par le Conseil constitutionnel, sans que l'on sache pourquoi. C'est un sujet que nous défendons dans notre livre blanc, en espérant être entendus."

“ A été pointée la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs ”

Quelles sont les autres demandes que vous souhaitez présenter aux politiques en campagne ?

L.V. : "Pour favoriser la résilience des exploitations et assurer leur pérennité, on propose que soit créé un crédit d'impôt mécanisation collective. Une autre demande porte sur l'encouragement à l'acquisition d'agroéquipements climato-compatibles au travers d'une déduction fiscale de 40 %. On souhaite aussi qu'un diagnostic de mécanisation soit systématique à toute nouvelle installation. Toujours autour de la machine, on voudrait un soutien sur le reconditionnement du matériel agricole pour donner une seconde vie aux équipements. Par ailleurs, on voudrait que soit donnée une nouvelle ambition aux GIEE avec des soutiens publics plus importants. On désire, de plus, aller plus loin dans le développement de l'emploi partagé, avec un soutien ciblé aux initiatives collectives. D'autres points concernent l'Erasmus rural en agriculture, dans lequel on voudrait s'inscrire, et la nécessité de faciliter l'inclusion des agriculteurs dans les Programmes alimentaires territoriaux. On veut aussi décliner le modèle Cuma dans des projets collectifs avec les habitants pour développer le faire ensemble. Enfin, on milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs. Or, là où des jeunes s'installent en Cuma, ça marche. Et l'installation des jeunes est un sujet majeur. ■

**Propos recueillis par
Florence Guilhem**

GRAND TÉMOIN

La FNCuma va publier, le 15 février, un livre blanc, "Faire ensemble", conçu à partir des propositions de ses adhérents, sondés lors d'une grande consultation publique. Revue de détail des principaux enseignements de la consultation avec son président, Luc Vermeulen.

FNCUMA

"Révolutionner l'agriculture passera par le collectif"



Luc Vermeulen : "On milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs."

Quelles sont, dans les grandes lignes, les propositions recueillies lors de la grande consultation ?

Luc Vermeulen : "Les propositions des agriculteurs s'articulent autour de quatre grands axes : la mécanisation responsable avec la triple performance sociale, économique et environnementale ; révolutionner l'agriculture par les initiatives de terrain ; faire émerger de nouveaux modèles coopératifs ; et la dynamisation du lien social et sociétal avec l'agriculture. Soit autant de propositions qui nous ont confortés dans les fondamentaux de notre modèle coopératif autour de la mutualisation de la machine, et les hommes autour de la machine. La dimension humaine et sociale est également fortement ressortie.

" Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions "

Enfin, ce qui ressort, c'est que tous ont la conviction profonde que révolutionner l'agriculture passera par le collectif. Or, nous en avons déjà fait la preuve puisque, depuis notre création, en 1945, nous avons su nous remettre en cause face aux évolutions de l'agriculture, en permettant aux exploitations de s'adapter à de nouvelles productions et valeurs ajoutées, ainsi qu'à des contextes différents. En cela, notre modèle est des plus modernes. On installe des jeunes et on arrive à répondre aux défis du moment. Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions. Le collectif est donc pertinent."

À propos de votre modèle coopératif, pouvez-vous nous en dire plus ?

L.V. : "Nous avons un modèle coopératif qui est axé sur la mutualisation des moyens agricoles autour des machines dans les exploitations. Aujourd'hui, la machine représente plus de 30 % des charges d'exploitation. L'attente des agriculteurs, c'est que l'on continue à déployer ce modèle pour renforcer la maîtrise

des charges dans les exploitations. Un autre axe fort est celui autour du partage d'expériences, de la capitalisation et de l'innovation, en lien notamment avec les pratiques agroécologiques et les GIEE.

Par ailleurs, tout un travail s'est mis en place autour d'un nouveau modèle coopératif, à savoir des agriculteurs qui ont fait la démarche du faire ensemble avec la machine, mais qui vont plus loin en développant des circuits courts, des magasins de producteurs, voire des moyens de commercialisation en collectif, autant de formes qui dépassent le statut Cuma. Cela nous interroge donc sur la nécessité de développer de nouveaux modèles coopératifs permettant de continuer à accompagner les agriculteurs dans la transition.

L'autre attente de nos adhérents est celle du lien avec le territoire, par le biais d'alliances avec tous les acteurs présents de l'économie sociale et solidaire afin d'apporter des réponses aux problématiques du territoire. À cela s'ajoute la dimension sociale du modèle coopératif. En effet, les agriculteurs en Cuma partagent des projets, mais aussi leurs difficultés, ce qui leur permet de sortir de leur isolement. Nous sommes convaincus que les groupes sont des vecteurs de lutte contre la problématique du mal-être au sein du monde agricole. Il nous faut, par conséquent, continuer à travailler sur de nouvelles modalités de coopération."

Quelles sont ces nouvelles modalités de coopération sur lesquelles vous travaillez ?

L.V. : "L'axe fondamental du modèle reste la mutualisation de la machine. On va donc renforcer celui-ci, car c'est une attente forte des agriculteurs, et d'autant plus forte aujourd'hui avec l'évolution du prix du matériel, qui devient inaccessible en individuel. Pour ce faire, il faut continuer à défendre le soutien à l'investissement, qui passe par des politiques publiques, mais que nous souhaitons orienter davantage vers les attentes sociétales et environnementales. L'idée est de mettre en adéquation les soutiens publics avec les attentes sociétales. L'autre levier important est le renouvellement des générations. Un



ZOOM sur...

La grande consultation nationale publique

Lancée par la FNCuma, du 21 septembre au 21 novembre derniers, en partenariat avec la plateforme Make.org, la grande consultation nationale publique avait pour objectif de recueillir les attentes des agriculteurs en Cuma par rapport au modèle coopératif qui est le leur, et les évolutions qu'ils souhaiteraient y voir apporter. "Cette démarche s'inscrit aussi dans notre projet politique, à savoir d'être beaucoup plus visible sur les problématiques de transition agroécologique et le renouvellement des générations", indique le président de la FNCuma, Luc Vermeulen. Une seule question était posée lors de cette consultation, à savoir, "Comment les Cuma peuvent-elles aider à mettre en œuvre l'agriculture de demain ?". 11 700 agriculteurs ont participé à la consultation. Au terme du questionnaire, 350 propositions ont été sélectionnées, puis soumises au vote. 75 000 personnes ont participé au vote. C'est à partir de ces propositions que la FNCuma a écrit son livre blanc, "Faire ensemble", qui sera présenté pour la première fois au SIA, puis diffusé auprès des candidats aux élections présidentielle et législatives.

sujet sur lequel nous ne nous étions pas positionnés jusqu'à présent, alors que l'on voit bien que, là où se trouvent des Cuma, des jeunes s'installent par le fait qu'on dilue la charge de mécanisation, mais aussi parce qu'il y a le groupe qui les accompagne dans leur parcours. C'est un enjeu fondamental par rapport à la pyramide des âges, car, dans 7 à 8 ans, 50 % des agriculteurs vont quitter le métier. Or, nous, nous défendons une agriculture à taille humaine et des exploitations présentes en nombre sur tout le territoire. Nous sommes en effet persuadés que l'avenir de l'agriculture passera par cette présence importante des agriculteurs, seule à même de préserver un tissu rural fort et d'assurer la souveraineté agricole et alimentaire de notre pays."

Avec la prise en compte de ces nouvelles problématiques et attentes des agriculteurs, le statut des Cuma va-t-il évoluer ?

L.V. : "Le socle fondamental ne bougera pas. Pour construire une entente et une coopération dans le temps, il faut des règles. Et les Cuma ont fait la preuve que nos bases sont solides au vu de notre longue histoire. Ceci étant, notre souhait est d'avoir une plus grande agilité avec le statut coopératif des Cuma, en raison des lourdeurs administratives auxquelles nous sommes confrontés. On doit pouvoir faire évoluer les choses pour apporter plus de souplesse aux adhérents et responsables de Cuma.

Outre ce socle de base, il en faudra un autre avec l'émergence des nouvelles formes coopératives sur lesquelles on travaille. Lors de la grande consultation, il a été notamment pointé la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs (EPCI, associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire).

Enfin, l'autre volet concerne la reconnaissance de l'agriculture de groupe dans les modèles juridiques, car, elle ne l'est pas automatiquement dans les politiques publiques mises en œuvre. Ainsi, dans le plan de relance, nous n'étions pas initialement identifiés. L'agriculture de groupe, quel que soit son modèle juridique, doit être soutenue. Cela avait déjà été travaillé dans le cadre

des travaux d'égalim 1, mais la demande a été retoquée par le Conseil constitutionnel, sans que l'on sache pourquoi. C'est un sujet que nous défendons dans notre livre blanc, en espérant être entendus."

“ A été pointée la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs ”

Quelles sont les autres demandes que vous souhaitez présenter aux politiques en campagne ?

L.V. : "Pour favoriser la résilience des exploitations et assurer leur pérennité, on propose que soit créé un crédit d'impôt mécanisation collective. Une autre demande porte sur l'encouragement à l'acquisition d'agroéquipements climato-compatibles au travers d'une déduction fiscale de 40 %. On souhaite aussi qu'un diagnostic de mécanisation soit systématique à toute nouvelle installation. Toujours autour de la machine, on voudrait un soutien sur le reconditionnement du matériel agricole pour donner une seconde vie aux équipements. Par ailleurs, on voudrait que soit donnée une nouvelle ambition aux GIEE avec des soutiens publics plus importants. On désire, de plus, aller plus loin dans le développement de l'emploi partagé, avec un soutien ciblé aux initiatives collectives. D'autres points concernent l'Erasmus rural en agriculture, dans lequel on voudrait s'inscrire, et la nécessité de faciliter l'inclusion des agriculteurs dans les Programmes alimentaires territoriaux. On veut aussi décliner le modèle Cuma dans des projets collectifs avec les habitants pour développer le faire ensemble. Enfin, on milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs. Or, là où des jeunes s'installent en Cuma, ça marche. Et l'installation de jeunes est un sujet majeur. ■

Propos recueillis par Florence Guilhem

GRAND TÉMOIN

La FNCuma va publier, le 15 février, un livre blanc, "Faire ensemble", conçu à partir des propositions de ses adhérents, sondés lors d'une grande consultation publique. Revue de détail des principaux enseignements de la consultation avec son président, Luc Vermeulen.

FNCUMA

"Révolutionner l'agriculture passera par le collectif"



Luc Vermeulen : "On milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs."

Quelles sont, dans les grandes lignes, les propositions recueillies lors de la grande consultation ?

Luc Vermeulen : "Les propositions des agriculteurs s'articulent autour de quatre grands axes : la mécanisation responsable avec la triple performance sociale, économique et environnementale ; révolutionner l'agriculture par les initiatives de terrain ; faire émerger de nouveaux modèles coopératifs ; et la dynamisation du lien social et sociétal avec l'agriculture. Soit autant de propositions qui nous ont confortés dans les fondamentaux de notre modèle coopératif autour de la mutualisation de la machine, et les hommes autour de la machine. La dimension humaine et sociale est également fortement ressortie.

" Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions "

Enfin, ce qui ressort, c'est que tous ont la conviction profonde que révolutionner l'agriculture passera par le collectif. Or, nous en avons déjà fait la preuve puisque, depuis notre création, en 1945, nous avons su nous remettre en cause face aux évolutions de l'agriculture, en permettant aux exploitations de s'adapter à de nouvelles productions et valeurs ajoutées, ainsi qu'à des contextes différents. En cela, notre modèle est des plus modernes. On installe des jeunes et on arrive à répondre aux défis du moment. Partout où on est, on est sur des dynamiques de solutions. Le collectif est donc pertinent."

À propos de votre modèle coopératif, pouvez-vous nous en dire plus ?

L.V. : "Nous avons un modèle coopératif qui est axé sur la mutualisation des moyens agricoles autour des machines dans les exploitations. Aujourd'hui, la machine représente plus de 30 % des charges d'exploitation. L'attente des agriculteurs, c'est que l'on continue à déployer ce modèle pour renforcer la maîtrise

des charges dans les exploitations. Un autre axe fort est celui autour du partage d'expériences, de la capitalisation et de l'innovation, en lien notamment avec les pratiques agroécologiques et les GIEE.

Par ailleurs, tout un travail s'est mis en place autour d'un nouveau modèle coopératif, à savoir des agriculteurs qui ont fait la démarche du faire ensemble avec la machine, mais qui vont plus loin en développant des circuits courts, des magasins de producteurs, voire des moyens de commercialisation en collectif, autant de formes qui dépassent le statut Cuma. Cela nous interroge donc sur la nécessité de développer de nouveaux modèles coopératifs permettant de continuer à accompagner les agriculteurs dans la transition.

L'autre attente de nos adhérents est celle du lien avec le territoire, par le biais d'alliances avec tous les acteurs présents de l'économie sociale et solidaire afin d'apporter des réponses aux problématiques du territoire. À cela s'ajoute la dimension sociale du modèle coopératif. En effet, les agriculteurs en Cuma partagent des projets, mais aussi leurs difficultés, ce qui leur permet de sortir de leur isolement. Nous sommes convaincus que les groupes sont des vecteurs de lutte contre la problématique du mal-être au sein du monde agricole. Il nous faut, par conséquent, continuer à travailler sur de nouvelles modalités de coopération."

Quelles sont ces nouvelles modalités de coopération sur lesquelles vous travaillez ?

L.V. : "L'axe fondamental du modèle reste la mutualisation de la machine. On va donc renforcer celui-ci, car c'est une attente forte des agriculteurs, et d'autant plus forte aujourd'hui avec l'évolution du prix du matériel, qui devient inaccessible en individuel. Pour ce faire, il faut continuer à défendre le soutien à l'investissement, qui passe par des politiques publiques, mais que nous souhaitons orienter davantage vers les attentes sociétales et environnementales. L'idée est de mettre en adéquation les soutiens publics avec les attentes sociétales. L'autre levier important est le renouvellement des générations. Un



ZOOM sur...

La grande consultation nationale publique

Lancée par la FNCuma, du 21 septembre au 21 novembre derniers, en partenariat avec la plateforme Make.org, la grande consultation nationale publique avait pour objectif de recueillir les attentes des agriculteurs en Cuma par rapport au modèle coopératif qui est le leur, et les évolutions qu'ils souhaiteraient y voir apporter. "Cette démarche s'inscrit aussi dans notre projet politique, à savoir d'être beaucoup plus visible sur les problématiques de transition agroécologique et le renouvellement des générations", indique le président de la FNCuma, Luc Vermeulen. Une seule question était posée lors de cette consultation, à savoir, "Comment les Cuma peuvent-elles aider à mettre en œuvre l'agriculture de demain ?". 11 700 agriculteurs ont participé à la consultation. Au terme du questionnaire, 350 propositions ont été sélectionnées, puis soumises au vote. 75 000 personnes ont participé au vote. C'est à partir de ces propositions que la FNCuma a écrit son livre blanc, "Faire ensemble", qui sera présenté pour la première fois au SIA, puis diffusé auprès des candidats aux élections présidentielle et législatives.

sujet sur lequel nous ne nous étions pas positionnés jusqu'à présent, alors que l'on voit bien que, là où se trouvent des Cuma, des jeunes s'installent par le fait qu'on dilue la charge de mécanisation, mais aussi parce qu'il y a le groupe qui les accompagne dans leur parcours. C'est un enjeu fondamental par rapport à la pyramide des âges, car, dans 7 à 8 ans, 50 % des agriculteurs vont quitter le métier. Or, nous, nous défendons une agriculture à taille humaine et des exploitations présentes en nombre sur tout le territoire. Nous sommes en effet persuadés que l'avenir de l'agriculture passera par cette présence importante des agriculteurs, seule à même de préserver un tissu rural fort et d'assurer la souveraineté agricole et alimentaire de notre pays."

Avec la prise en compte de ces nouvelles problématiques et attentes des agriculteurs, le statut des Cuma va-t-il évoluer ?

L.V. : "Le socle fondamental ne bougera pas. Pour construire une entente et une coopération dans le temps, il faut des règles. Et les Cuma ont fait la preuve que nos bases sont solides au vu de notre longue histoire. Ceci étant, notre souhait est d'avoir une plus grande agilité avec le statut coopératif des Cuma, en raison des lourdeurs administratives auxquelles nous sommes confrontés. On doit pouvoir faire évoluer les choses pour apporter plus de souplesse aux adhérents et responsables de Cuma.

Outre ce socle de base, il en faudra un autre avec l'émergence des nouvelles formes coopératives sur lesquelles on travaille. Lors de la grande consultation, il a été notamment pointé la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs (EPCI, associations, entreprises de l'économie sociale et solidaire).

Enfin, l'autre volet concerne la reconnaissance de l'agriculture de groupe dans les modèles juridiques, car, elle ne l'est pas automatiquement dans les politiques publiques mises en œuvre. Ainsi, dans le plan de relance, nous n'étions pas initialement identifiés. L'agriculture de groupe, quel que soit son modèle juridique, doit être soutenue. Cela avait déjà été travaillé dans le cadre

des travaux d'égalim 1, mais la demande a été retoquée par le Conseil constitutionnel, sans que l'on sache pourquoi. C'est un sujet que nous défendons dans notre livre blanc, en espérant être entendus."

“ A été pointée la nécessité d'ouvrir le sociétariat des Cuma à d'autres acteurs que les agriculteurs ”

Quelles sont les autres demandes que vous souhaitez présenter aux politiques en campagne ?

L.V. : "Pour favoriser la résilience des exploitations et assurer leur pérennité, on propose que soit créé un crédit d'impôt mécanisation collective. Une autre demande porte sur l'encouragement à l'acquisition d'agroéquipements climato-compatibles au travers d'une déduction fiscale de 40 %. On souhaite aussi qu'un diagnostic de mécanisation soit systématique à toute nouvelle installation. Toujours autour de la machine, on voudrait un soutien sur le reconditionnement du matériel agricole pour donner une seconde vie aux équipements. Par ailleurs, on voudrait que soit donnée une nouvelle ambition aux GIEE avec des soutiens publics plus importants. On désire, de plus, aller plus loin dans le développement de l'emploi partagé, avec un soutien ciblé aux initiatives collectives. D'autres points concernent l'Erasmus rural en agriculture, dans lequel on voudrait s'inscrire, et la nécessité de faciliter l'inclusion des agriculteurs dans les Programmes alimentaires territoriaux. On veut aussi décliner le modèle Cuma dans des projets collectifs avec les habitants pour développer le faire ensemble. Enfin, on milite pour être référencés dans l'enseignement et les parcours d'installation, car, aujourd'hui, notre modèle coopératif n'est ni identifié ni reconnu dans ces secteurs. Or, là où des jeunes s'installent en Cuma, ça marche. Et l'installation des jeunes est un sujet majeur. ■

**Propos recueillis par
Florence Guilhem**



© FNCuma

interview

Philippe Majeune,
éleveur à Tours-sur-Meymont (63),
trésorier adjoint de la FNCuma.

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français. Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote.

Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les CUMA à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation.



Majoritairement, les agriculteurs veulent que les CUMA soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

En prenant l'exemple de la région Auvergne Rhône Alpes, avec 35% d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants

dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. A ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité- car ils ont une connaissance pointue des exploitations-, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! Ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes, notamment dans les conseils d'administration où elles sont trop peu.

*Propos recueillis par
C.Rolle*

INTERVIEW La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?



© FNCuma

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort

les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci, les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les CUMA à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication

qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

Oui, c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les CUMA soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations.

d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. A ce titre, il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire, sont un gage d'efficacité- car ils ont une connaissance pointue des exploi-

tations-, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! Ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes, notamment dans les conseils d'administration où elles sont trop peu.

Propos recueillis par C.Rolle

L'Est éclair

Campagne de dédicaces pour Didier Marteau

Édition Campagne de dédicaces pour Didier Marteau L'ancien président de la chambre d'agriculture de l'Aube, Didier Marteau, dédicacera son ouvrage («Le sillon de ma vie»), samedi 19 février, au magasin Leclerc de Saint-Parres-aux-Tertres, de 10h à 17h. D'autres dédicaces sont également prévues, plus tard dans l'année (le 9 avril et/ou le 4 juin, lors la journée portes ouvertes d'Emmaüs à Troyes, le 23 avril, au Secours populaire) et l'ancien exploitant, désormais président du Groupement champenois, prévoit une ou plusieurs dédicaces dans «son» Pays d'Othe, dont sans doute le 14 juillet, à Paisy-Cosdon. L'intégralité des bénéfices sera reversée à Emmaüs, au comité de l'Aube de la lutte contre le cancer ainsi qu'au Secours populaire et à la Mutualité sociale agricole de l'Aube. Filière sucre Une campagne à 84 t à l'hectare pour Tereos Les neuf sucreries de France métropolitaine du groupe coopératif Tereos ont achevé leur campagne betteravière, qui a duré 121 jours en moyenne, pour un rendement de 84 t à 16°s par hectare,

légèrement sous la moyenne des cinq dernières années mais «bien meilleur que la précédente campagne». Dans le même communiqué, Tereos indique avoir récolté 38000 tonnes de betteraves bio et avoir produit 1200 tonnes de sucre Haute valeur environnementale «pour répondre à une consommation émergente». Coopération Les Cuma entrent en campagne En amont du Salon international de l'agriculture et alors que toutes les composantes du monde agricole entrent en surchauffe de communication (c'est une année présidentielle), la Fédération nationale des Coopératives d'utilisation de matériel agricole publie un long communiqué sur la prise de position des agriculteurs en faveur d'un de leurs principaux outils de mutualisation. Parmi les doléances exprimées par les agriculteurs, une amélioration de la politique de subvention des Cuma ainsi que de meilleurs outils fiscaux, pour favoriser l'investissement collectif au moment d'un changement de paradigme agronomique.

▶ En collectif

Un plaidoyer « Cuma et installation »

La FRCuma Bourgogne Franche-Comté a tenu son assemblée générale simultanément en divers points de la région et par visioconférence. L'apport des Cuma pour aider au renouvellement des générations en fut le thème central.

Le rapport d'activité, la table ronde et les discours retransmis en direct depuis une salle de la Maison du Comté à Poligny, dans le Jura, où étaient réunies une cinquantaine de personnes. Les adhérents étaient impatients de se retrouver alors que les assemblées générales de secteurs ont eu des difficultés à se dérouler normalement en 2021, à cause des restrictions sanitaires.

énergie et litière, la distribution des fourrages, les plaquettes en litière, la valorisation des protéagineux (toastage) dans les rations, la protection contre le gel en viticulture, le sur semis de prairies, le séparateur de phase, la plantation de haies agricoles... Des thèmes qui rejoignent souvent l'enjeu de l'adaptation aux changements climatiques. Le réseau Cuma a également participé aux Fêtes de l'agriculture des Jeunes agriculteurs dans le Jura et en région. Ce fut l'occasion de montrer les avantages du travail en Cuma mais aussi l'importance de ces structures pour répondre aux enjeux de demain.

Booster le collectif

En 2021, le réseau Cuma BFC est intervenu auprès d'une douzaine d'écoles pour sensibiliser les futurs acteurs du monde agricole aux charges de mécanisation, informer et communiquer

L'actualité sanitaire a repointé son nez ce 20 janvier à Poligny de manière inopinée, avec un contrôle des passes sanitaires par la gendarmerie au beau milieu de l'assemblée générale. Après une courte interruption, la rencontre a pu reprendre son cours. Les Cuma ont organisé plusieurs journées techniques en 2021, en partenariat avec d'autres organismes, sur différentes thématiques : le désherbage mécanique, la valorisation bocicole en bois

sur l'intérêt des Cuma. Mais pour le président de la fédération régionale, Hervé Delacroix, cela ne suffit pas : « Nous avons une demande que nous réitérons régulièrement auprès de la Chambre régionale d'agriculture et du Conseil régional : faire partie du stage à l'installation ! » La FRCuma a remis à la Région un document réalisé par la FNCuma : un plaidoyer en faveur des Cuma et de l'installation, mais qui va au-delà des questions de mécanisation. Il s'appuie sur la solidarité et le facteur humain présents dans les Cuma. L'idée est de donner « un coup de boost au collectif » avec, par exemple, des propositions comme soutenir le nouvel installé qui souhaite louer du foncier grâce à un dispositif de parrainage en Cuma, promouvoir les échanges entre le jeune et des agriculteurs Cumistes à travers le Programme d'accompagnement à l'installation et la transmission,

mettre en place des aides régionales pour inciter les nouveaux installés à adhérer aux Cuma... Soucieuse d'aborder ces questions, la FRCuma a choisi de consacrer la deuxième partie de son assemblée générale au thème « Cuma et installation » avec la tenue d'une table ronde.

Un suivi mécanisation

« Le thème de l'installation, abordé aujourd'hui, fait partie de notre responsabilité d'OPA de se pencher sur le renouvellement des générations au sein de notre métier », affirme Hervé Delacroix. Il rappelle que la FRCuma est prête à se mobiliser pour accompagner les projets d'installation et créer un poste en ce sens si nécessaire. La fédération pourrait intervenir lors des stages installation mais aussi suivre les références (guide des prix de revient), réaliser un diagnostic de charges de mécanisation et proposer un suivi post-installation sur la mécanisation,

basé sur le volontariat. Dans un autre registre, La FRCuma a créé récemment un poste de chargé de mission « Projets innovants » pour répondre aux besoins des Cuma qui ont des projets dans des domaines très variés : création d'un hangar, agroécologie, atelier de transformation, point de vente collectif, groupement d'employeur, aire de lavage... Des projets finançables dans le cadre du Dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des Cuma (Dina). La FRCuma va continuer à « s'organiser et se structurer », pour aborder des sujets comme « l'innovation, s'adapter au changement climatique, accompagner les projets d'installations mais aussi répondre à des projets de GIEE ou à des projets de bâtiments en Cuma... », conclut Hervé Delacroix.

ISABELLE RENAUD



L'assemblée générale était retransmise depuis la Maison du Comté à Poligny.



« Nous devons continuer à nous organiser et nous structurer pour répondre aux besoins des Cuma », déclare Hervé Delacroix, président de la FRCuma BFC.



Une table ronde avec Julien Crinquant, Michel Baudot, Amélie Guillot et Cécile Gazo (par visioconférence).



LOIRE-ATLANTIQUE

Actualité

AGRICULTURE

Défendre l'avenir des coopératives de proximité

L'avenir de l'agriculture est bien un des enjeux de la campagne présidentielle. La fédération nationale des Cuma a réalisé une grande consultation auprès des agriculteurs, notamment de l'Ouest, révélant un attachement profond à ce modèle vertueux de partage des biens.



La Cuma, ou le principe de partager le matériel agricole.

Les Cuma sont devenues incontournables : coopératives d'utilisation du matériel agricole, elles servent aujourd'hui de point d'appui de la résistance agricole, par le partage et le prêt de matériels entre utilisateurs adhérents. « Les Cuma portent des réflexions sur l'avenir du monde agricole dans le monde rural et la capacité à répondre aux transformations et à l'avenir de nos agriculteurs », défend Christophe Perraud, agriculteur à Saint-Hilaire-de-Clisson en Loire-Atlantique, adhérent de Cuma et secrétaire général de la FNCUMA : « Dans l'ouest, les gens croient en la formule Cuma, ils savent mesurer ce qu'il manque, ce qu'il faudrait comme conditions supplémentaires pour que les Cuma puissent faire encore plus, encore mieux ». Il poursuit : « La transition agricole doit être accompagnée, par un réfléchir ensemble, et c'est bien là l'enjeu de cette grande consultation. Aujourd'hui en France, un agriculteur sur deux adhère à une Cuma. » Véritable étendard du paysage agricole, la fédération nationale des Cuma s'emploie à représenter, accompagner, et défendre près de 200.000 agriculteurs français. Afin de connaître et répondre au mieux aux attentes de ces derniers et plus largement du monde agricole, la FNCUMA avait lancé à l'automne dernier une grande consultation, avec une question majeure : Comment les Cuma peuvent-elles vous aider à mettre en œuvre l'agriculture de demain ? Ces Cuma incarnent bien la coopération de proximité, donnant à voir des principes, des valeurs et des atouts d'un modèle de partage qui s'appuie sur des thématiques variées : les investissements responsables, une innovation agricole, le renforcement de l'installation des jeunes, l'agroécologie, ou encore le développement de la formation. « Derrière cette réflexion collective, il y a une volonté pour les Cuma de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et propositions du monde agricole pour demain afin d'interpeller les pouvoirs publics en vue des pro-

chaines élections présidentielles et législatives », complète Christophe Perraud.

Un moyen de s'en sortir financièrement

Benoît Gautier est un des agriculteurs adhérents en Loire-Atlantique, il s'est installé à Abbaretz grâce aux Cuma et se retrouve régulièrement en comités restreints avec d'autres adhérents pour découvrir et apprendre à mieux connaître le matériel mis en commun. À la tête d'une exploitation bovine intégralement biologique, il a nourri ses espoirs en un nouveau modèle agricole : « Après 10 ans en tant que chef de culture de canne à sucre en Guadeloupe, je me suis tourné vers l'exploitation bovine en revenant sur ma terre natale et en reprenant l'exploitation d'un agriculteur partant à la retraite ». Dans ce cas précis, pour permettre son intégration professionnelle, les Cuma sont intervenues dans l'installation de Benoit comme véritable levier d'accompagnement vers une transition écologique de l'exploitation qu'il a reprise. « Les machines nécessaires à la transition au biologique de l'exploitation, onéreuses et difficiles à porter par une seule exploitation, ont été apportées par la Cuma de l'Arche, cela m'a permis de ne pas être asphyxié financièrement au moment de mon installation et de pouvoir mener à bien mon projet. Sans cela, je ne sais pas où j'en serais à l'heure actuelle. » Aujourd'hui Benoit est un agriculteur engagé pour les générations futures puisqu'il organise chaque année, depuis son installation, une journée portes ouvertes de sensibilisation de son exploitation aux jeunes lycéens et étudiants du secteur agricole du département pour porter le message des Cuma et leur rôle prédominant dans l'installation des agriculteurs, hors cadre familial. Benoit aime à dire à son jeune public que « le M. dans Cuma, c'est le M. de matériel, celui de main-d'œuvre mais aussi le M. de matière grise. »

Baptiste MARTIN

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE



Un exemple de matériel agricole pouvant être mis en commun.



Des rencontres régulières ont lieu entre adhérents de la Cuma.

2022



B. Retombées Presse Agriculture Digitales



Les cuma actrices du renouvellement des générations

Publié le 11 Mars 2022

Partage [f](#) [t](#) [e](#) [in](#)

La fédération des coopératives d'utilisation de matériel agricole (Fdcuma) de la Drôme a tenu son assemblée générale le 3 mars à Mirabel-et-Blacons. Au programme : le renouvellement des générations et le livre blanc des Cuma remis aux candidats à la présidentielle.



La Fdcuma de la Drôme a 60 ans cette année mais le contexte sanitaire n'a pas permis l'organisation d'un temps festif. Malgré tout, ses dirigeants comptent mobiliser les jeunes pour assurer le renouvellement du réseau.

L'Agriculture Drômoise
SALON DE L'AGRICULTURE La Drôme bien en vue #SIADrôme

Guerre en Ukraine Les filières agricoles régionales en alerte

LE RÉSEAU SE RAJEUNIT Les éleveurs posent leurs jalons

BOOSTER SA NOTORIÉTÉ

Produire plus Un nouveau président

L'édition numérique

Publiez vos annonces légales en quelques clics...

Déposez vos annonces légales et judiciaires

Abonnez-vous
Choisissez la formule

Accueil / Economie, marchés et gestion / Faciliter la transmission et encourager l'installation

Economie, marchés et gestion

Faciliter la transmission et encourager l'installation

Nicolas Goualan - 3 mars 2022

Temps de lecture : 1 minute



Un des gros enjeux agricoles des années à venir est le renouvellement des générations. La FR Cuma Ouest a débattu autour de ce sujet lors de son assemblée générale.

« La France a perdu 20 % de ses exploitations agricoles en 10 ans. Aujourd'hui, 55 % des agriculteurs en activité ont plus de 50 ans et la dynamique actuelle nous indique qu'à l'heure de la retraite un agriculteur sur trois ne sera pas remplacé. Pourquoi les jeunes ne veulent pas s'installer ? Quels sont les freins ? Quels leviers ont les Cuma pour accompagner l'installation et quelle plus-value pouvons-nous apporter aux jeunes ? », s'interroge Laurent Guernion, président de la FR Cuma Ouest lors de l'assemblée générale le 24 février à Rennes (35).

Des fermes de plus en plus grandes

Pour l'occasion, Bertrand Coly, ex-vice-président du Ceser (Conseil économique, social et environnemental) a été invité pour parler du rapport qu'il a réalisé ayant pour thématique : « Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture ».

« D'ici 2026, ce sont 200 000 agriculteurs qui vont partir à la retraite. Les deux tiers pensent que leur exploitation n'est pas transmissible », commente Bertrand Coly. Le rapport met en lumière des fermes de plus en plus grandes avec une surface moyenne dépassant 69 ha, un prix du foncier multiplié par 2 en 20 ans ce qui ne facilite pas les reprises. Parallèlement, le nombre d'exploitations sous statut personnel diminue et les formes sociétaires progressent. L'organisation du travail évolue et la gestion des exploitations se fait différemment.

« Le profil des candidats à l'installation évolue avec près des deux tiers qui ne sont pas issus du milieu agricole. Il faut repenser les outils d'accompagnement pour ces nouveaux profils et modifier la façon de transmettre les exploitations. » Le Ceser préconise une rencontre avec les cédants 5 ans avant le départ à la retraite pour faire un état des lieux et faciliter la transmission des exploitations. Il faut aussi réussir à mobiliser et articuler l'ensemble des acteurs. Avec un âge à l'installation qui recule, un porteur de projet devrait avoir accès à la DJA jusqu'à 50 ans. « Le partage et la protection de la terre sont très importants. Il nous faut une grande loi foncière pour que l'installation soit vraiment la priorité et taxer les changements de destination des terres agricoles », conclut Bertrand Coly.

Aider les jeunes à intégrer les Cuma

Certaines Cuma innovent dans l'accueil et l'accompagnement des nouveaux adhérents afin d'inciter les jeunes à les rejoindre et ainsi limiter les investissements individuels sur leur exploitation. La Cuma du Sillon à Campbon (44) organise des journées d'intégration pour les nouveaux adhérents afin de leur raconter l'histoire de la Cuma et qu'ils comprennent bien son fonctionnement. La Cuma de l'Alliance à Saint-Brice-en-Coglès (35) a mis en place un Plan Jeunes pour aider à l'adhésion, 10 % des prestations annuelles sont reversées aux jeunes adhérents les 3 premières années sous forme de chèque ou de parts sociales.

Aveyron : les Cuma veulent « renforcer la coopération »



Agriculture



Publié le 27/02/2022 à 06:01



Adhérents et représentants des 269 Coopératives d'utilisation du matériel agricole (Cuma) de l'Aveyron étaient vendredi 25 février en réunion de travail.





ESS, EMPLOI, FORMATION, INSERTION ET BIEN D'AUTRES CHOSES.

LE BLOG DE MICHEL ABHERVÉ

18 propositions pour améliorer la coopération agricole

27/02/2022

Avant la fin de la législature, l'Assemblée Nationale a adopté le [rapport d'information sur le secteur coopératif dans le domaine agricole](#) présenté par **Fabien Di Filippo**, député LR de Moselle et **Stéphane Travert**, député REM de la Manche



Nous allons le présenter dans trois articles, le premier abordant la situation d'ensemble (voir [La coopération agricole force économique](#)), le deuxième étant centré sur les points de faiblesse (voir [Les faiblesses de la coopération agricole](#)) alors que le troisième reprend les 18 propositions des deux députés pour améliorer la coopération agricole

Proposition n° 1 : Garantir le droit à l'information des associés coopérateurs, en particulier sur les obligations tenant à l'information sur les prix, découlant des lois EGALIM 1 et 2. Renforcer les contrôles du Haut conseil de la coopération agricole (HCCA) en ce sens.

Proposition n° 2 : Développer les outils d'une démocratie de proximité au sein des coopératives et, à cette fin, favoriser le développement des mécanismes d'animation territoriale au sein des coopératives agricoles, notamment dans le cadre des assemblées de section.

Proposition n° 3 : Améliorer l'attractivité et le taux de participation en assemblée générale.

Étudier les conditions de dématérialisation partielle des assemblées générales des grandes coopératives et les possibilités de vote électronique.

Développer des mécanismes incitatifs pour encourager la présence des associés coopérateurs en assemblée générale.

Proposition n° 4 : Favoriser le renouvellement et la représentativité des conseils d'administration.

Mettre en place au sein des coopératives des stratégies pour renouveler et améliorer la représentativité du conseil d'administration, avec un travail de diagnostic qui doit être rendu systématique.

Encourager les coopératives à développer le mécanisme de mentorat et d'administrateurs stagiaires. Dans ce cadre, prendre en compte la question de la représentation féminine pour faciliter l'accès des agricultrices aux fonctions d'administratrice.

Accroître la part des femmes agricultrices au sein des conseils d'administration en instaurant des mécanismes de représentation à due proportion du nombre d'agricultrices parmi les associés coopérateurs. Rendre ces mécanismes obligatoires pour les coopératives dépassant les seuils prévus à l'article R. 525-9-1 du CRPM.

Proposition n° 5 : Généraliser la formation des administrateurs

Instaurer une obligation de formation pour les coopératives qui atteignent une taille critique.

Encourager la formation des administrateurs dans l'ensemble des coopératives agricoles, quelle que soit leur taille.

Proposition n° 6 : Généraliser la mise en place de comités spécialisés dans les grandes coopératives.

Proposition n° 7 : Donner au conseil d'administration les moyens de contrôler efficacement les filiales du groupe coopératif

Prévoir une représentation systématique des administrateurs au sein des filiales.

Suivre les bonnes pratiques du Haut Conseil de la coopération agricole (HCCA) qui recommande d'inscrire systématiquement les questions relatives aux filiales à l'ordre du jour des conseils d'administration et de prévoir que le directeur du groupe ayant autorité sur les filiales soit le directeur de la coopérative.

Proposition n° 8 : Accroître la place des salariés dans la gouvernance des coopératives agricoles.

Favoriser la levée de l'option des associés non coopérateurs afin d'améliorer la représentation des salariés. À terme, envisager une obligation de représentation des salariés au-delà de certains seuils, dans le prolongement des obligations fixées par la loi PACTE.

Développer les accords de participation et d'intéressement. Permettre aux salariés d'acquiescer des parts sociales avec la totalité des sommes recueillies sur le plan d'épargne de l'entreprise.

Proposition n° 9 : Développer les mécanismes d'accompagnement auprès des jeunes associés coopérateurs pour favoriser l'installation. Assurer une communication suffisante autour de l'existence de ces dispositifs.

Proposition n° 10 : Renforcer l'attractivité du modèle coopératif auprès des futurs agriculteurs, à travers des partenariats animés localement par les fédérations de coopératives, les chambres d'agriculture et les établissements de formation agricole.

Proposition n° 11 : Faire du HCCA une autorité de régulation du secteur coopératif à part entière

Consacrer le pouvoir de sanctions au HCCA, mieux faire connaître son rôle auprès des associés coopérateurs, simplifier ses modalités de saisine.

Prévoir des plans de contrôle stratégiques permettant de cibler les coopératives les plus sensibles.

Renforcer ses moyens financiers et humains et son indépendance.

Proposition n° 12 : Mieux faire connaître le rôle du médiateur de la coopération agricole.

Proposition n° 13 : Ne pas réintroduire dans la loi les dispositions de l'ordonnance du 24 avril 2019 visant à appliquer le mécanisme de garantie contre les « prix abusivement bas » aux coopératives agricoles.

Proposition n° 14 : Assouplir légèrement la contrainte liée à la durée d'engagement dans la coopérative agricole au travers d'une durée limite d'engagement initial et du plafonnement des sanctions pour retrait anticipé.

Proposition n° 15 : Porter à 33 %, au lieu de 20 %, du chiffre d'affaires le seuil en deçà duquel une coopérative peut offrir ses services à des tiers non-coopérateurs

Proposition n° 16 : Suggérer la mise en place dès la rentrée parlementaire de 2022 d'une mission d'information au sein de la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale visant à effectuer un bilan complet de la séparation entre les activités de vente et de conseil instaurée par la loi EGALIM.

Proposition n° 17 : Inciter les agriculteurs à recourir de manière plus systématique aux CUMA dans la mise en place de stratégies de mécanisation et, à cette fin, inscrire cette mission de conseil à l'article R. 521-1 du CRPM.

Proposition n° 18 : Modifier le CRPM de façon à permettre à la coopérative de constituer une provision compta destinée à la couverture des aléas agricoles



Retrouvez **toutes nos offres d'abonnement** à des **prix exceptionnels** sur notre boutique

ACCUEIL AU FIL DE LA SEMAINE REGION

Le Réveil Lozère 26 février 2022 à 08h00 | Par Propos recueillis par C.Rolle

partager : [f](#) [t](#)

Agriculture Avenir Cuma Accompagnement Tours-Sur-Meymont

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

La fédération nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Abonnez-vous

Reagir

Imprimer

Envoyer



La fédération nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma. - © FNCuma

Dans quel but la FNCuma a-t-elle organisé cette consultation ?

L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage. Notre ambition était de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective, nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci, les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec, en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à

d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81 %) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30 % des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5 % par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir

Imprimer

Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir

Imprimer

Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Réussir l'Agriculteur de l'Aisne-26.02.22

<http://www.agriculteur-aisne.com/actualites/philippe-majeune-tresorier-adjoint-de-la-fncuma:UBCQVOX.html>

REUSSIR
de l'Agriculteur
de l'Aisne

CUMA
LA PUISSANCE DU GROUPE

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir

Imprimer

Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir Imprimer Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir Imprimer Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir Imprimer Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

Philippe Majeune, Trésorier adjoint de la FNCuma

Comment les Cuma peuvent accompagner l'agriculture de demain ?

Abonnez-vous

Reagir

Imprimer

Envoyer



La Fédération Nationale des Cuma (FNCuma) a lancé une consultation auprès des agriculteurs français pour connaître leurs attentes. Le point avec Philippe Majeune, éleveur à Tours-sur-Meymont (63), trésorier adjoint de la FNCuma.

Dans quel but la Fncuma a-t-elle organisé cette consultation ?

Philippe Majeune : L'opportunité des élections présidentielle et législative a été le point de démarrage de cette grande consultation. Notre ambition était alors de solliciter le réseau par rapport à l'évolution de l'agriculture et du collectif, afin de faire ressortir des propositions et construire un livre blanc à présenter aux candidats. Derrière cette réflexion collective nous avons la volonté de bâtir un véritable plaidoyer en portant haut et fort les attentes et les propositions des agriculteurs. Ainsi, du 21 septembre au 21 novembre derniers, près de 12 000 agriculteurs se sont prononcés et 75 000 votes ont été recensés pour faire entendre la voix du monde agricole ; des propositions ont été formulées.

Justement, quelles sont les thématiques plébiscitées ?

P.M : Plusieurs grands sujets ont été abordés et fait l'objet d'un vote. Parmi ceux-ci les agriculteurs revendiquent un vrai choc de coopération avec en point de mire, la nécessité de conserver des coopératives à taille humaine, indépendantes et ancrées à leur territoire. Un souhait qui fait écho à l'idée de voir évoluer le cadre juridique coopératif et d'ouvrir les Cuma à d'autres acteurs du territoire (collectivités, associations...) afin qu'elles soient en phase avec l'environnement territorial et les activités nouvelles. Une grande majorité des participants (81%) souhaite par ailleurs le soutien à un matériel plus responsable ainsi qu'une meilleure gestion des charges de mécanisation à travers des diagnostics et un conseil accru. Une revendication qui prend tout son sens alors que les charges de mécanisation représentent 30% des charges de l'exploitation avec des prix du matériel qui augmentent de 4 à 5% par an... il y a donc encore du travail à faire en la matière !

L'innovation a-t-elle été un sujet évoqué par les agriculteurs ?

P.M : Oui c'est un thème qui est revenu largement dans la consultation. Majoritairement, les agriculteurs veulent que les Cuma soient un lieu de réflexion, de partage d'expériences et de laboratoire. Qu'elles deviennent un réel outil de développement pour porter des projets innovants, tester des nouvelles technologies et pratiques agricoles. Ils vont même plus loin en demandant que les Cuma accompagnent les agriculteurs sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un volet de la consultation nationale est également consacré au renouvellement des générations. Qu'en est-il ?

P.M : En prenant l'exemple de la région Auvergne- Rhône-Alpes, avec 35 % d'agriculteurs de moins de 40 ans, 1 200 jeunes qui s'installent chaque année et près de 24 000 élèves agricoles et 3 960 apprentis, le potentiel en matière de renouvellement des générations est élevé. Les Cuma ont donc un vrai rôle à jouer dans l'installation et l'emploi en agriculture. Cela passe par un accompagnement plus soutenu des nouveaux arrivants dans leur parcours d'installation et la mise en place d'aides pour l'embauche de salariés au sein des Cuma. À ce titre il apparaît essentiel de développer l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma. C'est un fait que des salariés compétents, associés à une Cuma et son territoire sont un gage d'efficacité - car ils ont une connaissance pointue des exploitations -, et de fidélisation.

Et les femmes dans les Cuma, où sont-elles ?

P.M : Les Cuma sont malheureusement peu féminisées. La porte d'entrée aujourd'hui c'est encore « la machine », or le réseau ce n'est pas que ça ! ce sont d'abord des agriculteurs qui se mettent ensemble pour réfléchir, innover et partager. Les notions d'entraide et de solidarité sont aussi prépondérantes dans les Cuma. Ce sont des valeurs que nous devons faire connaître pour que les agriculteurs s'impliquent davantage dans la gestion de leur Cuma y compris les femmes,

[Visualiser l'article](#)

Les agriculteurs donnent leur avis sur l'évolution des Cuma



91 % des agriculteurs qui se sont prononcés considèrent qu'il faut conserver des coopératives à taille humaine. © Olivier Sourdin

Cuma France a organisé une grande consultation sur les directions à prendre dans les prochaines années. 11 700 agriculteurs ont participé à la consultation lancée du 21 septembre au 21 novembre 2021. Ils ont formulé eux-mêmes des propositions, sur lesquelles ils ont ensuite voté.

Selon le résultat d'une enquête (1) réalisée par Cuma France 91 % des agriculteurs considèrent qu'il faut conserver des coopératives à taille humaine et indépendantes . 78 % des votants plébiscitent un vrai choc de coopération en cultivant davantage les valeurs humaines du vivre ensemble et en favorisant l'organisation collective du travail.

Assouplissement du cadre juridique et communication

Les participants appellent à impliquer toujours plus les agriculteurs dans la gestion des

Cuma, et 86 % souhaitent favoriser l'implication des femmes dans les conseils d'administration.

72 % des votants sont favorables à un assouplissement du cadre juridique coopératif pour rester agiles et faciles pour entreprendre en agriculture, ce qui passe par un allègement des démarches administratives (76 %).

Les répondants appellent notamment à favoriser la coopération avec d' autres acteurs sur le territoire et permettre une ouverture du sociétariat des Cuma (collectivités, associations, etc.) avec 67 % de votes favorables.

Enfin selon Cuma France, la communication autour du modèle Cuma est un axe important pour les répondants, enseigner



L'intérêt collectif en agriculture, sensibiliser les élèves et étudiants dans les cursus scolaires ou encore développer des stages de découverte dans les Cuma sont des propositions plébiscitées par 77 % des agriculteurs.

Un appel à soutenir une mécanisation plus responsable

Selon l'enquête, le soutien à un matériel plus responsable recueille 81 % de votes favorables.

80 % sont pour une meilleure gestion des charges de mécanisation via notamment des diagnostics et un conseil accru.

L'amélioration de la politique de subventions et d'aide fiscale aux Cuma accueille 69 % de votes favorables. Le soutien au développement des achats collectifs de matériel est plébiscité à hauteur de 77 % de votes.

Pour des Cuma qui testent, expérimentent, diffusent l'agriculture de demain

Toujours selon l'enquête de Cuma France, les agriculteurs plébiscitent à 74 % le rôle laboratoire de la Cuma pour porter des projets innovants, tester les nouvelles technologies et pratiques agronomiques, expérimenter d'autres pratiques agricoles, dans le respect de l'environnement.

74 % demandent que les Cuma accompagnent les agriculteurs membres sur la transition agroécologique et permettent une diffusion des bonnes pratiques environnementales.

Un rôle de facilitateur dans l'emploi et l'installation en agriculture

Toujours selon Cuma France, le rôle de facilitateur des Cuma quant à l'emploi dans l'agriculture en général est plébiscité à 74 %. 65 % votent pour un développement de l'activité groupement d'employeurs au sein des Cuma.

Les agriculteurs sont 77 % à estimer que les Cuma doivent à l'avenir davantage accompagner les nouveaux arrivants dans le parcours d'installation en agriculture. Ils sont particulièrement enclins à favoriser l'installation des " hors-cadre familial et à mettre en place des aides et de l'accompagnement individuel au sein des Cuma.

Renaud d'Hardivilliers

(1) 11 700 agriculteurs ont participé à la consultation lancée en partenariat avec Make.org du 21 septembre au 21 novembre 2021, ils ont formulé eux-mêmes des propositions, sur lesquelles ils ont ensuite voté. Les Cuma ont restitué les idées plébiscitées.

2022



Revue de Presse

Retombées presse communication



Contact agence :

Magali Faget : 06 43 47 46 51 - magali.faget@mlle-pitch.com

Grâce Baudier : 06 19 14 48 47 - grace.baudier@mlle-pitch.com

Chloe Foiratier : 06 64 70 03 12 - chloe.foiratier@mlle-pitch.com

2022



I. Retombées Presse Écrite



Récapitulatif des appels d'offres et des avis d'attribution de marchés publics de communication parus en janvier 2021

Du 1er au 31 janvier 2021, "La Correspondance de la Publicité" a annoncé un certain nombre de consultations et d'attributions de marchés publics de communication. Nous publions aujourd'hui un récapitulatif de ces appels d'offres et des choix de prestataires sous la forme de deux tableaux distincts sur la période.

Avis de marchés publics parus dans "La Correspondance de la Publicité" (du 1^{er} au 31 janvier 2021)

Annonceur	objet du marché	Agences retenues	date de parution dans la Correspondance de la Publicité
Ville de Villeurbanne	stratégie de communication	Proches	13/01/2022
Région Centre Val de Loire	stratégie digitale et éditoriale	Ultramédia, LMWR, Digital Story	21/01/2022
Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de matériel agricole en commun-FNCuma	relations presse dans le cadre du Salon International de l'Agriculture et des élections présidentielles 2022	Mlle <u>Pitch</u>	21/01/2022

Les Clés de la Presse

21.01.22



Mlle Pitch renforce son expertise RP en faveur de l'univers agricole en accompagnant la Fédération nationale des Cuma (FNCUMA) sur leur prise de parole pour l'agriculture de demain dans le contexte du SIA et des élections présidentielles 2022.



La Correspondance Nationale de la Publicité

21.01.22

La Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de matériel agricole en commun (FNCuma) choisit Mlle Pitch pour ses relations presse

L'agence Mlle Pitch a annoncé s'être vue confier la prise en charge des relations presse de la Fédération Nationale des Coopératives d'Utilisation de matériel agricole en commun (FNCuma) dans le cadre du Salon International de l'Agriculture et des élections présidentielles 2022.

• L'agence Mlle Pitch se voit confier l'accompagnement RP de la Fédération nationale des Cuma (FNCUMA), acteur phare du monde agricole, dans un contexte 2022 rythmé par le Salon international de l'agriculture et l'élection présidentielle à venir.

2022



II. Retombées Digitales



Ikigai, Fred & Farid, OP1C... Les gains de budget de la semaine (17-21 janvier 2022)

Publié par La rédaction le 21 janv. 2022 - mis à jour à 15:13



Chaque vendredi, découvrez notre récap' des compétitions et des appels d'offres remportés par les agences, les régies publicitaires et les prestataires marketing. Cette semaine : Sweet Spot se penche sur la première campagne TV de Pretto, Sojasun choisit LMWR et Fred & Farid Paris ne va pas "buller" avec Perrier. Et d'autres.



Nous suivre

Abonnez-vous pour recevoir nos meilleurs articles

Votre adresse email



Abonnez-vous

Sweet Spot

Sweet Spot obtient, à l'issue d'une compétition, la création de la première campagne TV de Pretto, spécialiste du crédit immobilier en ligne, dans l'objectif d'affirmer son positionnement et de construire son nouveau territoire de communication. La campagne sera visible au premier trimestre 2022.

Heroiks

Heroiks se voit confier le conseil media et l'achat d'espaces plurimedia de Made.com, acteur international majeur de l'ameublement.

LMWR

Sojasun, marque d'alimentation végétale, choisit LMWR pour l'accompagner dans sa nouvelle prise de parole en TV et presse, de janvier à début février.

Ikigai

L'agence Ikigai remporte 3 budgets stratégiques corporate : un double projet pour TotalEnergies et la campagne publicitaire digitale d'Edenred (Tickets Restaurant et outils de motivation), "Vie en Rouge". Pour TotalEnergies, Ikigai vient en soutien de la stratégie "multi-énergies" de la compagnie avec la publication L'Essentiel, rapport d'activité simplifié dédié à l'engagement sociétal de TotalEnergies, mais aussi avec la valorisation de ses actifs financiers. Pour Edenred, l'objectif est de valoriser sa raison d'être.

Agence 79

Mathon.fr, leader de la distribution d'ustensiles de cuisine online, sélectionne Agence 79 pour l'accompagner dans sa stratégie media/data au service du développement business.

Mille Pitch

Mille Pitch a été choisie pour la prise en charge de la gestion des relations presse de la Fédération nationale des Cuma (FNCUMA) - la coopérative d'utilisation de matériel agricole - dans le cadre du Salon international de l'agriculture (SIA) et des élections présidentielles 2022.

MERCI ET À BIENTÔT !

Contact

Magali Faget

06.43.47.46.51

magali.faget@mlle-pitch.com

